

SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES

ET DES QUESTIONS ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963

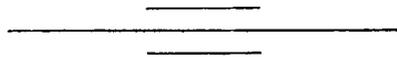


SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963



SOMMAIRE

	Pages
I – Table analytique des questions écrites	1
II – Table nominative des questions écrites	45
III – Table analytique des questions orales	61
IV – Table nominative des questions orales.....	67

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ÉCRITES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963.

A

ABATTEMENTS DE ZONE. — Voir : Zones de salaires (n° 3158).

ABATTOIRS

N° 3546 M. Claudius Delorme :

Eventualité de la création d'un nouvel abattoir près de Lyon et raisons qui pourraient la justifier.

(Agriculture. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1795.)

ACCIDENTS DE LA ROUTE

N° 3106 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre l'administration pour que les détachements de soldats circulant la nuit soient suffisamment signalés à l'attention des automobilistes en vue d'éviter de gros accidents, comme ceux qui se sont produits récemment.

(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948.)

ACCIDENTS DU TRAVAIL

N° 3855 M. Camille Vallin :

Dispositions à prendre pour assurer le respect des textes en vigueur concernant les accidents du travail et les compléter en vue d'une plus grande protection de la vie et de la santé des travailleurs.

(Travail. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3064.)

ACTION RURALE

N° 3000 M. Victor Golvan :

Crédits affectés ou travaux entrepris par le ministère des travaux publics dans le département du Morbihan et les cantons limitrophes au titre de la zone d'action rurale.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 157.)

AFRIQUE NOIRE

N° 3366 M. Maurice Lalloy :

Raisons pour lesquelles sont donnés à Naples, et non en France, les cours destinés à la formation d'ingénieurs sanitaires d'expression française destinés à l'Afrique noire.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-6-1963, p. 1191.)

AGENTS ADMINISTRATIFS. — Voir : Pensions de retraite (n° 3161).

AGENTS DE BUREAU. — Voir : Fonctionnaires (n° 2953, 3113).

AGENTS COMMUNAUX. — Voir : Collectivités locales (n° 3109, 3273).

AGENTS D'EXPLOITATION. — Voir : Fonctionnaires (n° 3261, 3264).

AGENTS SYNDICAUX. — Voir : Cantonniers (n° 3114).

AGENTS DE TRAVAUX. — Voir : Cantonniers (n° 3114).

AGRICULTURE

N° 3332 M. René Tinant :

Eventualité d'une réunion du « Comité des Sages » pour déterminer le retard de l'agriculture en matière de prix et de revenus par rapport aux autres activités économiques de la Nation.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1481, 1482.)

N° 3340 M. André Dulin :

De l'opportunité de saisir le Comité des Sages de la situation de l'agriculture française, en raison de la disparité entre les revenus agricoles et industriels.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1114.)

AGRICULTURE (suite).**N° 3381 M. Paul Pelleray :**

De l'application des lois d'orientation et complémentaires pour assurer la parité du monde agricole avec les autres catégories sociales.

(Agriculture. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1146.)

N° 3519 M. René Tinant :

De l'opportunité de la définition des normes permettant le classement de la viande de taurillon, dite « baby-beef ».

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1711, 1712.)

AIDE-COMMIS. — Voir : Fonctionnaires (n° 3113).**AIDE SOCIALE****N° 3025 M. Jacques Ménard :**

Au sujet des conséquences regrettables de la circulaire du 15 mai 1962 sur les allocations d'aide sociale versées aux aveugles, infirmes et grands infirmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 820.)

N° 3059 M. Roger du Halgouët :

Conditions précises dans lesquelles les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale peuvent être grevés de l'hypothèque légale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 820.)

N° 3060 M. Roger du Halgouët :

Du droit au regard de l'allocation d'aide sociale : 1° de certaines catégories de personnes ; 2° des enfants bénéficiaires, du chef de leur infirmité, de l'allocation spéciale servie par le ministère des anciens combattants.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 821.)

N° 3243 M. Adrien Laplace :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'à l'avenir un seul ministère, celui du travail, soit chargé d'instruire les demandes d'aide sociale faites par les personnes âgées et les économiquement faibles.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977.)

N° 3295 M. Jean Lecanuet :

De l'opportunité d'accorder, à titre exceptionnel, en raison d'un hiver particulièrement rigoureux, une prime de 100 F aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2280.)

ALGERIE**N° 2987 M. André Armengaud :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter à l'avenir le retour de faits aussi graves que, par exemple, les sévices dont a été victime le consul général de France à Alger.

(Secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211.)

N° 3028 M. Joseph Raybaud :

De la compétence éventuelle du ministère des finances et des affaires économiques en matière de règlement d'indemnités pour dommages résultant d'attentats terroristes, liquidés mais non réglés par le trésorier général d'Alger, en raison d'une saisie-arrêt.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1795.)

N° 3299 M. Maurice Carrier :

Limites du droit de l'Etat algérien en matière d'application de la législation algérienne sur un immeuble dont le propriétaire est Français.

(Premier ministre. — J. O. Débats 15-5-1963, p. 1055.)

ALGERIE (suite).**N° 3342 M. Robert Bruyneel :**

Sur la situation créée par les violations répétées des accords d'Evian qui pourraient justifier une réduction de l'aide financière à l'Algérie et une diminution des importations de vin en provenance de ce pays.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1314.)

N° 3388 M. Maurice Carrier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser les spoliations dont sont victimes les Français en Algérie et indemniser les spoliés.

(Affaires algériennes. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2011.)

N° 3405 M. Etienne Dailly :

Nature des dispositions prises par le Gouvernement pour que les retraités de la caisse générale des retraites de l'Algérie bénéficient de l'intégralité des augmentations auxquelles ont pu prétendre, depuis le 1^{er} juillet 1962, les anciens fonctionnaires métropolitains titulaires de pensions concédées par le Trésor.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1113.)

N° 3407 M. Jacques Duclos :

Cas particulier de deux fonctionnaires de la navigation aérienne à qui serait refusée la réaffectation en Algérie.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1483.)

N° 3456 M. Jacques Ménard :

Motifs du transfert des cendres du général Laperrine en France et sort du cœur du Père de Foucauld.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1481.)

N° 3471 M. Edmond Barrachin :

Situation fiscale des souscripteurs de l'emprunt 3 1/2 p. 100 1952-1953 émis en 1952 par le gouvernement général de l'Algérie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2194.)

N° 3493 M. Robert Bruyneel :

De l'opportunité d'interdire l'accès sur le marché français aux vins récoltés en Algérie par des viticulteurs français et illégalement détenus sur des propriétés spoliées.

(Affaires algériennes. — J. O. Débats du 25-7-1963, p. 1921.)

N° 3568 M. Marcel Boulangé :

Déai de publication du texte réglementaire devant fixer les modalités d'application de l'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959 aux personnels de police en Algérie et au Sahara.

(Intérieur. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2056.)

N° 3581 M. Gabriel Montpied :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'obtiennent le versement de leurs pensions les Français victimes d'accidents du travail survenus en Algérie avant le 1^{er} juillet 1962.

(Affaires algériennes. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2011-2012.)

N° 3686 M. Etienne Dailly :

Situation des ressortissants français de la caisse générale des retraites de l'Algérie en ce qui concerne le paiement des compléments de pension qui leur sont dus depuis le 1^{er} juillet 1962.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2056.)

N° 3759 M. Marcel Boulangé :

Déai de publication du décret fixant les modalités d'adaptation de l'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959 aux personnels de police en service en Algérie ou au Sahara, victimes d'attentats.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-11-1963, p. 2310.)

ALGERIE (suite).**N° 3801** M. Etienne Dailly :*Situation des bénéficiaires de pensions liquidées par la caisse générale des retraites de l'Algérie.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3121-3122.)

N° 3834 M. André Armengaud :*Action envisagée auprès du Gouvernement algérien et mesures prises par le Gouvernement français à la suite de la spoliation dont ont été victimes les milieux de presse français d'Algérie.*

(Affaires algériennes. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3230.)

N° 3854 M. Paul-Jacques Kalb :*Prise en charge des frais d'hospitalisation et de soins des Algériens venant se faire soigner en France.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

N° 3887 M. Guy Petit :*Modalités d'application du décret n° 62-799 du 16 juillet 1962, accordant une indemnité de réinstallation aux fonctionnaires en service en Algérie, repliés en France.*

Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3230.)

Voir aussi :

- Armée (n°s 3054, 3144) ;
- Enseignement (n° 3139) ;
- Collectivités locales (n° 3082) ;
- Fonctionnaires (n°s 2798, 3043) ;
- Rapatriés (n°s 2947, 2954) ;
- Sécurité sociale (n° 2957) ;
- Prestations familiales (n° 2973) ;
- Indemnité de logement (n° 3176) ;
- Impôts (n° 3500).

ALIMENTATION DU BETAIL**N° 3075** M. Georges Rougeron :*Au sujet des ristournes sur les aliments du bétail accordées aux agriculteurs des départements sinistrés par la sécheresse.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 125, 126.)

ALLIER (Département de l'). — Voir :

- Société nationale des chemins de fer français (n° 2927) ;
- Calamités agricoles (n° 3014) ;
- Légion d'honneur (n° 3290).

ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE. — Voir : Prestations familiales (n° 2973).**ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE****N° 3037** M. Jean Lecanuet :*De la possibilité d'étendre le bénéfice de l'allocation temporaire d'invalidité cumulable avec le traitement, aux inspecteurs départementaux des services d'incendie et leurs adjoints techniques, ainsi qu'aux officiers, sous-officiers et sapeurs-pompiers professionnels.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 957.)

N° 3183 M. Arthur Lavy :*Date à laquelle interviendra le décret envisagé pour fixer les conditions d'attribution, ainsi que les modalités de concession, de liquidation, de paiement et de révision de l'allocation temporaire d'invalidité pour les fonctionnaires et agents assimilés :*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 956.)

ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE (suite).**N° 2744** M. Jean-Louis Fournier :*Au sujet de l'injustice indirecte dont ont été victimes les anciens combattants à la suite des dispositions des décrets du 27 mai 1962 relatifs aux aménagements visant les catégories C et D de la fonction publique.*

(Anciens combattants et victimes de la guerre. — J. O. Débats du 20-3-63, p. 947.)

N° 2814 M. Raymond Boin :*De l'opportunité de rétablir la franchise postale en faveur des invalides et victimes de guerre pour leur correspondance avec les services de l'office national des anciens combattants.*

(Anciens combattants et victimes de la guerre. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2013, 2014.)

N° 3023 M. Martial Brousse :*Date à laquelle seront satisfaites toutes les demandes justifiées de Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918.*

(Armées. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

N° 3050 M. François Levacher :*Suites que compte donner le Gouvernement aux revendications du rassemblement des anciens combattants à Paris le 1^{er} décembre 1962.*

(Anciens combattants et victimes de la guerre. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948.)

N° 3087 Mme Marie-Hélène Cardot :*De l'opportunité d'une application élargie des dispositions de l'article L. 78 du code des pensions militaires.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 16-10-1963, p. 2108, 2109.)

N° 3094 M. Adolphe-Dutoit :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accorder le bénéfice de la double campagne aux anciens combattants, déportés et internés de la Résistance de la S.N.C.F. et des réseaux secondaires.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1602.)

N° 3173 M. Georges Rougeron :*Au sujet du licenciement dont aurait été victime le gardien-chef d'un foyer d'anciens combattants près de Dourdan (Seine-et-Oise).*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)

N° 3199 M. Jean-Eric Bousch :*De l'opportunité de donner aux ressortissants français enrôlés de force dans l'armée allemande, les avantages reconnus par l'accord franco-allemand du 15 juillet 1960 aux victimes de persécutions nationales-socialistes.*(Anciens combattants. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 991.)**N° 3237** M. Raymond Bossus :*Nombre, par arrondissement, des soldats domiciliés à Paris, tombés au combat en Algérie et des pensionnés pour blessures de guerre.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2019.)

N° 3246 M. Henri Prêtre :*Au sujet de la situation des agents ayant appartenu aux anciens réseaux des chemins de fer, anciens combattants de la guerre 1914-1918, et qui n'ont pas encore jusqu'à ce jour bénéficié des bonifications pour campagnes.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)

ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE (suite).

- N° 3299** M. Georges Rougeron :
De l'insuffisance des secours alloués à l'office des anciens combattants du département de l'Allier.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1362.)
- N° 3352** M. Charles Naveau :
Attribution du pécule de 50 francs aux anciens prisonniers de guerre 1914-1918.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1056.)
- N° 3355** M. Raymond Bossus :
Statistiques concernant les crédits affectés à la retraite du combattant et les bénéficiaires de celle-ci.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048.)
- N° 3408** M. Jacques Duclos :
Qualification du fait, pour un invalide militaire, de conduire sa femme en voiture pour lui permettre d'exercer sa profession de représentant de commerce.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1669.)
- N° 3460** M. Marcel Boulangé :
De l'opportunité d'une suspension de la forclusion pour permettre à certains résistants de faire valoir leur droit au titre de « Combattant volontaire de la Résistance ».
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1419.)
- N° 3517** M. Georges Lamousse :
Etat du versement par la République fédérale allemande des sommes dues pour indemniser les internés résistants et conditions de l'affectation de ces crédits aux intéressés âgés de moins de 65 ans.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048, 2049.)
- N° 3547** M. Etienne Dailly :
Cas particulier de la veuve d'un Marocain, ancien combattant de l'armée française, victime d'un attentat terroriste au Maroc, dans l'impossibilité de percevoir une pension du fait de sa nationalité espagnole.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2011.)
- N° 3703** M. Jacques Duclos :
Situation des anciens prisonniers de guerre alsaciens et lorrains de la guerre 1914-1918, au regard de l'attribution de la prime de 50 francs, accordée aux prisonniers de la première guerre mondiale.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2279.)

Voir aussi : *Victimes de la guerre* (n° 3020).

ANTILLES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 3300).

ARDENNES (département des). — Voir : *Crédit immobilier* (n° 3213).

ARMEE

- N° 2978** M. Georges Rougeron :
Raisons pour lesquelles le service de santé militaire n'est pas intervenu en temps utile dans l'affaire du scandale de la caserne Niel, à Toulouse.
(Armées. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 47, 48.)
- N° 3054** M. Eugène Romaine :
De la possibilité de jumeler les permissions de détente et les permissions agricoles auxquelles peuvent prétendre certains militaires stationnés en Algérie.
(Armées. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

ARMEE (suite).

- N° 3061** Mme Marie-Hélène Cardot :
De la possibilité d'appliquer rétroactivement le nouveau régime d'invalidité, institué par l'article 6 de la loi de finances, n° 62-873, du 31 juillet 1962, aux militaires rayés des cadres antérieurement au 3 août 1962, ainsi qu'aux ayants-cause de militaires décédés antérieurement à cette date.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 819.)
- N° 3117** M. Camille Vallin :
Cas particulier d'un jeune soldat tombé gravement malade à la suite d'un travail en service commandé dans des lieux contaminés par les retombées radio-actives des expériences atomiques.
(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948.)
- N° 3144** M. Charles Naveau :
Au sujet des conditions de logement dans lesquelles se trouvent des officiers mutés en Algérie.
(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948.)
- N° 3174** M. Georges Rougeron :
Cas particulier de plusieurs soldats qui, lors du stationnement d'un convoi militaire en gare de Saint-Germain-des-Fossés, seraient demeurés enfermés à clef dans un wagon non chauffé et par un froid très vif.
(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948.)
- N° 3190** M. Bernard Chochoy :
Date à laquelle une solution sera enfin apportée au problème de la prise en compte, pour la détermination du droit à la progressivité de la solde, des services civils accomplis dans l'administration par un militaire de carrière.
(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 948, 949.)
- N° 3193** M. Ludowic Tron :
De la possibilité d'appliquer rétroactivement les dispositions prévues par la loi du 2 septembre 1962 au profit des militaires invalides de guerre.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-63, p. 956.)
- N° 3195** M. Léon Messaud :
Au sujet du sort réservé aux sous-lieutenants et lieutenants sortant du rang et promus officiers après dix-huit ans et même vingt ans de services.
(Armées. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 949.)
- N° 3219** M. Jean Nayrou :
En raison du gel, de nombreuses cultures, consécutif aux rigueurs de l'hiver 1962-1963, et des travaux supplémentaires importants qui vont en résulter, de la possibilité d'accorder aux jeunes cultivateurs du contingent actuellement sous les drapeaux, des permissions agricoles exceptionnelles.
(Armées. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)
- N° 3229** M. André Maroselli :
Cas particuliers de deux sergents-chefs de réserve.
(Armées. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)
- N° 3234** Mme Marie-Hélène Cardot :
De la possibilité d'accorder à tous les militaires mutilés la pension d'invalidité après la retraite au taux de grade détenu au moment de la blessure, quelle que soit la date de la blessure et de la retraite.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-63, p. 974.)
- N° 3252** M. Jacques Duclos :
Conséquences que peuvent avoir les mesures gouvernementales prises concernant la liquidation de plusieurs établissements de l'Etat, et plus particulièrement d'établissements de la direction des études et fabrications d'armements.
(Armées. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968, 969.)

ARMÉE (suite).**N° 3268 M. René Tinant :**

En raison du gel de nombreuses cultures, consécutif aux rigueurs de l'hiver 1962-1963, et des travaux supplémentaires importants qui vont en résulter, de la possibilité d'accorder aux jeunes cultivateurs du contingent actuellement sous les drapeaux, des permissions agricoles exceptionnelles.

(Armées. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)

N° 3307 M. Bernard Chochoy :

En raison du gel de nombreuses cultures, consécutif aux rigueurs de l'hiver 1962-1963, et des travaux supplémentaires importants qui vont en résulter, de la possibilité d'accorder aux jeunes cultivateurs du contingent actuellement sous les drapeaux des permissions agricoles exceptionnelles.

(Armées. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 968.)

N° 3452 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'améliorer, en qualité et en quantité, la nourriture des soldats.

(Armées. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1712.)

N° 3544 M. Claude Mont :

Conditions d'affectation en Algérie des jeunes recrues du contingent.

(Armées. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2014.)

N° 3600 M. Léon Messaud :

Conditions d'application du décret du 31 janvier 1961 concernant les sursis d'incorporation pour études et apprentissage.

(Armées. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2049.)

N° 3605 M. Michel de Pontbriand :

De l'opportunité d'incorporer dans le corps des sapeurs pompiers de Paris les jeunes sapeurs pompiers volontaires pour cette affectation.

(Armées. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2014.)

N° 3682 M. Modeste Legouez :

De l'opportunité d'accorder des facilités de transport ferroviaire entre leur lieu de casernement et la frontière aux soldats du contingent servant en Allemagne.

(Armées. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2049.)

N° 3732 M. Pierre Métayer :

Maintien éventuel des disparités actuelles des limites d'âge des ingénieurs des différents corps de direction ressortissant à la délégation ministérielle pour l'armement.

(Armées. — J. O. Débats du 25-10-1963, p. 2173.)

Voir aussi :

- Légion d'honneur (n° 3125) ;
- Construction (n° 3152) ;
- Accidents de la route (N° 3106).

ARTISANS**N° 3400 M. Georges Rougeron :**

Critères de répartition entre les départements des subventions affectées à l'apprentissage artisanal.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1482.)

N° 3755 M. Clément Balestra :

Nécessité de mesures propres à faire appliquer la loi sociale réservée aux apprentis et artisans de France, à modifier le code artisanal et à déterminer les modalités de délivrance du diplôme de l'artisan.

(Travail. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2357, 2358.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 3177) ;
- Pensions de retraite (n° 3048, 3062).

ARTISTES PEINTRES. — Voir : *Expulsions* (n° 3073).

ASSISTANCE PUBLIQUE**N° 3540 M. Charles Naveau :**

De l'opportunité de faire bénéficier les enfants confiés à l'assistance publique des bienfaits des centres aérés ou des garderies.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1796.)

ASSURANCE-MALADIE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 3051).

ASSURANCE-VIEILLESSE ARTISANALE. — Voir : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 3112).

AUTOMOBILES**N° 3845 M. Victor Golvan :**

Conditions de stationnement des automobiles sur les voies publiques.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3056.)

AVEUGLES**N° 3321 M. Jean Bertaud :**

De l'opportunité de relever les salaires et certains avantages sociaux des aveugles travaillant dans des ateliers, notamment de broserie et de vannerie.

(Travail. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1147, 1148.)

N° 3560 M. Lucien Grand :

De l'opportunité d'une définition exacte des conditions d'attribution aux aveugles de la majoration spéciale pour l'aide constante d'une tierce personne.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2030, 2031.)

Voir aussi : *Aide sociale* (n° 3025).

B

BACCALAUREAT. — Voir : *Enseignement* (n° 2944).

BARRES (Ecole forestière des)**N° 3275 M. Robert Liot :**

Raisons pour lesquelles l'école forestière des Barres, qui continue à former les ingénieurs des travaux des eaux et forêts, n'a pas encore été admise au rang d'école nationale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 967.)

N° 3311 M. Raymond Boin :

Raisons pour lesquelles l'école forestière des Barres, qui continue à former les ingénieurs des travaux des eaux et forêts, n'a pas encore été admise au rang d'école nationale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 967, 968.)

Voir aussi : *Enseignement* (n° 3343).

BAUX RURAUX**N° 3510 M. Etienne Dailly :**

Modalités d'application de l'article 848 du code rural, § 3, accordant des prêts à long terme aux propriétaires reprenant l'exploitation de leurs terres, afin de leur permettre de verser une indemnité aux fermiers sortants.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2047.)

N° 3561 M. Martial Brousse :

Conditions d'application de l'article 832 du code rural concernant la cession des baux ruraux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2013.)

BAUX RURAUX (suite).**N° 3656** M. René Tinant :

Conditions dans lesquelles le fils d'un fermier pourrait obtenir un prêt de la caisse de crédit agricole pour acquérir les terres qu'il exploite conjointement avec son père.
(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048.)

N° 3763 M. Martial Brousse :

Modalités d'application des dispositions du décret n° 63-454 du 6 mai 1963 portant application de l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, en ce qui concerne l'installation des jeunes agriculteurs.
(Agriculture. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3120.)

BEAUX-ARTS**N° 3575** M. Clément Balestro :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le fonctionnement de la commission appelée à donner son avis sur les projets de décoration à 1 p. 100.
(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1750.)

BIARRITZ (ville de). — Voir : *Construction* (n° 3152).**BICETRE (hospice de).** — Voir : *Vieillards* (n° 3017).**BILLETS DE FONDS.** — Voir : *Fonds de commerce* (n° 2904).**BLES****N° 3166** M. Modeste Legouez :

De la possibilité d'exonérer de droits de douane ou de taxes compensatrices les agriculteurs victimes des rigueurs de l'hiver 1962-1963 et obligés de se procurer des blés de semence d'importation.
(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 967.)

N° 3171 M. Etienne Le Sassiier-Boisauné :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre à la disposition de la culture les semences nécessaires de blé de printemps afin d'assurer au pays son approvisionnement normal.
(Agriculture. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 947.)

BLES DE SEMENCE. — Voir : *Blés* (n° 3166).**BONS DE CAISSE.** — Voir : *Impôts* (n° 3143).**BOUILLEURS DE CRU****N° 2813** M. Henri Prêtre :

Au sujet de la non-ratification par le Parlement de certaines ordonnances des 30 août et 29 novembre 1960 concernant le privilège des bouilleurs de cru et les débits de boissons.
(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 212.)

BOURSES D'ENSEIGNEMENT**N° 3470** M. Octave Bajoux :

Barèmes de ressources servant de base à l'octroi ou au rejet des bourses nationales et méthode d'évaluation de ces ressources en ce qui concerne les exploitants agricoles.
(Education nationale. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1482, 1483.)

N° 3803 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour assurer à leurs bénéficiaires le paiement des bourses d'enseignement supérieur attribuées par l'académie d'Alger au titre de l'année scolaire 1961-1962.
(Education nationale. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3070.)

BOURSES. — Voir : *Enseignement* n° 3007).**C****CADASTRE****N° 3227** M. Charles Naveau :

Au sujet des erreurs commises parfois à l'occasion des révisions cadastrales et des difficultés qui peuvent en résulter.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973, 974.)

CAISSES D'ÉPARGNE**N° 3203** M. Modeste Legouez :

De l'opportunité de relever à 30.000 F le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 994.)

CALAMITES AGRICOLES**N° 3014** M. Georges Rougeron :

Éléments d'appréciation qui ont permis de considérer le département de l'Allier parmi ceux les « moins gravement atteints » par la sécheresse.
(Agriculture. — J. O. Débats du 13-2-1963, p. 812.)

N° 3220 M. Roger Delagnes :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux agriculteurs des Bouches-du-Rhône à la suite de l'hiver particulièrement rigoureux.
(Agriculture. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1600.)

N° 3256 M. Georges Lamousse :

De l'opportunité d'une augmentation du contingent de carburant détaxé en faveur des agriculteurs victimes du gel.
(Agriculture. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1013.)

N° 3329 M. Jacques Delalande :

Aide aux propriétaires ruraux et agriculteurs de l'Ouest victimes de la tempête du 11 mars 1963.
(Agriculture. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1055.)

N° 3492 M. Robert Bruyneel :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des victimes de l'orage qui a sévi, le 1^{er} juin, sur la région de Saint-Aignan (Loir-et-Cher).
(Intérieur. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1655.)

N° 3609 M. Jean Nayrou :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour aider les agriculteurs victimes des orages catastrophiques dans l'Ariège, en juin et juillet 1963.
(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)

CANAUX**N° 3525** M. Louis Jung :

De l'opportunité de réaliser rapidement une liaison fluviale moderne Sarre—Rhin, passant par l'Alsace.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 10-10-1963, p. 2086.)

CANTONNIERS**N° 3114** M. Etienne Restat :

De la possibilité de faire bénéficier les cantonniers et agents de travaux employés par les syndicats de voirie pour la réfection des chemins communaux, des mêmes statuts, salaires et avantages dont bénéficient les agents de travaux des ponts et chaussées.
(Intérieur. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 938.)

CARTE PROFESSIONNELLE. — Voir : *Tunisie* (n° 3102).**CASERNES.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 3124).

CASIER JUDICIAIRE**N° 2970** M. André Armengaud :

Mesures envisagées en vue de permettre aux Français de métropole nés dans l'un des anciens territoires d'Afrique qui ont accédé à l'indépendance, de se procurer leur extrait de casier judiciaire au service central de la rue Cambon à Paris.

(Justice. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 156.)

C. E. C. A.**N° 3291** M. Georges Rougeron :

Conditions d'attribution d'aide financière de la C. E. C. A. en faveur d'entreprises s'implantant dans des régions atteintes par la fermeture de mines de charbon.

(Industrie. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 997.)**CENTRES D'ENSEIGNEMENT GENERAL.** — Voir : Collectivités locales (n° 3127).**CERTIFICAT DE CONFORMITE.** — Voir : Impôts (n° 2755).**CHAMBRES DE COMMERCE****N° 3188** M. Michel de Pontbriand :

Etat des ressources financières globales et par origine des chambres de l'agriculture, du commerce et des métiers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1363.)

CHARBON**N° 3138** M. Philippe d'Argenlieu :

Raisons qui ont empêché un approvisionnement normal et satisfaisant des négociants et petits détaillants en charbon comestible, et mesures prises pour parer au retour d'une semblable situation.

(Industrie. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 956, 957.)

N° 3218 M. Louis Talamoni :

Eu égard à la gravité de la situation du chauffage de nombreux groupes scolaires de la région parisienne, mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la pénurie actuelle de charbon et de fuel.

(Industrie. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 957.)

N° 3647 M. Philippe d'Argenlieu :

Mesures prises pour assurer l'hiver prochain, l'approvisionnement en charbon des foyers domestiques.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2025.)

CHARBONNAGES DE FRANCE**N° 3249** M. Jean Bardol :

Tonnage et montant des ventes par catégories de consommateurs, réalisé par les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, en 1950, 1960, 1961 et 1962.

(Industrie. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1147.)

N° 3250 M. Jean Bardol :

Chiffre d'affaires réalisé par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, année par année de 1947 à 1962 inclus.

(Industrie. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 974.)

CHASSE**N° 3606** M. Pierre Marcihacy :

De l'opportunité de créer un permis de chasse spécial pour l'utilisation des armes à répétition automatique et des armes prévues exclusivement pour le tir à balles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-10-1963, p. 2064, 2065.)

N° 3637 M. Fernand Verdeille :

Raisons qui motivent l'interdiction d'importation en France de perdrix rouges vivantes d'Espagne.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048.)

CHASSE (suite).**N° 3722** M. Fernand Verdeille :

Textes législatifs concernant la fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse et pouvoirs des préfets en la matière.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-10-1963, p. 2173.)

N° 3869 M. Georges Rougeron :

Du caractère licite de la délivrance d'un permis de chasse à un individu condamné de droit commun pour « complicité d'abus de confiance ».

(Justice. — J. O. Débats du 29-11-1963, p. 3032.)

Voir aussi : Protection des animaux (n° 3403).

CHAUFFAGE CENTRAL**N° 3056** Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de faire payer les prestations et fournitures de chauffage central par des versements ou acomptes échelonnés forfaitaires d'après le montant annuel du dernier décompte.

(Construction. — J. O. Débats du 17-1-63, p. 101.)

CHAUFFEURS-ROUTIERS. — Voir : Transports privés (n° 3058).**CHEQUES POSTAUX.** — Voir : Fonctionnaires (n° 3258).**CINEMA****N° 3296** Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité qu'il y aurait à réglementer de toute urgence la présentation des films afin de protéger la jeunesse.

(Information. — J. O. Débats du 9-4-63, p. 974, 975.)

CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES**N° 3071** M. Georges Rougeron :

Au sujet du projet de remaniement des circonscriptions administratives du territoire métropolitain.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-2-63, p. 819.)

CLAUSES D'INDEXATION**N° 3130** M. Robert Bruyneel :

De la possibilité de considérer comme une clause d'indexation la stipulation selon laquelle, dans un cas particulier de vente d'immeuble, la partie du prix non payée comptant produira intérêt sur la base variable du taux d'escompte ou du taux des avances sur titres de la Banque de France.

(Justice. — J. O. Débats du 15 février 1963, p. 852.)

CODE DE LA ROUTE**N° 3382** M. Emile Hugues :

De l'opportunité d'une mise en concordance de l'article R. 25 du code de la route avec la convention internationale de Genève du 14 septembre 1949.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1320.)

COLLECTIVITES LOCALES**N° 2929** M. Francis Le Basser :

Conditions dans lesquelles une municipalité peut vendre en régie, très exceptionnellement et sans bénéfice, des limonades, boissons non alcoolisées et friandises aux baigneurs d'une piscine :

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 971.)

N° 2966 M. Marcel Boulangé :

Date à laquelle les secrétaires administratifs de préfecture bénéficieront de la bonification d'ancienneté dégressive accordée aux contrôleurs et contrôleurs principaux des administrations financières.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-63, p. 154.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).

N° 2993 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité de revoir la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général assumées par les communes.
(Intérieur. — J. O. Débats du 17-1-1963, p. 101.)

N° 3082 M. Henri Paumelle :

De la possibilité, pour les agents titulaires des départements ou communes d'Algérie rapatriés en métropole, de bénéficier dans leur nouvel emploi d'un grade ou d'un avancement obtenu en Algérie après la date du 19 mars 1962.
(Intérieur. — J. O. Débats du 12-1-1963, p. 68.)

N° 3109 M. Alain Poher :

Dans le cas particulier d'un agent communal qui, après une mise en disponibilité d'office pour raison de santé, reprend son service à mi-temps, de la possibilité pour lui de prétendre au bénéfice du traitement entier.
(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 957.)

N° 3124 M. André Méric :

De l'aide financière apportée par l'Etat aux communes se trouvant dans l'obligation de construire une caserne de gendarmerie.
(Armées. — J. O. du 13-2-1963, p. 813.)

N° 3127 M. André Méric :

Subventions auxquelles peut prétendre une collectivité locale pour la construction d'un centre d'enseignement général et pour la gestion de ce centre.
(Education nationale. — J. O. Débats du 13-2-1963, p. 813.)

N° 3145 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux collectivités locales d'obtenir de nouvelles disponibilités financières qui assureraient le recrutement d'un personnel de plus en plus valable.
(Intérieur. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 819.)

N° 3179 M. Georges Cogniot :

Des mesures à prendre pour assurer une rémunération suffisante aux femmes de service des écoles communales, afin d'assurer leur recrutement.
(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 997.)

N° 3180 M. Modeste Zussy :

De la possibilité d'aliéner les bâtiments où siègeaient les anciens tribunaux cantonaux, et d'affecter le produit de cette vente aux municipalités qui doivent abriter les nouveaux tribunaux d'instance.
(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)

N° 3184 M. Arthur Lavy :

Au sujet des modalités d'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 relatives à la révision des évaluations des propriétés non bâties, et des incidences qu'elles peuvent avoir sur la situation des budgets des collectivités locales.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973.)

N° 3194 M. Jacques Duclos :

Montant global des budgets des communes et des départements de France pour les années 1961-1962.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 956.)

N° 3221 M. André Méric :

Des mesures envisagées par le ministère des finances et des affaires économiques pour aider les communes à assurer aux gendarmes un logement sain et agréable.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 995.)

N° 3222 M. Maurice Lalloy :

Montant des travaux de distribution rurale d'eau potable, par département, pour les années 1960, 1961 et 1962, financés par le budget départemental et par des prêts de la caisse des dépôts et consignations.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 996.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).

N° 3226 M. René Tinant :

De la possibilité pour une commune de confier à un expert immobilier le soin d'acheter pour son compte les biens immeubles qui lui sont nécessaires, ou de vendre les biens de cette nature dont elle veut se dessaisir.
(Intérieur. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 975.)

N° 3235 M. Charles Naveau :

De la possibilité de titulariser un professeur de musique municipale qui effectue trente-huit heures de cours par semaine en qualité d'auxiliaire.
(Intérieur. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 975.)

N° 3253 M. André Colin :

Au sujet des difficultés dans lesquelles se trouvent l'ensemble des communes rurales pour établir leur budget et poursuivre la réalisation des équipements nécessaires à l'amélioration du niveau de vie des populations.
(Intérieur. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 975.)

N° 3273 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour promouvoir, avec effet immédiat, le reclassement complet des emplois communaux tel qu'il a été précisé par la commission paritaire nationale dans sa séance du 4 décembre 1962.
(Intérieur. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 975.)

N° 3289 M. André Méric :

Des mesures à prendre pour permettre aux communes d'emprunter à la caisse des dépôts et consignations en vue de construire des casernes de gendarmerie.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 995.)

N° 3301 M. Marc Desaché :

De l'opportunité d'augmenter la dotation du fonds routier en faveur des collectivités locales pour faire face aux frais de réfection des chemins départementaux et communaux détériorés lors des grandes gelées.
(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 998.)

N° 3338 M. Yvon Coudé du Foresto :

De l'opportunité d'une revalorisation des traitements des fonctionnaires des communes de plus de 2.000 habitants.
(Intérieur. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1057.)

N° 3350 M. Michel Champleboux :

Conditions de titularisation d'un agent communal dont le stage est prolongé pour une deuxième année.
(Intérieur. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1013.)

N° 3361 M. Jean Bertaud :

De l'opportunité d'une modification du décret fixant la composition des commissions administratives des maisons de retraite intercommunales.
(Santé publique et population, J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1077.)

N° 3406 Mme Renée Dervaux :

Sens de l'expression « groupement de collectivités ».
(Intérieur. — J. O. Débats du 6-6-1963, p. 1223.)

N° 3433 M. Louis Namy :

Conditions d'avancement des agents communaux titulaires aux échelons moyens et terminaux.
(Intérieur. — J. O. Débats du 28-6-1963, p. 1462.)

N° 3448 M. André Fosset :

De la rémunération par les collectivités locales des ingénieurs conseils et bureaux d'études privés auxquels elles ont recours pour leurs projets de construction.
(Intérieur. — J. O. Débats du 13-6-1963, p. 1334.)

N° 3449 M. Jean Bertaud :

Dispositions qu'entend prendre le Gouvernement pour assurer le paiement de leurs honoraires aux ingénieurs conseils ayant passé des contrats avec les collectivités publiques et locales.
(Intérieur. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1444.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 3473** Mme Marie-Hélène Cardot :*Moyen de recours d'un maire de commune rurale pour obtenir le paiement des indemnités dues par un transporteur détériorant un chemin vicinal.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1751.)

N° 3505 M. Jean Lecanuet :*De l'extension aux sapeurs-pompiers professionnels des dispositions de l'arrêté du 5 novembre 1959 relatif à la durée de carrière des agents communaux.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1672.)

N° 3506 M. Jean Lecanuet :*Réglementation concernant la prise en compte des services militaires accomplis par les sous-officiers adjoints techniques à l'inspection départementale des services d'incendie.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1751, 1752.)

N° 3511 Mme Renée Dervaux :*Conditions de dissolution d'un district urbain et conditions et procédure de retrait d'une commune d'un district urbain.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1796.)

N° 3512 Mme Renée Dervaux :*Précisions sur les conditions de l'extension des attributions d'un district urbain.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1796.)

N° 3610 M. Jean Nayrou :*De l'opportunité de prendre d'urgence les mesures financières indispensables pour aider les collectivités locales de l'Ariège à réparer les dégâts causés à la voirie départementale, communale et rurale par les orages catastrophiques de juin et juillet 1963.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2025.)

N° 3633 Mme Renée Dervaux :*Modalités du transfert des services d'un syndicat de communes à un district urbain en ce qui concerne la propriété des biens dudit syndicat.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2025, 2026.)

N° 3696 M. Amédée Bouquerel :*De l'opportunité d'établir la parité de traitement entre le personnel des collectivités locales et les fonctionnaires de l'Etat.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-11-1963, p. 2309, 2310.)

N° 3716 M. Louis Namy :*Raisons qui s'opposent à la publication de l'arrêté ministériel rendant applicables les dispositions du projet de classement indiciaire du personnel communal adopté le 4 décembre 1962 par la commission nationale paritaire.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-11-1963, p. 3032.)

N° 3743 M. Georges Rougeron :*Répercussions sur le budget des communes des mesures, à effet rétroactif, concernant le classement indiciaire des salaires et traitements de leurs personnels.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2616.)

N° 3768 M. Georges Rougeron :*Raisons qui s'opposent à la publication de l'arrêté ministériel rendant applicables les dispositions du projet de classement indiciaire du personnel communal adopté le 4 décembre 1962 par la commission nationale paritaire.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-11-1963, p. 3032.)

N° 3779 Mme Marie-Hélène Cardot :*Au sujet de l'échelonnement indiciaire afférent aux emplois de la police municipale, par application de l'arrêté du 20 mai 1963.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 28-11-1963, p. 2960, 2961.)

N° 3786 M. André Monteil :*Date d'application du décret du 26 mai 1962, en ce qui concerne le cadre D des préfectures.*

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 21-12-1963, p. 3259.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 3787** M. André Monteil :*Mesures prévues pour titulariser les auxiliaires des préfectures.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2617.)

N° 3810 M. Raymond Bossus :*Eventualité et conditions d'une réforme administrative et territoriale de Paris et des départements de Seine et Seine-et-Oise.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-11-1963, p. 2310.)

N° 3815 M. Yves Hamon :*Suite donnée au projet de décret intéressant les concours dits « nouvelle formule » des préfectures et raisons pour lesquelles la circulaire interministérielle du 6 mai 1959 n'est pas encore appliquée.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-11-1964, p. 3032.)

N° 3830 M. Louis Guillon :*Nombre d'agents de bureau des préfectures susceptibles d'être intégrés dans le grade commis en 1964.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-11-1963, p. 3032.)

N° 3871 M. André Colin :*Etat du projet de statut des personnels improprement appelés « agents de service » dans les préfectures.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

N° 3872 M. André Colin :*Délai de transfert des commis « ancienne formule » des préfectures dans le grade d'extinction de rédacteur.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

N° 3873 M. André Colin :*Etat des travaux devant aboutir à la compensation de l'allongement de carrière des secrétaires administratifs de préfecture opéré par le décret du 26 mai 1962.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

N° 3875 M. André Colin :*Raisons du retard apporté à la publication de l'arrêté fixant les traitements des chefs de division de préfecture à compter du 1^{er} juillet 1962, en application du décret du 31 octobre 1962.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

N° 3876 M. André Colin :*Date à laquelle sera remanié le statut du cadre A des préfectures pour le mettre en harmonie avec celui des fonctionnaires de la direction des impôts.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-12-63, p. 3122.)

Voir aussi :

— Emprunts (n° 2976) ;

— Maires (n° 3211) ;

— Sapeurs-pompiers (n° 3172) ;

— Timbres-poste (n° 2930) ;

COMMERCANTS. — Voir : Rapatriés (n° 3242).**COMMIS.** — Voir : Fonctionnaires in° 2953).**CONDUCTEURS AUTOMOBILES.** — Voir : Fonctionnaires n° 3257).**CONDUCTEURS DE TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2932).**CONGES****N° 3142** M. Roger Carcassonne :*De l'obligation de justifier par la production de certaines pièces une demande de congé de longue durée pour maladie mentale.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 898).

CONGES (suite).

N° 3215 M. René Tinant :

Date à laquelle seront publiés les décrets d'application de la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951).

Voir aussi :

— Maroc (n° 3160).

CONSEILLERS JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT

N° 3135 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles a été créée en 1962 la fonction de conseiller juridique du Gouvernement, et attributions que comporte ladite fonction.

(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)

CONSEILLERS PRUD'HOMMES

Voir : Magistrats (n° 3189).

CONSTITUTION

N° 3134 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qui s'attacherait, pour la documentation des parlementaires et l'information de l'opinion, à ce que soient publiés les procès-verbaux des travaux de la commission consultative constitutionnelle de 1958.

Premier ministre. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211.)

CONSTRUCTION

N° 3152 M. Guy Petit :

Au sujet du rescindement de l'hôtel de « La Rotonde » en vue de l'élargissement à dix mètres de la rue Gaston-Larre à Biarritz.

(Armées. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 936, 937.)

N° 3164 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité d'étendre aux départements d'outre-mer, en les adoptant, les dispositions des décrets et arrêtés du 28 juin 1962 relatifs aux primes et prêts spéciaux à la construction.

(Construction. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 949.)

N° 3168 M. Léon Jozeau-Marigné :

Conditions d'application de l'arrêté du 27 septembre 1957 concernant les clauses de révision des prix des marchés de travaux de bâtiment.

(Construction. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 949.)

N° 3214 Mme Marie-Hélène Cardot :

En attendant la mise en œuvre du plan d'aménagement de la Champagne et des Ardennes, de l'opportunité qu'il y aurait à établir un programme d'études correspondant aux besoins à satisfaire d'urgence, sur la base de 2.500 logements à construire annuellement.

(Construction. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 949.)

N° 3324 M. Charles Naveau :

Définition de l'assiette de l'indemnité versée à un organisme bâtisseur d'H. L. M. en cas de remboursement total des capitaux restant dus, intervenant moins de cinq ans après la délivrance du certificat de conformité.

(Construction. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 991.)

N° 3356 M. Raymond Bossus :

Conditions dans lesquelles a été décidée la construction de deux hôtels de grand luxe, l'un à Orly, l'autre à Paris, avenue de Suffren.

(Construction. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1076.)

N° 3393 M. Ludovic Tron :

Statistiques concernant l'exécution des programmes de logement et de relogement, par catégorie, et les loyers respectifs.

(Construction. — J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1362, 1363.)

CONSTRUCTION (suite).

N° 3462 M. Adolphe Chauvin :

Statistique de la superficie de planchers à usage de bureaux et à usage industriel autorisés dans le district de la région parisienne depuis la publication des décrets n° 60-941 et 60-942 du 5 novembre 1960 et sommes effectivement versées par les constructeurs dans chacune des quatre collectivités du district.

(Construction. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1601.)

N° 3631 M. Bernard Lafay :

Nécessité d'une protection légale du site de la Muette, à Paris.

(Construction. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2049.)

N° 3651 M. Guy Petit :

Indemnisation des propriétaires d'immeubles intéressés par la construction de la route interurbaine de Seine-et-Oise, prévue par le décret du 6 août 1960.

(Construction. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2049, 2050.)

N° 3711 M. Abel Durand :

Conditions de recevabilité des demandes présentées par des collectivités locales pour l'attribution des bonifications d'intérêts qui leur sont accordées pour les emprunts contractés en vue de réaliser des opérations d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

(Construction. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2140.)

N° 3723 M. Maurice Coutrot :

Dispositions à prendre à l'égard des abus constatés à l'occasion des ventes d'immeubles anciens souvent voués à une imminente destruction.

(Construction. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2140.)

N° 3784 Mme Marie-Hélène Cardot :

Statistiques concernant les constructions de H. L. M. par département.

(Construction. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615, 2616.)

N° 3848 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité de mettre un terme au déboisement de la forêt de Montmorency, dans le voisinage de Margency, provoqué par la construction de nouveaux immeubles.

(Construction. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3121.)

Voir aussi Impôts (n° 2755).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

N° 3030 M. Jean-Louis Tinaud :

Insuffisance de l'aide de l'Etat aux communes pour la construction des bâtiments scolaires mise à leur charge par l'article 185 du code de l'administration communale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 992.)

N° 3101 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour adapter le lycée Georges-Clemenceau, à Villemomble, aux exigences actuelles, en matière de locaux notamment.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 949, 950.)

N° 3103 M. Georges Cogniot :

Date à laquelle sera enfin consentie la subvention nécessaire à la reconstruction du groupe scolaire sis 155 à 161, avenue Parmentier, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950.)

N° 3104 M. Georges Cogniot :

Urgence de la subvention pour l'agrandissement de l'école de garçons 9, rue Martel, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 992.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (suite).**N° 3105** M. Georges Cogniot :*De la nécessité de clore les préaux de l'école neuve de garçons sise passage des Récollets, à Paris.*(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 992.)**N° 3136** M. Georges Rougeron :*De l'urgence d'améliorer les conditions de chauffage du lycée Banville, à Moulins.*(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 992.)**N° 3154** M. Georges Cogniot :*Au sujet de la situation déplorable dans laquelle se trouvent, par suite du manque de locaux, de nombreuses écoles de Paris.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 21-2-1963, p. 916.)

N° 3272 M. Georges Cogniot :*Au sujet du projet de stabilisation et d'extension de l'école normale nationale d'apprentissage et du collège d'enseignement technique sis 39, rue de la Roquette, à Paris.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 969, 970.)

N° 3326 M. Yvon Coudé du Foresto :*De l'opportunité de renoncer au concours obligatoire d'un architecte préalablement à toute construction annexe dans une école.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 993.)

N° 3374 M. Clément Balestra :*Définition des pouvoirs du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles concernant l'achat et la commande d'œuvres d'art destinées aux constructions entreprises par les services publics et notamment les constructions scolaires.*

(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1314.)

N° 3398 M. Louis Talamoni :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'achèvement de la construction du lycée de Champigny (Seine) et sa mise en service, pour toutes les sections, à la rentrée 1964.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2050.)

N° 3528 M. Georges Cogniot :*De l'opportunité d'une augmentation de 15 p. 100 des crédits du plan quadriennal pour les constructions scolaires, en raison de la hausse incessante des prix.*

(Education nationale. — J. O. Débats 23-7-1963, p. 1795.)

N° 3597 M. Louis Talamoni :*Etat des projets d'acquisition de terrains à Paris, 39 à 47, rue de la Grange-au-Belles et 17 et 19, rue Sambre-et-Meuse, destinés à la construction de collèges d'enseignement technique féminin.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 16-10-1963, p. 2109.)

N° 3619 M. Georges Cogniot :*Urgence de l'inscription au programme de subvention, pour 1964, du projet d'agrandissement de l'école de garçons, 9, rue Martel, à Paris.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2019.)

N° 3641 M. Georges Rougeron :*Raisons pour lesquelles le département de l'Allier a été exclu de la répartition 1963 des crédits destinés aux constructions scolaires, collèges d'enseignement général.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2050, 2051.)

CONTRAT DE TRAVAIL**N° 2913** M. Pierre Garet :*De l'opportunité d'une modification de l'article 25 du livre 1^{er} du code du travail, tendant à l'assimilation totale, du point de vue du droit au maintien du contrat de travail, des services accomplis obligatoirement dans tous les postes du ressort de la défense civile.*

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2027.)

CONTRIBUTION FONCIERE. — Voir : Collectivités locales (n° 3184).**CONTRIBUTION MOBILIERE.** — Voir : Impôts (n° 3055).**CONTROLEURS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.** — Voir : Fonctionnaires (n° 3259, 3264).**CONVENTIONS COLLECTIVES****N° 3607** M. André Maroselli :*Application de la convention collective pour le calcul du salaire d'un ouvrier boulanger, fils de son patron.*

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2032.)

COOPERATIVES AGRICOLES**N° 3518** Mme Marie-Hélène Cardot :*Situation juridique d'une coopérative agricole se comportant en agent exclusif d'une marque de tracteurs et sanction éventuelle de cette infraction à la réglementation.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2047.)

N° 3553 M. Etienne Dailly :*Responsabilité financière, à l'égard des tiers ou des caisses de crédit agricole, du membre démissionnaire d'une coopérative agricole.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1750, 1751.)

N° 3556 M. Etienne Dailly :*Situation d'une coopérative agricole qui se retire d'une union de coopératives avant l'expiration du terme de son contrat.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1751.)

N° 3695 M. Charles Naveau :*Modalités d'application de l'alinéa 5, 1^o, de l'article 6 du titre II des nouveaux statuts types des coopératives agricoles.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-10-1963, p. 2085, 2086.)

COUR DE SURETE DE L'ETAT. — Voir : Responsabilité de l'Etat (n° 3149).**CREDIT COOPERATIF FONCIER****N° 3167** M. Bernard Chochoy :*Date à laquelle sera enfin réglée la situation du crédit coopératif foncier.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972.)

N° 3269 M. Bernard Chochoy :*Date d'application de la loi du 15 avril 1954 à la Société de crédit différé « Essor foncier », 44, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, en faillite depuis plusieurs années.*(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 996.)**CREDIT IMMOBILIER****N° 3213** Mme Marie-Hélène Cardot :*Au sujet de la situation défavorisée dans laquelle se trouve le département des Ardennes du point de vue du crédit immobilier.*

(Construction. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 969.)

CURES THERMALES**N° 3209** M. Roger Menu :

De l'opportunité qu'il y aurait à modifier les règles instituées par le décret n° 60-412 du 28 avril 1960 et les arrêtés du 8 juin 1960 sur les conditions d'attribution des prestations en nature à l'occasion des cures thermales.

(Travail. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 961.)

CUTI - REACTION. — Voir : *Hygiène scolaire et universitaire* (n° 3185).**D****DEBITS DE BOISSONS****N° 3368** M. Francis Le Basser :

De l'obtention d'une licence de débit de boissons pour une buvette installée dans une piscine municipale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1318, 1319.)

Voir : *Bouilleurs de cru* (n° 2813).**DECENTRALISATION****N° 3232** M. Raymond Bossus :

Nombre des entreprises parisiennes transférées en province en 1961 et 1962, et nombres de celles qui doivent être transférées en 1963 et 1964, avec l'indication de la région de nouvelle implantation et du nombre des salariés intéressés.

(Travail. — J. O. Débats du 5-6-1963, p. 1192.)

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voir :

- *Emprunts* (n° 2976) ;
- *Construction* (n° 3164) ;
- *Impôts* (n° 3611).

DEPORTES**N° 3377** M. Jacques Ducloux :

Emotion soulevée par certaines appréciations contenues dans le mémoire introductif d'instance d'un jugement du tribunal administratif de Dijon, concernant un ancien déporté.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1442.)

DIRECTEURS D'ECOLE. — Voir : *Enseignement* (n° 2991).**DISTINCTIONS HONORIFIQUES****N° 3251** M. Jean Bardol :

De l'opportunité d'accorder la médaille d'honneur du travail aux mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, en tenant compte, pour l'ancienneté de leurs services, du temps passé dans d'autres services.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-1-1963, p. 997.)

N° 3670 M. Roger Morève :

Limites du droit d'appréciation d'un préfet sur une personne proposée pour une récompense.

(Intérieur. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2056.)

N° 3880 M. Amédée Bouquerel :

Eventualité de l'octroi de certaines décorations aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à l'occasion du cinquantième de la première guerre mondiale.

(Armées. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3120.)

N° 3881 M. Amédée Bouquerel :

De l'opportunité d'une simplification des formalités d'octroi de la croix de combattant volontaire de la guerre 1939-1945.

(Armées. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3120.)

DISTRICT DE PARIS**N° 3129** M. Raymond Bossus :

Au sujet de la désignation de deux conseillers municipaux de Paris comme membres du district de la région de Paris.

(Intérieur. — J. O. Débats du 2-2-1963, p. 371.)

DOMMAGES DE GUERRE**N° 3315** M. André Plait :

De l'opportunité de porter de 3.000 à 5.000 F la limite de recouvrement des sommes trop perçues pour indemnisation de reconstruction en matière de dommages de guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 997.)**N° 3718** M. Léon Jozeau-Marigné :

De l'opportunité d'un relèvement du seuil en deçà duquel le trop-perçu en matière de dommages de guerre ne sera pas réclamé au sinistré.

(Construction. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2140.)

N° 3769 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'autoriser le règlement intégral en espèces des indemnités mobilières de dommages de guerre en faveur des titulaires de pension d'invalidité (2^e catégorie) de la sécurité sociale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3121.)

Voir :

— *Impôts* (n° 3029, 3420).**DONATIONS-PARTAGE****N° 3118** M. Paul Pelleray :

Raisons pour lesquelles les dispositions qui ont été prises pour les rentiers-viagers n'ont pu être appliquées au règlement des soultes dont la liquidation doit intervenir après des dévaluations légales.

(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 958.)

Voir aussi : *Impôts* (n° 3002, 3031, 3225).**DRAPEAU****N° 3754** M. Bernard Lafay :

Définition exacte de la couleur bleue du drapeau national.
(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3055.)

DROIT FIXE. — Voir : *Impôts* (n° 3065).**DROIT DE PARTAGE.** — Voir : *Impôts* (n° 3044).**DROIT DE REPRISE****N° 3181** M. Etienne Dailly :

Dans le cas particulier d'un propriétaire bailleur d'un fonds rural qui a exercé son droit de reprise conformément à l'article 845 (1^o) du code rural, de la possibilité pour son fils, ou sa fille majeure, d'apporter en jouissance à un groupement agricole d'exploitation en commun le bien ayant fait l'objet de la reprise.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 947.)

DROITS DE DOUANE — Voir : *Blés* (n° 3166).**DROITS D'ENREGISTREMENT.** — Voir : *Impôts* (n° 3225).**DROIT DE MUTATION.** — Voir : *Impôts* (n° 3002, 3034, 3053, 3067, 3088, 3131, 3140, 3225).**DROITS DE SOULTE.** — Voir : *Impôts* (n° 3031, 3070, 3225).

E

EAU POTABLE

N° 3091 M. Maurice Coutrot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la situation critique dans laquelle se trouve le syndicat des communes de la banlieue de Paris en matière de distribution d'eau.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 212, 213.)

N° 3254 M. Abel Sempé :

Coût moyen du mètre cube d'eau distribuée par les syndicats ruraux des départements et prix réellement pratiqué.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1013.)

N° 3255 M. Abel Sempé :

Montant des crédits de subvention attribués depuis 1958 à chaque département français pour les travaux d'adduction d'eau.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 967.)

EAUX ET FORETS. — Voir : Barres (école forestière des), (n° 3275, 3311).

ECONOMIQUEMENT FAIBLES

N° 3322 M. Jean Bertaud :

De l'opportunité d'un relèvement du plafond des ressources actuellement imposé pour obtenir la carte des économiquement faibles.

(Santé publique et population — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1147.)

EDUCATION PHYSIQUE. — Voir : Enseignement (n° 3383).

EDUCATION CIVIQUE

N° 3454 M. Georges Rougeron :

Définition, caractère, recrutement, objet, ressources et méthodes d'activité de l'organisme dénommé « Service d'action civique ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 28-6-1963, p. 1462.)

ELECTIONS

N° 3095 M. Louis Namy :

Des règles précises applicables au pourvoi en cassation en matière électorale.

(Justice. — J. O. Débats du 2-2-1963, p. 371, 372.)

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE. — Voir : Enseignement professionnel (n° 3230).

ELEVAGE

N° 3594 M. Paul Guillaumot :

Des mesures à prendre pour empêcher la divagation des taureaux sans race qui vont saillir inconsidérément des génisses trop jeunes après avoir franchi des barrières insuffisantes.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2047.)

EMPLOIS COMMUNAUX. — Voir : Collectivités locales (n° 3273).

EMPRUNTS

N° 2976 M. Lucien Bernier :

De la possibilité d'envisager en faveur des emprunts contractés par les départements d'outre-mer et leurs collectivités locales, au titre du F. I. D. O.M., les mêmes mesures de conversion que celles accordées à la République du Sénégal pour ses emprunts du F. I. D. E. S.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 154, 155.)

EMPRUNTS (suite).

N° 3426 M. Pierre Marcihacy :

Pourcentage de titres de l'emprunt du 10 mai 1963 réservé aux caisses publiques et bureaux de poste.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443.)

ENSEIGNEMENT

N° 2944 M. Marcel Boulangé :

De la possibilité de reprendre le recrutement des instituteurs parmi les candidats titulaires de la première partie du baccalauréat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

N° 2961 M. Jacques Verneuil :

De la possibilité d'admettre le certificat d'études physiques, chimie, biologie (P. C. B.) en équivalence du certificat d'études littéraires générales (C. E. L. G.) en vue de la licence ès lettres.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

N° 2977 M. Georges Cogniot :

Statistiques scolaires pour le département de la Seine, en septembre 1962 : 1° effectifs scolaires pour l'enseignement primaire ; 2° nombre des écoles et classes ; 3° effectifs du personnel enseignant.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 992.)

N° 2991 M. Georges Rougeron :

Conditions que doivent remplir un directeur ou une directrice d'école du premier degré pour être déchargé de classe.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

N° 2994 M. Fernand Verdeille :

Conditions dans lesquelles doit être prononcé le renouvellement de la délégation d'instituteurs dans les lycées classiques, modernes et techniques.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

N° 3006 M. Georges Marie-Anne :

Dans le cas particulier d'une institutrice de la Martinique, de la possibilité de tenir compte du temps pendant lequel elle a été mise à la disposition de l'inspecteur d'académie, pour qu'elle puisse bénéficier d'une délégation de stagiaire après trois ans de services.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

N° 3007 M. Georges Cogniot :

Nombre de bourses attribuées pour l'année scolaire 1961-1962 aux étudiants de l'enseignement supérieur privé, et taux moyen de ces bourses.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

N° 3139 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les instituteurs et institutrices rapatriés d'Algérie : 1° perçoivent leurs traitements dans des conditions normales ; 2° bénéficient rapidement des avantages pécuniaires institués par les décrets des 22 juin 1960 et 16 juillet 1962.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950.)

N° 3175 M. Georges Rougeron :

Mesures envisagées pour affecter au lycée de jeunes filles de Moulins des professeurs pour les classes de philosophie et de sciences expérimentales.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950.)

ENSEIGNEMENT (suite).

- N° 3178** M. Georges Cogniot :
Du statut des surveillants généraux d'écoles nationales professionnelles.
(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 992.)
- N° 3186** M. Michel Yver :
Au sujet de la situation des étudiants en médecine exclus de la Faculté après avoir subi quatre échecs successifs.
(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951.)
- N° 3202** M. Charles Laurent-Thouverey :
De la possibilité pour un professeur à l'indice N d'être rémunéré pour ses heures supplémentaires à un tarif inférieur à celui qui est l'indice N-10.
(Education nationale. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 969.)
- N° 3248** M. Michel de Pontbriand :
Des conditions d'âge pour postuler aux certificats d'aptitude professionnelle commerciaux.
(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 993.)
- N° 3271** M. Georges Cogniot :
De l'opportunité d'accorder aux agrégés de l'Université l'indice brut 530 en début de carrière et l'échelle lettre A en fin de carrière.
(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 993.)
- N° 3278** M. Gabriel Montpied :
Des mesures à prendre pour remédier à l'insuffisance numérique des professeurs du lycée de jeunes filles de Riom.
(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 993.)
- N° 3310** M. André Picard :
Des mesures à prendre pour assurer aux professeurs affectés aux centres d'enseignement par correspondance le remboursement des frais de déplacement occasionnés par leur service.
(Education nationale. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 993.)
- N° 3343** M. Emile Claparède :
De la nécessité de donner à l'école forestière des Barres le titre d'école nationale et la possibilité de délivrer un diplôme homologué pour former les fonctionnaires du cadre principal de l'administration des eaux et forêts.
(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 991.)
- N° 3353** M. Jean Bertaud :
Dispositions prises pour assurer le transfert des installations sportives appartenant à « La Montrougiennne », destinées à recevoir un lycée.
(Education nationale. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1669.)
- N° 3383** M. Jacques Duclos :
Des mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire droit aux revendications des organisations sportives, mécontentes des arrêtés du 27 novembre 1962, relatifs à l'administration des groupements sportifs.
(Education nationale. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1146, 1147.)
- N° 3417** M. Roger Besson :
De l'opportunité d'une révision des textes pour que les deux sessions de l'année où un candidat à un certificat de propédeutique M. P. C., M. G. P. ou S. P. C. N. aura été admis à la totalité d'une matière au moins, sans toutefois réussir l'ensemble du certificat, ne lui soient point comptées pour le calcul des échecs au sens du décret du 22 décembre 1959.
(Education nationale. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1482.)

ENSEIGNEMENT (suite).

- N° 3495** M. Georges Cogniot :
Insuffisance des installations sportives au lycée Paul-Valéry, à Paris.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2014, 2015.)
- N° 3527** M. Georges Cogniot :
Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'organisation de la scolarité prolongée jusqu'à 16 ans, en 1967.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2015.)
- N° 3530** M. Georges Cogniot :
Mesures prévues pour assurer le financement de l'équipement des facultés, en retard sur les prévisions du budget de 1963.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2015.)
- N° 3531** M. Georges Cogniot :
Raisons pour lesquelles aucun enseignement nouveau de troisième cycle n'a été créé, en sciences, dans les facultés de Paris.
(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2050.)
- N° 3533** M. Georges Cogniot :
Raisons du retard observé dans la construction de nouveaux bâtiments universitaires et notamment du retard de la mise à la disposition de l'éducation nationale des terrains militaires de Satory.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2015.)
- N° 3534** M. Georges Cogniot :
Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réaliser, à la rentrée d'octobre 1963, une augmentation du nombre des chaires et des autres postes propres à couvrir les besoins des facultés.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2015, 2016.)
- N° 3535** M. Georges Cogniot :
Raisons pour lesquelles l'enseignement de médecine du 3^e cycle n'est pas encore mis en route.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2016.)
- N° 3536** M. Georges Cogniot :
Bien-fondé des rumeurs indiquant l'éventualité d'une prise en charge de l'enseignement de la médecine par le ministère de la santé publique et de la population.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2016.)
- N° 3537** M. Georges Cogniot :
Intentions du Gouvernement au sujet du cadre des assistants des facultés de médecine.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2016.)
- N° 3538** M. Georges Cogniot :
Mesures envisagées pour accélérer la réalisation des centres hospitaliers universitaires à Paris et en province.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2016.)
- N° 3545** M. André Méric :
De l'opportunité du dépôt d'urgence d'un projet de loi-programme d'équipement sportif scolaire et universitaire.
(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2017.)
- N° 3548** M. Paul Mistral :
Statistiques concernant les concours d'agrégation de 1963 et mesures à prendre pour favoriser le recrutement et revaloriser la fonction des professeurs agrégés.
(Education nationale. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2279.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 3574 M. Jean Bertaud :

Conditions d'utilisation des piscines en cours de construction, notamment dans la région parisienne.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2017.)

N° 3576 M. Jean Lecanuet :

Etat des divers crédits prévus dans le cadre de la préparation du V^e plan pour les secteurs intéressant l'animation et l'équipement socio-culturel.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2139, 2140.)

N° 3577 M. Jean Lecanuet :

Montant des crédits et total des opérations retenues en ce qui concerne les réalisations prévues par la première loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2116.)

N° 3578 M. Jean Lecanuet :

Dispositions prévues pour assurer l'application des circulaires 60-36 du 2 juin 1960 et 44 du 24 août 1961, relatives à la construction des locaux spéciaux, dont une part doit être affectée aux activités des mouvements de jeunesse et d'organismes d'éducation populaire.

(Construction. — J. O. Débats du 27-7-1963, p. 2000.)

N° 3579 M. Jean Lecanuet :

Procédure de dépôt des dossiers concernant les projets susceptibles d'être retenus en application de la 2^e loi-programme d'équipement sportif et procédure d'attribution des subventions d'Etat forfaitaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2017.)

N° 3583 Mme Renée Dervaux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire inscrire au budget de 1964 les crédits nécessaires à l'achèvement du lycée de Bois-Colombes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2017.)

N° 3585 M. Georges Cogniot :

Intentions du Gouvernement quant à la suite éventuelle de la proposition faite par le Conseil national du patronat français de prendre en charge tout ou partie de l'enseignement du « cycle terminal ».

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2018.)

N° 3586 M. Georges Cogniot :

De l'inopportunité de la suppression, faute de crédits, pendant le dernier trimestre de l'année 1963, des répétitions à domicile aux enfants infirmes-moteurs inscrits au centre national de télé-enseignement de Vanves.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2018.)

N° 3598 M. Jean Lecanuet :

Publication de l'inventaire des besoins de l'équipement sportif et socio-éducatif des grands ensembles et des Z. U. P. et mesures envisagées pour pallier les retards éventuels de réalisation.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2018.)

N° 3642 M. Georges Rougeron :

Contre la suppression éventuelle du congé scolaire du jeudi.

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2051.)

N° 3650 M. Joseph Yvon :

De l'opportunité de rétablir la session de septembre pour l'examen probatoire et le baccalauréat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2019.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 3653 Mme Renée Dervaux :

Répartition, par département, des fonds provenant de la loi Barangé et répartition de ces fonds par les départements pour les années 1959 et 1962.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2019.)

N° 3669 M. Léon Jozeau-Marigné :

Etat du projet de décret portant statut d'un corps de conseillers psychologues et d'un corps de psychologues assistants du ministère de l'éducation nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2051.)

N° 3680 M. Jean Noury :

De l'opportunité de classer rapidement un certain nombre de moniteurs titulaires du diplôme de l'E. N. E. P. M. d'Antibes et d'assurer une promotion plus rapide des maîtres auxiliaires d'éducation physique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2279.)

N° 3699 M. Georges Lamousse :

Raisons pour lesquelles les certificats généraux délivrés par le Conservatoire des arts et métiers ne sont pas assimilés, pour la promotion sociale, à ceux délivrés par les facultés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-10-1963, p. 2065.)

N° 3709 M. Georges Cogniot :

Nombre de candidats reçus, en 1963, au concours de l'école normale supérieure (sciences, groupe A) et ayant choisi, en définitive, d'entrer dans cet établissement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2116.)

N° 3777 M. Camille Vallin :

Conditions d'application du décret n° 63-901 du 28 août 1963 allouant des indemnités de bureau aux I. D. E. P. et aux I. D. E. M.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2616.)

N° 3789 M. Georges Portmann :

Modalités d'application du décret n° 63-901 du 28 août 1963 allouant des indemnités de bureau aux I. D. E. P. et aux I. D. E. M.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2616.)

N° 3819 M. Auguste Pinton :

Au sujet de la candidature d'une ville de France à l'organisation des Jeux olympiques de 1968.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2616.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 3127, 3235) ;
- Constructions scolaires (n° 3101, 3103, 3154) ;
- Fonctionnaires (n° 3316) ;

ENSEIGNEMENT PRIVE

N° 3439 M. Jean Bertaud :

Eventualité d'une titularisation des maîtres de l'enseignement privé exerçant dans des établissements sous contrat simple avec l'Etat et droit aux indemnités de vacances du personnel enseignant, effectuant des remplacements dans l'enseignement libre.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1601.)

N° 3483 M. Georges Cogniot :

Statistiques de l'aide aux écoles privées confessionnelles en Afrique noire et à Madagascar, en 1960, 1961 et 1962.

(Coopération. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1669.)

Voir aussi : Fonctionnaires (n° 3618).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

N° 3182 M. Georges Cogniot :

Au sujet du projet de transformation du collège d'enseignement industriel de la rue Trousseau, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950.)

N° 3230 M. Paul Piales :

Au sujet de la situation particulière, au regard des cotisations de la sécurité sociale, des professeurs d'une école supérieure de commerce créée et administrée par une région économique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951.)

Voir aussi : *Constructions scolaires* (n° 3272).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

N° 2972 M. Georges Cogniot :

Du nombre de surveillants généraux des écoles nationales professionnelles et des lycées techniques en fonction en 1962.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

N° 3200 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de la situation de l'enseignement technique dans le Douaisis.

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 969.)

N° 3286 M. Jacques Duclos :

Conséquences susceptibles de résulter de la mise en place du « cycle terminal » au centre d'enseignement technique, 19, rue Antoinette, à Montreuil.

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 970.)

N° 3376 M. Gabriel Montpied :

De l'inopportunité d'une suppression éventuelle de la section du lycée Amédée Gasquet, préparatoire à l'école d'application des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1146.)

N° 3671 M. Auguste Pinton :

De l'opportunité de l'enseignement des langues vivantes dans les collèges d'enseignement technique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2051.)

N° 3698 M. Georges Lamousse :

Raisons pour lesquelles certains professeurs d'enseignement technique des collèges d'enseignement technique ne sont pas admis sur titres dans les sections construction mécanique des instituts de préparation à l'enseignement du second degré afin de pouvoir préparer le certificat d'aptitude à l'enseignement technique (C. A. P. E. T.-B. I.).

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2355.)

N° 3712 M. Georges Cogniot :

Conditions dans lesquelles a été créée, au centre d'enseignement technique féminin de la rue Ligner, à Paris, une nouvelle section pour « élèves faibles ».

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3070.)

N° 3721 M. Louis Talamoni :

Mesures à prendre d'urgence pour doter le lycée technique de Champigny des moyens matériels nécessaires à son fonctionnement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (suite).

N° 3774 M. Georges Lamousse :

Raisons pour lesquelles les certificats généraux délivrés par le conservatoire national des arts et métiers ne sont pas assimilés, pour la promotion sociale, aux diplômes d'études supérieures techniques délivrés par certains instituts de facultés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356.)

Voir aussi : *Constructions scolaires* (n° 3272).

N° 3162 Mme Renée Dervaux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser les abus commis par certaines entreprises ou associations de caractère pseudo-philanthropique exploitant à leur profit la générosité publique.

(Travail. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 899.)

EPIZOOTIES

N° 3373 M. Jacques Vassor :

Contre l'éventualité de l'éviction des « mutuelles-bétail » dans la prophylaxie de la tuberculose bovine.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1114.)

N° 3442 M. René Tinant :

De l'opportunité d'augmenter le montant des subventions accordées pour l'abattage des bovins tuberculeux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1362.)

N° 3593 M. Paul Guillaumot :

De l'opportunité d'assurer un meilleur isolement des bovins réagissant à la tuberculine.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2013.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

N° 3047 M. Gabriel Montpied :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer effectivement, à compter du 1^{er} janvier 1961, le paiement au personnel hospitalier de la prime de service décidée par l'arrêté du 13 mars 1962.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977.)

N° 3089 M. Henri Parisot :

De l'opportunité qu'il y aurait de prévoir un texte ayant pour objet de permettre, pour certaines spécialités, le maintien, voire la création de consultations externes dans les hôpitaux ruraux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 157.)

N° 3119 M. Raymond Bossus :

Du nombre d'hôpitaux publics nouveaux construits et de lits supplémentaires mis à la disposition des habitants des grandes villes durant la période de 1945 à 1962, et des projets de construction d'hôpitaux en cours.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 938-939.)

N° 3192 M. Jacques Henriet :

De l'application à tous les médecins hospitaliers, à temps partiel ou à temps plein et à quelque catégorie d'hôpital qu'ils appartiennent, de la décision d'un tribunal ordonnant qu'un médecin hospitalier doit être immatriculé au régime général de la sécurité sociale « à la date à laquelle ledit médecin est entré en fonctions ».

(Travail. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 961.)

N° 3266 M. Jacques Henriet :

Conditions dans lesquelles seront fixées les règles d'accès aux places d'externes des hôpitaux à la rentrée d'octobre.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977-978.)

ETUDIANTS. — Voir :

- Enseignement (n° 3186) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 3266) ;
- Hygiène scolaire et universitaire (n° 3185).

EXPERT IMMOBILIER. — Voir : Collectivités locales (n° 3226).**EXPLOITANTS AGRICOLES. — Voir : Sécurité sociale (n° 3051).****EXPROPRIATIONS****N° 3849 M. Etienne Dailly :**

Mesures à prendre pour éviter les retards dans le règlement des indemnités pour expropriation et droit à l'intérêt des sommes perçues tardivement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 323.)

N° 3904 M. Michel Yver :

De l'opportunité de ne procéder à des expropriations que dans la mesure où les services compétents sont assurés de payer les indemnités dans un bref délai.

(Construction. — J. O. Débats du 21-12-1963, p. 3259.)

EXPULSIONS**N° 3073 M. Georges Rougeron :**

Au sujet de la menace d'expulsion dont sont actuellement l'objet les artistes peintres et sculpteurs logés à la cité Falguière.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 6-2-1963, p. 498.)

EXTERNES DES HOPITAUX. — Voir : Etablissements hospitaliers (n° 3266).**F****FONCTIONNAIRES****N° 2466 M. Antoine Courrière :**

Au sujet des indemnités attribuées aux fonctionnaires de l'institut géographique national, à l'occasion de missions outre-mer.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3121.)

N° 2798 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité de procéder à la réintégration des fonctionnaires révoqués en raison de leur action pour la paix en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 12-1-1963, p. 67-68.)

N° 2932 M. Auguste Pinton :

Au sujet de la situation des conducteurs des travaux publics de l'Etat en ce qui concerne leur classement dans la grille indiciaire des agents de la fonction publique.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

N° 2953 M. Michel de Pontbriand :

Dans le cas particulier d'un fonctionnaire de la catégorie C, commis, de l'indice exact dont il doit être tenu compte lors de son reclassement.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 15-2-1963, p. 851-852.)

N° 2958 M. Emile Vanrullen :

Au sujet de la situation des auxiliaires des ex-recettes spéciales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 952-953.)

N° 2998 M. Alain Poher :

Dans le cas particulier d'un fonctionnaire, conditions dans lesquelles ont été suivies les prescriptions réglementaires concernant le principe de la péréquation des notes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 49.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 3043 Mme Marie-Hélène Cardot :**

Au sujet de la situation pénible de certains fonctionnaires rapatriés d'Algérie.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 12-1-1963, p. 68.)

N° 3100 M. Clément Balestra :

Situation du personnel des foyers de l'enfance par rapport aux dispositions de l'arrêté du 2 mars 1962 relatives aux primes de service.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1115.)

N° 3111 M. Jean Bertaud :

Au sujet de la situation anormale faite aux rédacteurs auxiliaires de la préfecture de police.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 957.)

N° 3113 M. Robert Liot :

De la possibilité pour les anciens aides-commis de passer automatiquement dans la deuxième échelle des agents de bureau.

(Armée. — J. O. Débats du 13-2-1963, p. 812-813.)

N° 3239 M. Léon Motais de Narbonne :

Conditions de nomination, au choix, des inspecteurs principaux, de cinquième échelon, des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1670.)

N° 3244 M. Lucien Grand :

De l'opportunité qu'il y aurait à relever le taux des indemnités kilométriques accordées aux fonctionnaires utilisant leur voiture personnelle pour les besoins du service.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 974.)

N° 3257 M. Camille Vallin :

Au sujet du classement en service actif pour le droit à la retraite de tous les conducteurs automobiles des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3258 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications des téléphonistes et employées des chèques postaux.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3259 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications des contrôleurs des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3260 M. Camille Vallin :

De la possibilité d'accorder au personnel des postes et télécommunications une compensation double dans certaines conditions des heures effectuées les dimanches et jours fériés.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3261 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications des agents d'exploitation des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3262 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications du personnel des bureaux-gares, des centres de tri et centralisateurs des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 3263** M. Camille Vallin :

De la possibilité d'accorder une prime de technicité à l'ensemble des personnels des services techniques des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976, 977.)

N° 3264 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les agents d'exploitation des postes et télécommunications recrutés en qualité de commis nouvelle formule puissent être intégrés dans le cadre des contrôleurs.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977.)

N° 3265 M. Camille Vallin :

Dispositions envisagées pour la réforme et le reclassement des personnels de la distribution, de l'acheminement, des services techniques et du service général des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977.)

N° 3284 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité d'intégrer dans un proche avenir les sténodactylographes des postes et télécommunications dans l'échelle ES 4.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 977.)

N° 3288 M. Gabriel Montpied :

Raisons pour lesquelles les fonctionnaires des ponts et chaussées du Puy-de-Dôme n'ont pas encore perçu la rémunération des heures supplémentaires faites depuis octobre 1962.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1014.)

N° 3300 M. Georges Marie-Anne :

Cas particulier des fonctionnaires à destination des Antilles qui ont dû engager des frais supplémentaires de transport, en raison d'une grève de l'équipage d'un paquebot.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1056.)

N° 3302 M. Edgar Tailhades :

De l'opportunité d'intégrer les sténodactylographes dans l'échelle E. S. 4.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 999.)

N° 3304 M. Léon David :

De l'application du décret du 14 avril 1962 aux chefs de bureau, agents administratifs supérieurs et rédacteurs des préfectures, pour le rappel des révisions indiciaires.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 998.)

N° 3305 M. Léon David :

Délai de transfert des commis « ancienne formule » des préfectures dans le grade de « rédacteur ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 998.)

N° 3309 M. Maurice Carrier :

Du préjudice subi par les administrateurs civils de classe exceptionnelle par la suppression de ladite classe et de l'opportunité de les placer dans la « hors classe » nouvellement créée.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 990.)

N° 3316 M. Louis Gros :

De l'opportunité de réduire ou de supprimer la disparité de traitement des divers enseignants français au Maroc.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 15-5-63, p. 1055.)

N° 3319 M. Jacques Delalande :

De l'opportunité d'une prochaine publication du tableau de classement indiciaire des membres des personnels communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1^{er}-5-63, p. 998.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 3330** M. Jean Bertaud :

Raison pour lesquelles les fonctionnaires de la Seine et de l'assistance publique ne peuvent encore percevoir l'allocation temporaire d'invalidité, en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-5-63, p. 1013.)

N° 3333 M. André Fosset :

De l'opportunité d'aménager les dispositions du décret n° 62-1004 du 24 août 1962 en vue de maintenir jusqu'à 55 ans la possibilité offerte aux attachés d'administration centrale d'accéder à un corps classé dans la catégorie B prévue par l'article 17 de l'ordonnance du 4 février 1959.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 990.)

N° 3347 Mme Marie-Hélène Cardot :

Des mesures à prendre pour assurer le reclassement des receveurs des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1077.)

N° 3357 M. René Tinant :

Cas particulier du droit à la retraite d'un fonctionnaire de l'éducation nationale, ayant occupé des fonctions différentes.

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1056.)

N° 3358 M. Edouard Le Bellegou :

De l'opportunité d'intégrer dans un corps de catégorie « A » les secrétaires administratifs (terre) et (marine).

(Armées. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1076.)

N° 3362 M. André Méric :

Du droit à l'affectation définitive après six mois de présence en faveur des agents auxiliaires de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1078.)

N° 3370 M. Emile Vanrullen :

Situation des agents du Trésor non admis à participer aux examens et concours de 1942 et 1943 pour l'emploi de commis du Trésor.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1442, 1443.)

N° 3372 M. Paul Mistral :

Du droit d'un agent du service de l'éducation nationale, conseiller psychologue, de se référer au code de déontologie.

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1146.)

N° 3392 M. Georges Cogniot :

De l'opportunité d'améliorer la situation des maîtres des centres régionaux d'enseignement par correspondance aux points de vue de leurs frais de déplacement, de leur indemnité de logement et de leur traitement.

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1315.)

N° 3396 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité d'une amélioration de la situation des agents techniques des poudres.

(Armées. — J. O. Débats du 5-7-63, p. 1600.)

N° 3412 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'un reclassement tendant à rétablir la parité entre certains fonctionnaires des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 13-6-1963, p. 1334.)

N° 3419 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles n'est pas encore publié le projet de statuts du personnel des services de radiologie des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 13-6-1963, p. 1334.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 3443 M. René Tinant :

De l'opportunité d'accorder aux enseignants la franchise postale au-delà du ressort de leur propre académie.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1482.)

N° 3444 M. René Tinant :

De l'opportunité d'accorder une compensation aux enseignants des centres régionaux d'études par correspondance qui ne perçoivent aucune indemnité de logement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 12-7-63, p. 1669, 1670.)

N° 3445 M. René Tinant :

Du paiement des frais de déplacement aux enseignants des centres régionaux d'études par correspondance.

(Education nationale. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1419.)

N° 3447 M. Alain Poher :

Des conditions de détachement et de réintégration d'office des fonctionnaires, par application du décret n° 59-309 du 14 février 1959.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1599, 1600.)

N° 3463 M. Jean Noury :

De l'opportunité d'un nouvel aménagement de la carrière des fonctionnaires des postes et télécommunications, en faveur des inspecteurs principaux adjoints, dont l'avancement est trop lent.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 25-7-1963, p. 1922.)

N° 3474 M. Roger Menu :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour définir les soins médicaux auxquels ont droit, à titre gratuit, les agents des établissements hospitaliers en activité.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1602.)

N° 3475 M. Roger Menu :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour assurer le paiement rapide des heures supplémentaires au personnel des hôpitaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 28-6-1963, p. 1462.)

N° 3476 M. Roger Menu :

De la révision de note des agents du personnel de direction des établissements d'hospitalisations, de soins ou de cure publics.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1420.)

N° 3477 M. Roger Menu :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier les agents des établissements hospitaliers en retraite de la gratuité de l'hospitalisation pendant six mois au maximum.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1602.)

N° 3485 M. Jean Deguise :

Raisons du retard de la publication du projet de décret du 24 juillet 1962 devant régler le passage des commis ancienne formule dans le grade de rédacteurs et paiement éventuel des rappels consécutifs au décret du 14 avril 1962.

(Intérieur. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 160.)

N° 3494 M. François de Nicolay :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour arriver à la parité de traitements entre les fonctionnaires et les agents du secteur nationalisé.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1654, 1655.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 3501 M. Adolphe Chauvin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer une carrière normale aux administrateurs des postes et télécommunications recrutés par la voie du concours de rédacteur.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2012.)

N° 3504 M. Etienne Dailly :

Droits d'un agent contractuel ou temporaire de l'Etat, reclassé dans un emploi public, après licenciement pour un motif non disciplinaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1795.)

N° 3507 M. Jacques Bordeneuve :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour régler rapidement certains dossiers intéressant l'aménagement de la situation des fonctionnaires et agents de l'administration préfectorale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1656.)

N° 3580 M. André Fosset :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier les auxiliaires du service social de la préfecture de la Seine du statut accordé à ceux qui appartiennent aux administrations de l'Etat.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-7-1963, p. 2000, 2001.)

N° 3582 M. Jean-Marie Louvel :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour appliquer les dispositions du décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 relatif à la fixation et à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois des personnels civils de l'Etat, notamment de ceux qui relèvent de l'autorité du ministre de l'éducation nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1944.)

N° 3584 M. Georges Cogniot :

Conditions dans lesquelles un certain nombre d'élèves maîtresses et d'élèves maîtres des écoles normales n'ont pas été autorisés à se présenter au concours d'entrée dans les sections préparatoires à la première partie du professorat d'éducation physique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2017, 2018.)

N° 3592 M. Roger Lagrange :

Situation exacte, dans la fonction publique, des bibliothécaires sans diplôme et éventualité d'une amélioration du sort de ce personnel.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2026, 2027.)

N° 3603 Mme Marie-Hélène Cardot :

Rappel et précision de la question n° 3412 du 9 mai 1963 concernant la révision indiciaire des receveurs de 2° classe des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. du 5-9-1963, p. 2026.)

N° 3617 M. Robert Bruyneel :

De l'opportunité d'un assouplissement des dispositions de l'article 13 du décret n° 62-277 du 14 mars 1962 portant statut particulier des administrateurs civils, en faveur des attachés d'administration centrale.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2012.)

N° 3618 M. Adolphe Chauvin :

Décalage de publication du décret permettant aux professeurs de l'enseignement public la prise en compte, pour leur retraite, de leurs années de service antérieur dans l'enseignement privé.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2018, 2019.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 3630** M. Emile Dubois :

De l'opportunité d'accorder aux agents des postes et télécommunications les mêmes avantages qu'aux autres catégories de fonctionnaires en ce qui concerne les allocations journalières au profit des enfants en colonies de vacances.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2026.)

N° 3658 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité, pour le Gouvernement, de revenir à une conception plus normale de la notion de « service public » dans l'organisation de l'administration.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2045.)

N° 3664 M. Georges Marie-Anne :

Droit d'un fonctionnaire de l'Etat à la validation de ses services effectués en qualité d'agent d'une collectivité locale.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2058.)

N° 3700 M. Emile Vanrullen :

Au sujet du reclassement des lauréats des concours de commis du Trésor de 1944 et 1945.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-11-1963, p. 2672.)

N° 3673 M. Maurice Coutrot :

De l'opportunité de maintenir la gratuité de logement au bénéfice des fonctionnaires des Gobelins.

(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2045.)

N° 3681 M. André Maroselli :

Mesures à prendre en faveur des inspecteurs principaux adjoints dont l'avancement est bloqué depuis de nombreuses années.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2056, 2057.)

N° 3685 M. Alain Poher :

Modalités d'application de la note F-P/3 du 22 juillet 1963, relative au reclassement de certains fonctionnaires.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2045, 2046.)

N° 3731 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité de compléter le cadre des inspecteurs du travail dans le département de l'Allier.

(Travail. — J. O. Débats du 31-10-1963, p. 2234.)

N° 3735 M. André Monteil :

Date de publication de l'arrêté portant application du décret du 30 octobre 1962, modifiant les échelles indiciaires des receveurs et chefs de centres des P. T. T. de 3^e et 4^e classe.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356.)

N° 3739 M. Jean Lecanuet :

Raisons du retard de la publication de l'arrêté portant application du décret du 30 octobre 1962, modifiant les échelles indiciaires des receveurs et chefs de centres des P. T. T. de 3^e et 4^e classe.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356.)

N° 3744 M. Georges Rougeron :

Mesures à prendre pour assurer l'exécution du décret du 30 octobre 1962 concernant le nouveau classement indiciaire des receveurs et chefs de centres des P. et T. de 3^e et 4^e classe.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 21-11-1963, p. 2672.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 3751** M. André Picard :

Date de publication de l'arrêté portant application du décret du 30 octobre 1962, modifiant les échelles indiciaires des receveurs et chefs de centres des P. T. T. de 3^e et 4^e classe.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356.)

N° 3753 M. André Fosset :

Mesures à prendre pour assurer le reclassement des secrétaires d'administration des administrations centrales de l'Etat.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3119, 3120.)

N° 3773 M. André Méric :

Date d'application du décret du 30 octobre 1962, modifiant les échelles indiciaires des receveurs et chefs de centre de 3^e et 4^e classe des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2736.)

N° 3783 M. Jean Bertaud :

Au sujet du retard apporté au reclassement des manipulateurs radiologistes et laborantins en fonction dans les hôpitaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 29-11-1963, p. 3032.)

N° 3788 M. Marcel Lambert :

Date d'application du décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 modifiant le classement indiciaire de divers emplois de la fonction publique et notamment celui des receveurs et chefs de centre de 4^e et 5^e classe du ministère des postes et télécommunications.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2736.)

N° 3816 M. Yves Hamon :

Date de publication des textes consacrant l'amélioration de la carrière des dactylographes.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3055.)

N° 3827 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité de la prise en considération, pour les fonctionnaires, de la période pendant laquelle ils ont exercé leur activité dans des localités soumises à des bombardements répétés entre 1939 et 1945.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-12-1963, p. 3259, 3260.)

N° 3829 M. Louis Guillou :

Date de publication du décret intéressant les cadres B des diverses administrations et créant le grade de chef de section.

(Réforme administrative. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2736.)

N° 3837 M. Maurice Bayrou :

Réglementation du droit au logement de fonction des instituteurs et modalités de fixation et de versement de l'indemnité compensatrice pour les non-logés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3070.)

N° 3917 M. Pierre de La Gontrie :

Modalités d'application du décret n° 63-901 du 28 août 1963 concernant les indemnités de bureau allouées aux inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire et aux inspectrices départementales des écoles maternelles.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3230, 3231.)

Voir aussi :

- Allocation temporaire d'invalidité (n° 3037, 3183) ;
- Indemnité de résidence (n° 2572) ;
- Collectivités locales (n° 2966) ;
- Pensions de retraite (n° 3161, 3163) ;
- Sécurité sociale (n° 3045).

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER**N° 3590** M. André Méric :

Raisons qui ont fait attribuer au département de la Haute-Garonne des crédits du fonds d'investissement routier inférieurs à ceux accordés à des départements d'importance identique ou ayant une importance économique inférieure.
(Intérieur. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2116, 2117.)

N° 3824 M. André Méric :

Au sujet de l'attribution des crédits du fonds d'investissement routier en ce qui concerne le département de la Haute-Garonne.
(Intérieur. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3231, 3232.)

FONDS DE COMMERCE**N° 2904** M. Louis Courroy :

En matière de vente à terme des divers éléments d'un fonds de commerce, de la personne à laquelle incombe la responsabilité de la déclaration des intérêts compris dans le montant des échéances faisant l'objet des billets de fonds dans le cas où a été opéré le transfert de ces billets à une autre personne que le vendeur du fonds.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 952.)

Voir aussi : Impôts (n° 3086, 3201).

G**GARDE A VUE.** — Voir : Responsabilité de l'Etat (n° 3149).**GENDARMERIE.** — Voir :

- Collectivités locales (n° 3124, 3221, 3289) ;
- Pensions de retraite (n° 3363).

GISORS (Château de). — Voir : Recherches historiques (n° 3072).**GLACES.** — Voir : Impôts (n° 3012).**GRANDS INFIRMES.** — Voir : Aide sociale (n° 3025).**GROUPES MOBILES DE SECURITE****N° 3132** M. Modeste Legouez :

Du nombre de groupes mobiles de sécurité mis à la disposition du service national de la protection civile, et répartition de ce personnel à l'échelon central et par département.

(Intérieur. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 975.)

H**HALLES CENTRALES****N° 3093** M. Léon David :

Au sujet des procès-verbaux dressés par l'inspection des halles à des producteurs expéditeurs de poires et de pommes des Bouches-du-Rhône.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 895.)

HOPITAUX ET HOSPICES. — Voir :

- Etablissements hospitaliers (n° 3089, 3119, 3266) ;
- Vieillards (n° 3017).

HOUILLERES NATIONALES. — Voir : Charbonnages de France (n° 3250).**HYGIENE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE****N° 3185** M. Claudius Delorme :

Au sujet d'une cuti-réaction effectuée sur une étudiante en propédeutique par le service médical des étudiants.
(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950, 951.)

HOTELIERS. — Voir : Publicité (n° 2996).**HYGIENE PUBLIQUE**

Dangers que présente pour l'hygiène publique le risque de pollution des eaux de l'Yonne par la construction d'une raffinerie de pétrole au bord de cette rivière, à Montereau.
(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1057.)

HYPOTHEQUE LEGALE. — Voir : Aide sociale (n° 3059).**I****IMMEUBLES SINISTRES.** — Voir : Impôts (n° 3053).**IMPOT SUR LE REVENU.** — Voir : Impôts (n° 3029, 3098).**IMPOT SUR LES SOCIETES.** — Voir : Impôts (n° 3005, 3063, 3143).**IMPOTS****N° 2146** M. Jules Pinsard :

Au sujet de l'application de l'article 584 du code de procédure en matière de recouvrement de l'impôt direct, des amendes et condamnations pécuniaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951.)

N° 2755 M. Antoine Courrière :

Conditions précises dans lesquelles le défaut de permis de construire et de certificat de conformité peut faire perdre le bénéfice des primes à la construction et les divers avantages fiscaux attachés dans certaines conditions aux acquisitions de terrains et constructions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951, 952.)

N° 2765 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité et de l'équité qu'il y aurait de la part de l'administration à préciser les conditions d'application de la taxation d'office.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 153.)

N° 2882 M. Jean Noury :

Position exacte de l'administration en ce qui concerne les conditions dans lesquelles il peut être procédé à un rehaussement d'impositions antérieures.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 153.)

N° 2902 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'établir une meilleure coordination entre les structures administratives relevant de la direction générale des impôts, en vue de réduire le nombre et la périodicité des déclarations fiscales et sociales présentement exigées des entreprises industrielles et commerciales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 971.)

N° 2916 M. Bernard Laffay :

Au sujet de la lourde aggravation des taxes locales frappant les contribuables parisiens du fait de la création de la taxe d'équipement et de la hausse des patentes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 153, 154.)

IMPOTS (suite).

- N° 2939** Mme Marie-Hélène Cardot :
De la portée de l'arrêt Kilbourg du Conseil d'Etat (28 mai 1962) en matière d'impôts sur les revenus des propriétés bâties.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 994.)
- N° 2975** M. Edouard Bonnefous :
De l'opportunité d'accorder le bénéfice de l'exemption temporaire de contribution foncière aux rapatriés d'Afrique du Nord occupant en permanence une ancienne habitation métropolitaine temporaire.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1315.)
- N° 2984** M. Marcel Lambert :
Dans le cas particulier d'un pharmacien marié sous le régime de la séparation de biens avec clause de participation aux acquêts, de la possibilité pour lui de déduire de ses revenus le salaire qu'il octroie à son épouse en rémunération du travail effectif fourni par cette dernière.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 155.)
- N° 2985** M. Léon Jozeau-Marigné :
De l'opportunité qu'il y aurait à augmenter le chiffre-limite d'imposition du forfait.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953.)
- N° 2986** M. Léon Jozeau-Marigné :
Au sujet de la situation de nombreux rentiers qui, par suite de leurs modestes revenus, ne sont pas imposables à la surtaxe progressive, mais restent néanmoins assujettis à la taxe complémentaire.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-2-1963, p. 498.)
- N° 2989** M. Etienne Rabouin :
Date d'application de la mesure d'exonération de droits d'enregistrement au bénéfice des fermiers acquéreurs de la ferme qu'ils exploitent.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 994.)
- N° 2997** M. Alain Poher :
De la possibilité pour un commerçant de passer par frais généraux les primes d'assurances réellement payées pour risques de grèves et d'émeutes.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-2-1963, p. 916.)
- N° 3002** M. Martial Brousse :
Des droits de mutation dus dans un cas particulier de donation-partage.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 155.)
- N° 3005** M. Maurice Bayrou :
De l'incidence, au point de vue de l'impôt sur les sociétés, d'une cessation d'entreprise susceptible éventuellement de résulter d'une modification d'objet d'une société anonyme.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 155.)
- N° 3011** M. Antoine Courrière :
En vue de la détermination de l'assiette de l'impôt dont elle est redevable, de la possibilité pour une entreprise de déduire les intérêts qu'elle verse en exécution des stipulations comportant un paiement à terme.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 155.)
- N° 3012** Mme Marie-Hélène Cardot :
Taux auquel doivent être taxées les ventes de glaces en cornets effectuées par les marchands forains.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 896.)

IMPOTS (suite).

- N° 3013** M. Claude Mont :
Du caractère déductible de la prime à la construction et des intérêts payés dans le calcul du revenu net foncier.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1315.)
- N° 3018** M. Marcel Lambert :
Cas dans lesquels un enfant marié peut être considéré comme étant à la charge de son père pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 896.)
- N° 3026** M. Charles Naveau :
Mode de décompte de l'abattement de 30.000 F prévu à l'article 774 du code général des impôts.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1316.)
- N° 3029** M. Modeste Zussy :
De l'opportunité qu'il y aurait à exonérer de l'impôt sur le revenu les intérêts et remboursements provenant de créances sur l'Etat au titre de dommages de guerre.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953.)
- N° 3031** M. Marcel Molle :
Des droits de soultte exactement exigibles dans un cas particulier de donation-partage.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 896.)
- N° 3032** M. Joseph Voyant :
De la possibilité d'exempter du prélèvement prévu par l'article 999 quater du code général des impôts la revente d'un terrain provenant d'un échange effectué avec l'Etat depuis moins de sept ans.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 896, 897.)
- N° 3034** M. Robert Liot :
Dans le cas particulier d'une personne domiciliée en Belgique et possédant une exploitation commerciale en France, de la possibilité de déduire, pour le calcul des droits de mutation par décès, les dettes grevant cette exploitation au profit d'étrangers.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 156.)
- N° 3040** Mme Marie-Hélène Cardot :
Dans le cas particulier de compagnies pétrolières consentant à leurs distributeurs des avances sur leurs remises à venir sur la vente des carburants, de l'obligation, ou non, pour ces distributeurs de faire figurer intégralement ces avances dans les bénéfices de l'exercice en cours duquel les fonds avancés ont été perçus.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 971, 972.)
- N° 3044** M. Eugène Jamain :
De la perception par l'enregistrement du droit de partage dans le cas particulier d'une société à responsabilité limitée qui procède au rachat d'une partie de ses parts.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-2-1963, p. 916.)
- N° 3053** M. Yves Estève :
De la possibilité de faire une application plus équitable, en faveur des acquéreurs d'immeubles sinistrés, des dispositions du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 937.)
- N° 3055** M. André Monteil :
De la possibilité, pour une société scientifique reconnue d'utilité publique, à but non lucratif, et ne possédant aucun local ni bien mobilier ou immobilier, d'être cependant soumise à la contribution mobilière.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-63, p. 156.)

IMPOTS (suite).

N° 3057 M. Antoine Courrière :

Dans le cas particulier d'une société française installée en métropole ayant créé une succursale en Algérie, de la possibilité pour elle de déduire de ses bénéfices imposables en France la provision qu'elle doit constituer pour faire face à la perte du stock de sa succursale d'Algérie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953.)

N° 3063 M. Alain Poher :

De l'obligation, pour certaines sociétés installées dans les territoires de l'ancienne Union française, de supporter la taxe de 8,50 p. 100 sur la revente des biens immobiliers et droits sociaux qu'elles ont acquis ou souscrits dans des conditions particulières.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 156.)

N° 3065 M. Alain Poher :

De la possibilité d'enregistrement de droit fixe, dans le cas particulier d'un acte par lequel une société civile incorpore à son capital la réserve provenant de la « réévaluation libre » de son patrimoine.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-2-1963, p. 916.)

N° 3066 M. Alain Poher :

De la possibilité d'exonérer de la taxe sur les prestations de services, les prêts consentis au personnel d'une entreprise par l'intermédiaire d'organismes collecteurs des fonds provenant de la participation obligatoire des entreprises à la construction de logements.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972.)

N° 3067 M. Bernard Chochoy :

Raisons pour lesquelles, dans un cas particulier d'achat puis revente d'un terrain, l'administration de l'enregistrement demande le paiement des droits au taux plein.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 937, 938.)

N° 3070 M. Louis Guillou :

De la possibilité d'exonérer de droits de soulte des attributions préférentielles faites conformément à la volonté unanime des parties ou à une décision judiciaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953.)

N° 3077 M. Amédée Bouquerel :

En vue du contrôle par l'administration fiscale des honoraires déclarés par les membres du corps médical, de la possibilité pour ces derniers de faire vérifier par mandataires qualifiés les relevés globaux annuels établis par la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-1-1963, p. 101.)

N° 3079 M. Edouard Bonnefous :

De l'obligation d'assujettir à la taxe sur la valeur ajoutée les intérêts reçus de l'Etat par un entrepreneur, en sus du prix convenu, et dans le cas de règlement par traites.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 156.)

N° 3080 M. Ludovic Tron :

Mode de calcul de l'impôt sur les bénéfices d'une entreprise possédant des exploitations en France et dans la République malgache.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1316.)

N° 3084 M. Robert Liot :

Mode d'établissement de la taxe locale sur les affaires bénéficiant de la réfaction pour vente au détail prévue à l'article 273-I, 1°, du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1316.)

IMPOTS (suite).

N° 3086 M. Michel de Pontbriand :

Du taux du droit de cession de créance exigible dans le cas particulier d'apport d'un fonds de commerce à une société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953.)

N° 3088 M. Alex Roubert :

De la possibilité d'accorder des délais spéciaux aux Français rapatriés d'Afrique du Nord qui, en raison des événements dont ils ont été victimes, n'ont pu réaliser la construction dans le délai prescrit pour bénéficier des droits de mutation au taux réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 938.)

N° 3090 M. Charles Naveau :

Dans le cas particulier d'une personne qui est salariée au lieu de son domicile et qui exploite à plusieurs centaines de kilomètres une propriété agricole lui appartenant, de la possibilité pour elle de déduire de ses revenus agricoles le montant des frais de voyage qu'elle supporte pour aller de son domicile au lieu de son exploitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 953, 954.)

N° 3098 M. Emile Hugues :

De la possibilité d'exonérer d'impôt sur le revenu l'indemnité pour rupture de contrat de travail ou de mandat versée par des sociétés françaises d'Algérie à ceux de leurs dirigeants ou cadres qu'elles sont obligées de licencier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 954.)

N° 3107 M. Alain Poher :

Cas particulier d'une société en nom collectif ayant pour objet l'acquisition en vue de la revente de terrains constituant une zone industrielle privée, et qui désirerait bénéficier pour certaines opérations de revente de la taxe de prestations de service au tarif réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 954.)

N° 3108 M. Alain Poher :

Dans le cas particulier où un terrain industriel est revendu par un marchand de biens, de la possibilité pour l'acquéreur de déduire de ses impôts le montant de la taxe de prestations de services qu'il a dû acquitter.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 954.)

N° 3123 M. Alain Poher :

De la possibilité, pour les primes afférentes au contrat d'assurance souscrit par une entreprise en vue de se garantir contre les pertes de bénéfices après incendie, d'être comprises parmi les charges d'exploitation déductibles de l'exercice en cours à la date de leur échéance.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 954, 955.)

N° 3131 M. Louis Courroy :

Taux exact du droit de mutation susceptible d'être perçu dans le cas particulier de la cession d'un laboratoire d'analyses médicales et de la vente de produits chimiques et autres substances nécessaires à l'activité de ce laboratoire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972.)

N° 3140 M. Robert Liot :

Dans le cas particulier d'une personne décédée sous les drapeaux, au cours de son service militaire légal, de la possibilité pour ses frères et sœurs héritiers, de bénéficier des droits de mutation par décès à un taux réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 955.)

IMPOTS (suite).

N° 3141 M. Jules Pinsard :

De la possibilité d'accorder une atténuation de patente aux installations réalisées sur des terrains dont la vente a été enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1373 quinquies du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972.)

N° 3143 M. Arthur Lavy :

De la possibilité pour une entreprise commerciale ou industrielle d'émettre des bons de caisse anonymes, à ordre ou au porteur, et d'être dispensée des nom et adresse des bénéficiaires des intérêts en effectuant sur ces intérêts une retenue à la source au taux de l'impôt sur les sociétés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972.)

N° 3157 M. Paul Chevallier :

Du sort des primes directes à la construction et des intérêts payés au sous-comptoir d'escompte des entrepreneurs ou au crédit foncier dans l'établissement de l'impôt sur le revenu foncier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1316.)

N° 3170 M. Roger Menu :

De la possibilité de faire bénéficier du tarif réduit prévu à l'article 1391 du code général des impôts le prix de l'acquisition du droit de vue attaché à un immeuble d'habitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 972, 973.)

N° 3177 M. Georges Rougeron :

En raison des rigueurs de l'hiver et de leurs incidences sur l'activité de nombreuses entreprises artisanales, de la possibilité de leur consentir des facilités pour le versement du premier tiers provisionnel.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 955.)

N° 3191 M. Gaston Pams.

De l'application de l'article 1384 septies 2 b du code général des impôts en faveur des repliés d'Afrique du Nord qui occupent en permanence des résidences secondaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 994.)

N° 3193 M. Jacques Masteau :

En raison des conditions atmosphériques exceptionnelles qui ont paralysé des secteurs entiers de l'économie nationale, mesures que compte prendre le Gouvernement pour reporter la date limite du versement du tiers provisionnel.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 956.)

N° 3201 M. Louis Courroy :

Dans un cas particulier de société de fait pour l'exploitation d'un fonds de commerce, du droit pour l'administration des contributions directes de refuser pour l'imposition des plus-values actuelles de cession le bénéfice des dispositions des articles 151-1 et 220 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973.)

N° 3204 M. Emile Hugues :

Cas particulier dans lequel le vendeur d'une parcelle de terrain en nature de vignes et bois peut-être tenu, ou non, d'acquitter la taxe de plus-value.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973.)

N° 3205 M. Fernand Verdeille :

Montant et répartition du revenu total des taxes sur les carburants.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 995.)

IMPOTS (suite).

N° 3206 M. Marcel Molle :

Cas particulier dans lequel le vendeur d'une parcelle de terrain en nature de vignes et bois peut être tenu, ou non, d'acquitter la taxe de plus-value.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973.)

N° 3208 M. Modeste Legouez :

De l'opportunité d'abroger l'article 22 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 relatif au droit de bail auquel sont assujettis les exploitants agricoles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 995.)

N° 3212 M. Michel de Pontbriand :

Cas particulier d'un contribuable âgé tirant ses ressources de la vente de ses biens. Sa situation au point de vue de l'impôt sur le revenu.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1316.)

N° 3224 M. Louis Courroy :

De l'opportunité de certaines mesures fiscales en faveur des petites entreprises de travaux publics victimes de la période de froid prolongé de l'hiver.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-63, p. 1316, 1317.)

N° 3225 M. Pierre Mathey :

Des droits de soulte, d'enregistrement et de mutation exactement exigibles dans un cas particulier de donation-partage.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 973.)

N° 3231 M. Raymond Bossus :

Pour les années 1960, 1961 et 1962 : 1° montant des taxes prélevées sur les produits pharmaceutiques ; 2° montant des charges exigées et prélevées de l'assistance publique à Paris ; 3° montants des chiffres d'affaires et bénéfices déclarés pour les cinq plus grandes entreprises de produits pharmaceutiques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 996.)

N° 3240 M. Henri Paumelle :

Situation, vis-à-vis des contributions directes, d'un commerçant dont une partie des revenus provient d'une exploitation agricole et qui a dû emprunter pour acquérir les terres exploitées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1442.)

N° 3281 M. Alain Poher :

Situation fiscale d'une société qui, ayant différé des amortissements au cours d'exercices antérieurs déficitaires, revise son bilan en 1962 et reporte sur cette année les amortissements différés en plus des amortissements normaux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-63, p. 1317.)

N° 3282 M. Alain Poher :

Du calcul de l'amortissement dans l'évaluation des stocks des entreprises.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-63, p. 1317.)

N° 3283 M. Alain Poher :

De la possibilité de déduire, pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, la provision pour risques de mévente en cas d'absorption d'une société d'édition par une autre société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 996.)

N° 3294 M. Henri Prêtre :

Du bénéfice de la franchise aux récoltants de fruits non cultivateurs qui distillent et remplissent les conditions fixées par l'article 315 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 996-997.)

IMPOTS (suite).**N° 3327 M. Raymond de Wazières :**

De l'opportunité d'augmenter les parts attribuées, pour le calcul de la taxe complémentaire, aux enfants, et de repousser l'âge limite au-delà duquel ceux-ci ne sont plus considérés comme étant à charge, lorsqu'ils poursuivent des études prolongées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1317.)

N° 3328 M. Paul Piales :

Mode d'établissement des droits de mutation par décès dans le cas d'une succession comportant deux immeubles et deux héritiers, l'un des immeubles étant vendu avant partage pour acquitter lesdits droits.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2019, 2020.)

N° 3327 M. Paul Pelleray :

Situation d'un vieillard bénéficiant de l'aide aux infirmes et incurables vis-à-vis de l'obligation de payer l'impôt sur les salaires versés à l'aide qu'il emploie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-63, p. 1317.)

N° 3345 M. Guy Petit :

De l'opportunité d'adapter le barème spécial fixant l'impôt sur le revenu en fonction des éléments du train de vie, lorsqu'il s'agit d'un rapatrié d'Afrique du Nord.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1317 et 1318.)

N° 3346 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'accorder un avantage fiscal supplémentaire aux entreprises ayant effectué des versements en faveur d'œuvres sociales ou culturelles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-63, p. 1318.)

N° 3349 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'accorder la gratuité de la vignette automobile aux parents d'enfants infirmes mentaux pour conduire ceux-ci dans des centres de rééducation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2020.)

N° 3360 M. Charles-Laurent Thouverey :

Du bénéfice de la réduction du droit de mutation à titre onéreux de biens immeubles lorsque les travaux prévus, qui justifieraient cette réduction, ont été retardés par le non-paiement dans les délais des primes à la construction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1318.)

N° 3364 M. Robert Chevalier :

Du calcul des droits de mutation par décès dans le cas particulier d'une veuve dont le fils adoptif renonce à la succession du défunt.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1318.)

N° 3365 M. Robert Chevalier :

De la fixation du montant de l'impôt sur un garage utilisé pour des besoins professionnels.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1318.)

N° 3375 M. Michel Yves :

Montant exact de la taxe sur les carburants liquides perçue par le Trésor au cours de l'année 1962.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443.)

N° 3391 M. Yves Estève :

De l'opportunité de déduire, pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, le montant de la rente viagère versée par un héritier à une usufruitière légale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1670.)

IMPOTS (suite).**N° 3394 M. Louis Courroy :**

Application des taxes sur le chiffre d'affaires aux sommes reçues par les cliniques en remboursement par les chirurgiens, des fournitures acquises pour leur usage.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1319.)

N° 3395 M. Max Fléchet :

Date d'application des dispositions de l'article 38 de la loi (n° 62-873) de finances rectificatives pour 1962, concernant les exploitations minières.

(Finances et affaires économiques. — Débats du 12-7-1963, p. 1670.)

N° 3397 M. Marcel Lambert :

De l'opportunité d'un aménagement des dates limites de dépôt des déclarations d'impôts des entreprises, sans tenir compte de la date d'arrêt des bilans.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2020, 2021.)

N° 3404 M. Roger Carcassonne :

Cas particulier d'un propriétaire qui revend un immeuble destiné, après démolition, à la construction, pour les 3/4 de sa superficie à un groupe de constructions de logements.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443.)

N° 3409 M. Roger Lachèvre :

Modalités d'application des articles 214-2 et 08 quaterdecies A, annexe 11, du code général des impôts autorisant les sociétés à déduire, pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, 5 p. 100 du montant des souscriptions en numéraire, recueillies lors de leur constitution ou d'une augmentation de capital.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1670.)

N° 3416 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'application éventuelle de la taxe de la plus-value sur la vente de terrains, ayant supporté des taxes pour voitures automobiles, par une société dont l'objet est la vente de machines-outils.

(Finances et affaires économiques. — J. O. du 12-7-1963, p. 1671.)

N° 3420 M. Paul Lévêque :

De l'établissement de l'impôt sur les mutations par décès en ce qui concerne les héritiers de bénéficiaires d'un remboursement de biens spoliés pendant la guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. du 12-6-1963, p. 1319.)

N° 3424 M. Robert Liot :

Situation pour le calcul des droits de mutation par décès, des successions ouvertes antérieurement à la loi du 15 mars 1963, qui modifie la réglementation, et non encore déposées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443.)

N° 3427 M. Daniel Benoist :

Du bénéfice de l'exonération de droits de mutation dans le cas d'un bail à ferme consenti par l'acquéreur d'un bien rural, au profit d'un de ses enfants.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1319.)

N° 3429 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'étendre aux artisans et façonniers âgés de 60 ans l'inaptitude au sens où l'entend l'article 1649 quater B 2 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2140, 2141.)

IMPOTS (suite).

N° 3434 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'une exonération de la taxe sur les prestations de service en faveur des artisans qui se chargent du ramassage des ordures ménagères dans les petites communes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2021.)

N° 3435 M. Louis Courroy :

Cas particulier d'un producteur ayant acquitté par erreur la T. V. A. sur des reventes en l'état, susceptible d'être pénalisé pour retard, après régularisation de sa situation fiscale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443.)

N° 3436 M. Louis Courroy :

Cas particulier d'un redevable qui sollicite de l'administration des contributions directes une restitution de taxes sur le chiffre d'affaires, alors qu'existe déjà une transaction devenue définitive.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1443, 1444.)

N° 3441 M. André Armengaud :

De la fixation du tarif des droits à percevoir pour la législation, par le ministère des affaires étrangères, du contrat de mariage d'une Française avec un étranger.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1600.)

N° 3447 M. Robert Liot :

De l'opportunité d'accorder aux personnes âgées de plus de 75 ans, et de revenus modestes, certains dégrèvements d'impôts et taxes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1945.)

N° 3453 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'éviter une fiscalité excessive concernant les acquéreurs de résidences secondaires offrant un caractère modeste.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052.)

N° 3455 M. Yvon Coudé du Foresto :

De l'opportunité d'exempter les établissements scolaires de la redevance télévision en raison du développement des procédés d'enseignement audio-visuels.

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1601.)

N° 3457 M. Jacques Bordeneuve :

De la validité des accords visés par l'article 704, alinéa 2, du code général des impôts, abrogé par l'article 7 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1671.)

N° 3457 M. Jacques Bordeneuve :

Modalités d'application de l'article 7 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, abrogeant l'article 704 (§ 2) du code général des impôts.

(Justice. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2026.)

N° 3459 M. Charles Naveau :

Situation, pour le calcul de ses revenus professionnels, d'un contribuable, non commerçant, ayant acquis un immeuble pour y loger un de ses employés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052.)

N° 3466 M. Alain Poher :

De l'exonération éventuelle de la taxe sur les prestations de services des intérêts des prêts consentis par les organismes collecteurs du 1 p. 100 sur les fonds versés par les employeurs, lorsque les bénéficiaires de ces prêts sont des salariés désignés aux organismes collecteurs par les employeurs en cause.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2021.)

IMPOTS (suite).

N° 3467 M. Etienne Rabouin :

Caractère de l'impôt perçu sur la plus-value à l'occasion de la cession d'un office ministériel appartenant en propre à un défunt marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1946.)

N° 3468 M. Léon-Jozeau-Marigné :

Du régime fiscal auquel est soumis le partage avec soulte d'un bien rural.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1671.)

N° 3479 M. Paul Wach :

Du régime fiscal applicable à une société anonyme qui se transforme en société civile immobilière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1671, 1672.)

N° 3484 M. Robert Liot :

De l'opportunité de relever le plafond des forfaits pour les bénéficiaires industriels et commerciaux et la taxe sur le chiffre d'affaires pour tenir compte de l'augmentation des salaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2021.)

N° 3486 M. Ludovic Tron :

Situation fiscale d'un terrain appartenant à un exploitant individuel négociant en matériaux de construction, mis à la disposition d'un fermier pour le parage de ses troupeaux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-7-1963, p. 1946.)

N° 3487 M. Ludovic Tron :

Conditions d'application de l'article 210 ter du code général des impôts aux sociétés de capitaux possédant dans leur actif des immeubles neufs d'habitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-7-1963, p. 1946.)

N° 3489 M. Yves Estève :

Fixation d'un délai d'enregistrement d'un acte notarial lorsque cette formalité a été retardée par plusieurs jours non ouvrables consécutifs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2021, 2022.)

N° 3499 Mme Marie-Hélène Cardot :

Déduction éventuelle de la déclaration de revenus d'un officier ministériel de sa participation au financement d'un logement dans un programme de l'office départemental d'habitations à loyer modéré.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2022.)

N° 3500 M. Marcel Champeix :

De l'opportunité d'accorder des facilités fiscales aux entreprises françaises ayant maintenu une certaine activité de leurs exploitations en Algérie, en 1962 et 1963.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052.)

N° 3514 M. Alain Poher :

Conditions de la prise en considération de la plus-value d'actions « acquises » dans les sociétés immobilières conventionnées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2022.)

N° 3515 M. Alain Poher :

Moyens de défense d'un redevable qui conteste les conclusions d'un expert désigné par le tribunal, en matière de fonds de commerce.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2022.)

IMPOTS (suite).

N° 3516 M. Alain Poher :

Conditions d'application de l'article 40 du code général des impôts à une société effectuant un apport partiel d'actif avec l'agrément du commissariat au plan.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052.)

N° 3522 M. François Giacobbi :

Situation fiscale d'une société anonyme ayant effectué un remploi dans les conditions prévues par l'article 40 du code général des impôts et qui opère une fusion ultérieure avec une autre société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2407.)

N° 3523 M. Emile Hugues :

Interprétation de l'article 48 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 concernant l'acquisition d'immeubles ruraux de faible importance.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052.)

N° 3543 M. Maurice Laloy :

De l'opportunité d'étendre l'application des dispositions de l'article 39 bis du code général des impôts aux entreprises exploitant des revues à caractère scientifique, culturel ou sportif.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2052, 2053.)

N° 3550 M. Henri Paumelle :

Délai requis pour présenter une réclamation concernant la fixation du forfait au titre des bénéficiaires industriels et commerciaux et possibilité, pour un commerçant ayant dû cesser son exploitation en cours d'exercice, de demander une diminution de l'imposition forfaitaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2022, 2023.)

N° 3551 M. Henri Paumelle :

De l'opportunité d'autoriser certains fonctionnaires à imputer, dans leur déclaration de revenus, les déficits provenant de l'entretien d'une habitation secondaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2053.)

N° 3552 M. Alex Roubert :

Plafond d'imposition (article 7 du décret du 31 décembre 1946, article 119, paragraphe 1^{er}, du code de sécurité sociale) en ce qui concerne les écrivains.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2030.)

N° 3554 M. Octave Bajeux :

Situation, en ce qui concerne sa patente, d'un commerçant qui utilise différents véhicules pour ses livraisons.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2053.)

N° 3563 M. Eugène Romaine :

Mode de calcul de l'abattement prévu par l'article 774 du code général des impôts pour la perception des droits de mutation à titre gratuit lorsque des petits-enfants du de cujus se trouvent appelés à la succession du vivant de leurs parents.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2023.)

N° 3570 M. Francis Le Basser :

Charges fiscales et sociales que doit supporter une municipalité tenant un débit de boissons non alcoolisées dans une piscine municipale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2053.)

N° 3573 M. Daniel Benoist :

De l'opportunité de faire rapporter une décision du directeur général des impôts de la Nièvre tendant à faire payer aux transporteurs routiers de ce département la taxe de prestations de service sur les subventions versées aux entrepreneurs exécutant des « services pauvres »

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2023.)

IMPOTS (suite).

N° 3599 M. André Armengaud :

Des modalités d'application des dispositions de l'article 40 du code général des impôts, dont le champ a été étendu par l'article 28, paragraphe 1^{er}, de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2053, 2054.)

N° 3602 M. Edouard Soldani :

De l'opportunité d'une détaxation de l'essence utilisée par les sapeurs-pompiers pour se rendre sur les lieux des sinistres.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2047.)

N° 3611 M. Fernand Verdeille :

Modalités de perception des taxes sur les carburants routiers et affectation de leur produit dans chacun des départements d'outre-mer.

(Ministère d'Etat chargé des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2355.)

N° 3616 M. Henri Prêtre :

Conséquences dommageables aux finances des communes de l'application aux ventes par celles-ci de bois de forêt non aménagée, de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement du timbre et de la fiscalité immobilière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2054.)

N° 3622 M. Eugène Jamain :

Compatibilité éventuelle des avantages prévus par l'article 48 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et par l'article 1372 du code général des impôts, lorsque des bâtiments d'habitation font partie d'immeubles ruraux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2054.)

N° 3623 M. Eugène Jamain :

Modalités d'application des 2^e et 3^e paragraphes de l'article 13 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière.

(Finances et affaires étrangères. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2054.)

N° 3625 Mme Marie-Hélène Cardot :

Imposition en matière de taxes sur le chiffre d'affaires des transports de déménagement offrant certains caractères particuliers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2054.)

N° 3638 M. Marcel Lemaire :

Nature des taxes frappant l'activité d'un transporteur qui met un camion et son chauffeur à la disposition d'une commune pour assurer le ramassage des ordures ménagères.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-63, p. 2055.)

N° 3644 M. Eugène Jamain :

Droit éventuel à un « nu-propriétaire » de déduire de ses revenus annuels le coût de l'édification d'un hangar tenant lieu de remise.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-63, p. 2055.)

N° 3649 M. Yves Estève :

Taux d'enregistrement d'un acte authentique contenant vente de deux éléments immobiliers distincts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-63, p. 2055.)

N° 3654 M. Ludovic Tron :

Situation fiscale d'une banque assujettie aux obligations visées à l'article 977 du Code général des impôts, ayant vendu des actions d'une société régie par la loi du 28 juin 1938.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-63, p. 2407.)

IMPOTS (suite).**N° 3665 M. Arthur Lavy :**

Cas particulier d'application de l'article 160 du Code général des impôts à une veuve ayant cédé des parts sociales à un fils né d'un premier mariage de son mari.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-63, p. 2407.)

N° 3672 M. Marcel Molle :

Incidences de l'article 48 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sur les dispositions de l'article 1372 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-63, p. 2054, 2055.)

N° 3674 M. Michel Yver :

Modalités d'application de la loi du 21 décembre 1961 instituant une taxe de plus-value, dans le cas d'échanges de terrains effectués par une commune, dans la forme d'une expropriation amiable.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2407, 2408.)

N° 3684 M. Antoine Courrière :

Application de l'article 4 de la loi de finances de 1962, instituant un prélèvement de 25 p. 100 pour plus-value, dans le cas d'un terrain acheté pour construire puis revendu après notification à son propriétaire d'une interdiction de bâtir.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2408.)

N° 3694 M. Charles Naveau :

Situation fiscale d'un acquéreur de propriété sur laquelle l'exploitant n'a pas exercé son droit de préemption.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2408.)

N° 3701 M. André Armengaud :

Interprétation des dispositions de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 en ce qui concerne l'obligation de la formalité d'enregistrement obligatoire des actes sous seings privés constatant la cession de brevets, de marques de fabrique ou de commerce non exploités.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2141.)

N° 3704 M. Ludovic Tron :

Interprétation de l'article 40, § 2, dernier alinéa du code général des impôts en cas de souscription par une société d'actions d'une société immobilière conventionnée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2141.)

N° 3705 M. Louis Courroy :

Modalités d'application de l'article 41 du code général des impôts dans un cas particulier de donation-partage de biens par un père à ses enfants.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2408, 2409.)

N° 3716 M. Alain Poher :

Situation fiscale des fournisseurs de silex concassé aux aviculteurs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-63, p. 2409.)

N° 3724 M. Claudius Delorme :

Situation fiscale des groupes d'agriculteurs qui conservent, en commun des viandes en vue de la consommation familiale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2409.)

N° 3734 M. Paul Driant :

Situation fiscale des sociétés anonymes qui désirent modifier leurs statuts pour les adapter aux dispositions de l'article 1° du décret n° 61-868 du 5 août 1961.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2409.)

IMPOTS (suite).**N° 3742 M. Jean Périquier :**

Modalités d'application de l'article 168 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2409.)

N° 3865 M. Ludovic Tron :

Prise en considération éventuelle des nouvelles dispositions relatives aux H. L. M., pour l'assiette de l'impôt foncier et de diverses taxes.

(Construction. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3069.)

INSCRITS MARITIMES. — Voir : Sécurité sociale (n° 3197).**INCENDIE****N° 3153 M. Amédée Bouquerel :**

Répartition par département des subventions accordées en 1962 pour l'acquisition de matériel et d'équipement de lutte contre l'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 957, 958.)

INDEMNITE KILOMETRIQUE. — Voir : Fonctionnaires (n° 3244).**INDEMNITE DE LOGEMENT****N° 3176 M. Georges Rougeron :**

De la situation au regard de l'indemnité représentative de logement des instituteurs rapatriés d'Algérie et nommés en surnombre dans les établissements scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 950.)

INDEMNITE DE RESIDENCE**N° 2572 M. Francis Le Basser :**

Au sujet du taux de l'indemnité de résidence des fonctionnaires habitant à Laval (Mayenne).

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 153.)

INFIRMES**N° 3306 M. Jean Bertaud :**

De l'opportunité de majorer le plafond des ressources dont disposent les grands infirmes et, notamment les aveugles.

(Santé publique. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 999, 1000.)

N° 3652 M. Maurice Charpentier :

Solution appelée par le cas d'un épileptique inapte à tout travail permanent pour lui permettre de lire correctement.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2033.)

N° 3679 M. Roger Lagrange :

De l'opportunité d'étendre aux infirmes les dispositions de l'article 17 du décret n° 61-100 du 25 janvier 1961.

(Travail. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2058.)

N° 3719 M. Louis Talamoni :

De l'opportunité de prendre des mesures supplémentaires d'aide en faveur des infirmes et des aveugles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3055.)

Voir : Aide sociale (n° 3025).

INSPECTEURS DEPARTEMENTAUX DES SERVICES D'INCENDIE. — Voir :

- Allocation temporaire d'invalidité (n° 3037) ;
- Sapeurs-pompiers (n° 3223).

INSTITUTEURS. — Voir :

- Enseignement (n° 2944, 2994, 3006, 3139) ;
- Indemnité de logement (n° 3176) ;
- Pensions de retraite (n° 3187).

INVALIDES DE GUERRE. — Voir : Armée (n° 3193).

J

JUGES AU TRIBUNAL DE COMMERCE. — Voir : *Magistrats* (n° 3189).

JURES

N° 3402 M. Georges Rougeron :

Du droit d'un agent d'une entreprise nationalisée à percevoir l'indemnité journalière lorsqu'il est appelé à siéger au jury d'une cour d'assises.

(Justice. — J. O. Débats du 13-6-1963, p. 1334.)

L

LAVAL (Ville de). — Voir : *Indemnité de résidence* (n° 2572).

LEGION D'HONNEUR

N° 3125 M. Jean Lecanuet :

Cas particulier d'un officier qui se trouve privé du bénéfice des conditions exigées pour sa promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur.

(Armée. — J. O. Débats du 13-2-1963, p. 813.)

N° 3290 M. Georges Rougeron :

Nombre de membres de la Légion d'honneur, pour chacun des grades, résidant dans le département de l'Allier en 1962.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 966.)

N° 3627 M. Georges Marie Anne :

De l'insuffisance des contingents attribués pour la Légion d'honneur, aux départements d'outre-mer.

(Départements et territoires d'outre-mer. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2012, 2013.)

Voir aussi : *Anciens combattants* (n° 3023).

LEGUMES. — Voir : *Halles centrales* (n° 3093).

LICENCIEMENTS

N° 3116 M. Jacques Duclos :

Au sujet des menaces de licenciement qui pèsent sur le personnel de la S. G. C. M. à la Courneuve ; et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y faire face.

(Travail. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 960, 961.)

N° 3122 M. Camille Vallin :

Au sujet de la mise à pied pour une durée illimitée de huit délégués du personnel aux Etablissements Vermorel-Bronzavia, à Villefranche-sur-Saône.

(Travail. — J. O. Débats du 6-2-1963, p. 499.)

N° 3648 M. Louis Namy :

Mode de calcul de l'indemnité de licenciement d'un travailleur n'étant plus occupé qu'à mi-temps après dix-sept années de travail à temps complet.

(Travail. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2058.)

LOCK-OUT

N° 3126 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser certaines pratiques de lock-out qui portent atteinte aux droits légitimes des travailleurs d'obtenir par la grève des conditions de travail décentes.

(Travail. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 898, 899.)

LOTISSEMENTS

N° 3041 M. Ludovic Tron :

Au sujet des retards préjudiciables apportés à l'aboutissement du projet de lotissement à Chantemerle-Serre-Chevalier, envisagé par la commune de Saint-Chaffrey.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-2-1963, p. 937.)

LOUBET (Affaire).

N° 3720 Mme Renée Dervaux :

Questions relatives aux circonstances de la mort de Loubet et à ses suites administratives.

(Justice. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2117.)

LOYERS

N° 3413 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité de ne décider aucune libération des loyers tant que la crise du logement ne sera pas en nette régression et de l'opportunité d'une extension de l'attribution de l'allocation logement.

(Construction. — J. O. Débats du 13-6-1963, p. 1334.)

N° 3430 M. Louis Guillou :

Fixation du prix des loyers dans un immeuble locatif entièrement reconstruit au lieu et place d'un immeuble commercial.

(Construction. — J. O. Débats du 28-6-1963, p. 1461.)

N° 3440 M. Yves Estève :

Des modalités d'application de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers dans les communes rurales dont la population a augmenté de plus de 5 p. 100 depuis 1946.

(Justice. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1656.)

N° 3461 M. Louis Guillou.

Relogement d'un fermier dont le logement a été déclaré insalubre.

(Justice. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1656.)

N° 3566 M. Adolphe Chauvin :

De l'opportunité d'obliger les caisses d'allocations familiales à vérifier les renseignements donnés par les sociétés immobilières de construction avant de fixer les taux des allocations de logement.

(Construction. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1751.)

N° 3628 M. Jacques Ménard :

Mode d'application de la circulaire n° 110 du 10 septembre 1962 relative à l'allocation logement, en ce qui concerne les W. C.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2032.)

N° 3667 M. Yves Estève :

Situation, au regard du bénéfice de la propriété commerciale, d'un locataire commerçant ayant mis son fonds en gérance libre.

(Justice. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2117.)

N° 3806 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité d'une prochaine modification de la réglementation de l'allocation logement en faveur des locataires d'H. L. M. chargés de famille nombreuse et qui font effectuer certains travaux à leurs frais.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2737.)

N° 3836 Mme Marie-Hélène Cardot :

Délai d'application des dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 49-1360 du 1^{er} septembre 1948 relative aux relations des bailleurs et locataires.

(Construction. — J. O. Débats du 28-11-1963, p. 2960.)

N° 3878 M. Jacques Bordeneuve :

Cas particulier de l'application de la loi du 1^{er} septembre en ce qui concerne le bénéfice du maintien dans les lieux d'un locataire.

(Justice. — J. O. Débats du 21-12-1963, p. 3260.)

LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME. — Voir : *Bouilleurs de cru* (n° 2813).

LUTTE CONTRE L'INCENDIE. — Voir : *Incendies* (n° 3153).

LYCEES. — Voir :

- *Enseignement* (n° 2994) ;
- *Enseignement technique* (n° 2972).

M

MAGISTRATS

N° 3085 M. Jacques Bordeneuve :

Des conditions que doit remplir un magistrat rapatrié d'Algérie pour être inscrit sur la liste des syndics de faillite.
(Justice. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 156, 157.)

N° 3189 M. Jean Lecanuet :

De l'incompatibilité entre les fonctions de juge au tribunal de commerce et celles de conseiller prud'homme, et textes d'où résulterait cette incompatibilité.
(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)

N° 3297 M. Jacques Bordeneuve :

Cas particulier d'un magistrat rapatrié d'Algérie qui, après un certain temps de « congé en attente d'affectation », a accepté un poste en métropole et sollicite le bénéfice des dispositions de l'article 13 de l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962.
(Justice. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3298 M. Jacques Bordeneuve.

Dispositions envisagées en vue de permettre le paiement du traitement d'un magistrat rapatrié d'Algérie, placé en position de congé d'attente d'affectation, et qui demanderait à bénéficier des dispositions de l'article 13 de l'ordonnance n° 62-780 du 12 juillet 1962.
(Justice. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3004 M. Jacques Bordeneuve.

Date de l'attribution d'indices de référence intéressant 442 magistrats.
(Justice. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1057.)

N° 3662 Mme Marie-Hélène Cardot.

Eventualité de la suppression des tribunaux d'instance fonctionnant dans les villes dépourvues de tribunal de grande instance.
(Justice. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2026.)

Voir aussi : *Pensions de retraite* (n° 3121).

MAIRES

N° 3211 M. André Maroselli.

De la possibilité pour un maire de passer à son profit un contrat de location avec la commune qu'il administre concernant un appartement situé dans le bâtiment communal abritant les services de la mairie.
(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 958.)

Voir aussi :

- *Sécurité sociale* (n° 3069) ;
- *Collectivités locales* (n° 3145) ;
- *Sapeurs-pompiers* (n° 3172).

MALADIES MENTALES. — Voir : *Congés* (n° 3142).

MALADIES PROFESSIONNELLES

N° 3748 M. Jean Bardol.

De l'opportunité d'accorder les mêmes droits aux silicosés déclarés en 1946 qu'à ceux déclarés à partir du 1^{er} janvier 1947.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3063, 3064.)

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

N° 3557 M. Jean Bertaud.

Conditions dans lesquelles a été autorisée et s'est déroulée la manifestation du 22 juin 1963, place de la Nation et conditions d'indemnisation des dommages physiques et matériels qu'elle a provoqués.

(Intérieur. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1752.)

MARCHE COMMUN. — Voir :

- *Moutons* (n° 3120, 3335).

MARCHES DE TRAVAUX DE BATIMENT. — Voir : *Construction* (n° 3168).

N° 3160 M. André Armengaud :

Cas particulier d'un agent français, engagé comme contractuel par le ministère de l'éducation nationale du Maroc, et qui a été frustré de ses droits à congés annuels qu'il s'était acquis au cours de l'année scolaire précédant son engagement.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 947.)

N° 3387 M. Léon David :

Mesures à prendre en faveur des retraités de l'office chérifien des phosphates pour garantir leurs pensions, supprimer la double imposition et pallier les effets de la perte de change.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-6-1963, p. 1191.)

N° 3438 M. Victor Golvan :

Montant du tonnage de sardines à importer en franchise du Maroc et mesures envisagées pour absorber une production sardinière excédentaire.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1320.)

N° 3639 M. le Général Béthouart :

Mesures que compte prendre le Gouvernement au bénéfice des Français du Maroc, propriétaires de domaines constitués par d'anciennes terres collectives, spoliés ou menacés de l'être.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2046.)

N° 3687 M. Léon David :

De l'opportunité d'affilier à la sécurité sociale française les anciens employés de l'office chérifien des phosphates rapatriés.

(Travail. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2117.)

Voir : *Pensions de retraite* (n° 3334).

N° 3832 M. Etienne Dailly :

Au sujet d'un accord qui aurait été conclu entre les Gouvernements français et allemand concernant les marques appartenant à des ressortissants allemands mises sous séquestre en 1945.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3064.)

MARTINIQUE. — Voir : *Enseignement* (n° 3006).

MASSEURS

N° 3487 M. Jean de Lachomette :

Du droit éventuel des professeurs d'éducation physique à bénéficier des dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 5 avril 1963 relatif à l'admission dans les écoles préparatoires du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-6-1963, p. 1223.)

MEDECINS**N° 3233 M. Raymond Boin :**

Au sujet des conséquences du décret n° 62-793 du 13 juillet 1962 accordant aux praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés certains avantages sociaux de portée limitée.

(Travail. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 978.)

N° 3465 M. Robert Liot :

Raison et conditions de l'interdiction de l'exercice simultané de l'ophtalmologie et de l'O. R. L. par un même médecin.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1444.)

N° 3675 M. Jacques Gadoin :

Extension éventuelle aux spécialistes des hôpitaux publics de la dérogation prévue par le troisième alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 mai 1961, modifié par l'arrêté du 27 juin 1963, en faveur des médecins exerçant simultanément, en qualité de spécialistes, l'ophtalmologie et l'oto-rhino-laryngologie.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2057.)

Voir aussi :

— Etablissements hospitaliers (n° 3192) ;

— Impôts (n° 3077).

MINEURS DE FOND**N° 3595 M. Emile Durieux :**

Raisons pour lesquelles les pensions des mineurs retraités n'ont pas été augmentées dans les mêmes proportions que les salaires des mineurs en activité.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2024, 2025.)

N° 3747 M. Jean Bardol :

Date de publication du décret concernant l'augmentation des retraites minières consécutives à l'augmentation des salaires.

(Industrie. — J. O. Débats du 31-10-1963, p. 2233.)

N° 3749 M. Jean Bardol :

Mesures à prendre pour que les retraités mineurs silicosés puissent bénéficier d'un taux de rente de 100 p. 100.

(Travail. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3056.)

N° 3750 M. Jean Bardol :

Dispositions à prendre pour assurer aux mineurs la libre jouissance des congés de 1963 qui leur restent dus.

(Industrie. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3070.)

N° 3752 M. Jean Bardol :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour une augmentation du salaire des mineurs et une diminution de leur temps de travail.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3064.)

MONGOLIE**N° 3280 M. Raymond Guyot :**

De l'opportunité de reconnaître la République populaire de Mongolie et d'établir des relations diplomatiques entre la France et ce pays.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-6-1963, p. 1222, 1223.)

MOUTONS**N° 3120 M. Lucien Perdereau :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter que les importations de moutons en France portent un préjudice fatal à la production nationale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 15-2-1963, p. 852.)

MOUTONS (suite).**N° 3335 M. François Levacher :**

Des dangers que font courir à l'élevage ovin français les importations de viande venant de l'Europe des Six, d'Angleterre ou d'Europe centrale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1055.)

N° 3336 M. François Levacher :

Nombre des licences d'importation attribuées en ce qui concerne les carcasses et moutons sur pied et intérêt du budget de l'Etat à ces attributions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1056.)

MUSEES**N° 3308 M. Fernand Verdeille :**

De la nécessité de restaurer le musée du duc d'Orléans dépendant du Muséum d'histoire naturelle, de construire le bâtiment destiné aux collections d'entomologie et un musée de l'évolution des êtres vivants.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 993.)

MUTILES**N° 2694 Mme Marie-Hélène Cardot :**

Cas particulier d'un pensionné militaire hors guerre, mutilé, qui désirerait être pensionné à 100 p. 100.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211.)

N**NANTISSEMENT****N° 3672 M. Etienne Dailly :**

De l'opportunité d'une simplification des modalités du nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, établies par l'article 16 de la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951.

(Justice. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2056.)

N° 3886 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité d'un assouplissement des formalités requises pour la radiation des inscriptions de nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement prises auprès des tribunaux de commerce.

(Justice. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3122.)

NOTATION DES FONCTIONNAIRES. — Voir : Fonctionnaires (n° 2998).**O****OFFENSES AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE****N° 3852 M. Georges Rougeron :**

Définition du délit d'offense au Président de la République et statistiques des condamnations de ce chef, de janvier 1947 à décembre 1958 ; de janvier 1959 à décembre 1962 et de janvier à juin 1963 inclus.

(Justice. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2617.)

OFFICIERS MINISTERIELS**N° 3469 M. Emile Durieux :**

Situation d'un avoué démissionnaire au sujet de sa compétence concernant les faillites et règlements judiciaires à lui confiés antérieurement à sa démission.

(Justice. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1419.)

N° 3549 M. Henri Paumelle :

De l'opportunité d'accorder aux greffiers d'instance les indemnités de fonction que percevaient les greffiers dont la charge a été supprimée par la réforme judiciaire.

(Justice. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1712.)

OFFICIERS MINISTERIELS (suite).

N° 3691 M. Jean Noury :

Situation, à la suite de la réforme judiciaire, d'un greffier démissionnaire, en ce qui concerne l'indemnité qui lui est due.

(Justice. — J. O. Débats du 11-10-1963, p. 2086.)

O. N. U.

N° 3657 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité de prendre, auprès de l'O. N. U., l'initiative d'une « flotte blanche » destinée au secours immédiat des victimes de grandes catastrophes naturelles, telles que les séismes, dans n'importe quelle région du monde.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2046.)

O. T. A. N.

N° 3287 M. Georges Cogniot :

Nombre et nationalité des membres composant le comité scientifique de l'O. T. A. N. établi en décembre 1957.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 966.)

OUVRIERS DES PARCS

N° 3236 M. Jean Nayrou :

Au sujet de la situation des personnels des parcs des ponts et chaussées, et des mesures que compte prendre le Gouvernement en leur faveur, tant du point de vue rémunération que de celui des conditions de travail.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 962.)

P**PARENTS D'ELEVES**

N° 3502 M. Bossus :

De la concession de locaux scolaires aux associations et amicales laïques ainsi qu'aux associations de parents d'élèves.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1655.)

PATENTES. — Voir : Impôts (n° 2916, 3141).

PECHE FLUVIALE

N° 3074 M. Georges Rougeron :

De l'éventualité d'un classement des cours d'eau en quatre catégories, dont une seule serait protégée contre les effluents nocifs.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1012.)

PECHES MARITIMES

N° 3526 M. Jean Bertaud :

Conditions de fonctionnement, à Sète, de la coopérative Saint-Pierre, assurant l'achat et la vente des produits de la mer.

(Travaux publics et transports. — J. O. du 5-9-1963, p. 2034.)

PENSIONS D'INVALIDITE

N° 3741 Mme Marie-Hélène Cardot :

Conditions de liquidation des pensions de retraite d'invalidité des militaires de carrière radiés des cadres après le 3 août 1962.

Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-11-63, p. 2279, 2280.

Voir aussi :

— Armée (n° 3193, 3234) ;

— Fonctionnaires (n° 3330).

PENSIONS DE RETRAITE

N° 2959 M. André Armengaud :

Dans l'hypothèse de modifications éventuelles des conditions d'exploitation, ou de structure du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.) de la possibilité pour l'Etat de garantir le paiement des pensions de retraite des agents de ce service et de leurs ayants cause.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 154.)

N° 3048 M. Marcel-Molle :

Cas particulier d'un ancien artisan, entré par la suite dans un arsenal de l'Etat, et qui désirerait faire valider les services qu'il a accomplis en qualité de maître auxiliaire de forge dans un collège technique municipal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-1-1963, p. 126.)

N° 3062 M. Joseph Voyant :

Cas particulier d'une ancienne artisanne qui sollicite la liquidation de sa pension de retraite auprès de la caisse autonome de retraite artisanale.

(Travail. — J. O. Débats du 2-2-1963, p. 372.)

N° 3092 M. Louis Guillou :

Cas particulier d'un retraité proportionnel de la marine qui désirerait obtenir une retraite vieillesse.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 213.)

N° 3121 M. Charles-Laurent Thouverey :

Cas particulier d'un magistrat de l'ordre judiciaire qui désirerait faire valider des services antérieurement accomplis dans une compagnie d'assurances privée, et nationalisée depuis 1946.

(Justice. — J. O. Débats du 2-2-1963, p. 372.)

N° 3161 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'à l'instar de ce qui a été réalisé au profit des personnels similaires de l'air et de la guerre, les pensions concédées aux anciens agents administratifs de la marine nationale et de la marine marchande soient révisées avec effet du 1^{er} octobre 1956 sur la base des indices afférents à l'échelle 6-C.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 955.)

N° 3163 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité d'étendre le bénéfice des pensions de réversion aux sœurs célibataires de fonctionnaires décédés sans héritiers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 955.)

N° 3187 M. Amédée Bouquerel :

Dans le calcul des annuités entrant en compte pour la détermination de la pension de retraite, de la possibilité de considérer comme campagne double le temps passé à l'oflag C par des instituteurs officiers de réserve qui y ont été internés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 951.)

N° 3274 M. André Armengaud :

Mesures à prendre pour assurer aux veuves de Français d'Algérie, veuves de fonctionnaires municipaux du Gouvernement algérien, le paiement de leur pension et le règlement des frais de clinique dus par la sécurité sociale sous le régime français.

Rapatriés. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 999.)

N° 3276 M. Etienne Dailly :

Des retards et des lacunes affectant le paiement des retraites aux anciens fonctionnaires français assujettis à la caisse générale des retraites de l'Algérie, et de l'opportunité de leur prompt prise en charge par le Trésor public.

(Secrétariat d'Etat aux affaires algériennes. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 990.)

PENSIONS DE RETRAITE (suite).**N° 3331 M. Emile Dubois :**

Du droit d'une institutrice retraitée de plus de soixante-cinq ans à la demi-allocation servie à son conjoint titulaire d'une pension du régime retraite des commerçants.
(Travail. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1013, 1014.)

N° 3334 M. Louis Gros :

Situation des personnels français recrutés par l'Etat marocain pour servir dans l'administration marocaine comme salariés, en ce qui concerne leur cotisation à une caisse de retraite.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1314.)

N° 3363. M. Jacques Henriot :

Des retards relevés dans l'application de la péréquation des pensions des gendarmes retraités.

(Armées. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1055.)

N° 3414. Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'application des règles du cumul des retraites à un fonctionnaire retraité à la limite d'âge, agréé par le ministre du travail comme enquêteur assermenté sur les accidents du travail.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-6-1963, p. 1191.)

N° 3558 M. Daniel Benoist :

De l'opportunité de faire bénéficier tous les receveurs-distributeurs des postes et télécommunications, mis à la retraite avant le 1^{er} janvier 1962, de la majoration créée par l'échelle chevron portant l'indice maximum brut à 345.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1946.)

N° 3562 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité de faire bénéficier les ayants droits des fonctionnaires « morts pour la France » des avantages accordés aux fonctionnaires lésés par des événements de guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2023.)

N° 3571 M. Camille Vallin :

De l'opportunité de faire bénéficier des dispositions des décrets n° 62-594 et n° 62-595 du 26 mai 1962, tous les receveurs-distributeurs des postes et télécommunications admis à la retraite.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 25-7-1963, p. 1922.)

N° 3591 M. Roger Lagrange :

De l'opportunité de faire bénéficier des dispositions des décrets n° 62-594 et n° 62-595 du 26 mai 1962 tous les receveurs-distributeurs des postes et télécommunications admis à la retraite.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débat du 25-7-1963, p. 1922.)

N° 3626 Mme Marie-Hélène Cardot :

Précision des conditions d'application de l'article 6, § 1^{er}, de la loi de finances rectificative pour 1962 concernant l'attribution de la pension d'invalidité aux militaires de carrière retraités et à leurs ayants cause.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2024.)

N° 3676 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'unifier les régimes de pensions attribuées aux veuves des différentes guerres.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2194, 2195.)

N° 3677 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'étendre le champ d'application des dispositions de l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1962 aux pensionnés dont les droits se sont ouverts avant le 3 août 1962.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-10-1963, p. 2065.)

PERMIS DE CONDUIRE**N° 3247 M. Etienne Rabouin :**

De l'obligation, ou non, pour un sapeur-pompier privé conduisant un véhicule d'incendie, n'appartenant pas à un service public et transportant plus de huit personnes, de posséder le permis de conduire de la catégorie D.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 9-4-63, p. 978.)

PERMIS DE CONSTRUIRE. — Voir : Impôts (n° 2755).**PERMIS D'INHUMER****N° 3137 M. Philippe d'Argenlieu :**

Des personnes à qui incombent les frais occasionnés par la visite médicale précédant la délivrance du permis d'inhumer.

(Justice. — J. O. Débats du 20-3-63, p. 959.)

PERMISSIONS MILITAIRES**N° 3372 M. François Levacher :**

De l'octroi de permissions agricoles aux militaires du contingent stationnés en Allemagne ou en Afrique du Nord.

(Armées. — J. O. Débats du 15-5-63, p. 1055, 1056.)

N° 3520 M. Charles Naveau :

De l'opportunité d'accorder des permissions agricoles aux militaires servant sur des territoires étrangers aussi bien qu'à ceux qui servent en métropole.

(Armées. — J. O. Débats du 5-7-63, p. 1601.)

N° 3567 M. René Tinant :

De l'opportunité d'accorder des permissions agricoles aux jeunes soldats servant en Afrique du Nord.

(Armées. — J. O. Débats du 5-9-63, p. 2014.)

N° 3885 M. Fernand Verdeille :

De l'opportunité de l'octroi d'une permission exceptionnelle aux militaires servant en Algérie et n'ayant, de ce fait, pu bénéficier de permissions agricoles.

(Armées. — J. O. Débats du 11-12-63, p. 3120.)

Voir : Armée (n° 3054, 3219, 3268, 3307, 3372).

PERSECUTIONS NATIONAL-SOCIALISTES. — Voir : Victimes de la guerre (n° 3020).**PERSONNEL COMMUNAL. — Voir : Collectivités locales (n° 3082, 3109, 3145, 3235, 3273).****PERSONNEL DEPARTEMENTAL. — Voir : Collectivités locales (n° 2966, 3082).****PERSONNEL HOSPITALIER. — Voir : Etablissements hospitaliers (n° 3047).****PLAN QUADRIENNAL. — Voir : Anciens combattants (n° 3050).****PLUS-VALUES. — Voir :**

— Impôts (n° 3201) ;

— Successions (n° 2941).

POIRES. — Voir : Halles centrales (n° 3093).**POLITIQUE ECONOMIQUE****N° 3156 M. Yves Estève :**

De la fixation du prix indicatif du quintal de blé servant de base au calcul d'une rente viagère.

(Justice. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 998.)

POLLUTION ATMOSPHERIQUE**N° 3422** M. Jean Errecart :

Du contrôle des essais des appareils destinés à réduire la pollution atmosphérique engendrée par le fonctionnement des moteurs à explosion.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1320.)

N° 3513 M. Adolphe Dutoit :

Mesures à prendre pour faire indemniser les victimes d'une émission de gaz à Haubourdin (Nord) et éviter le retour de semblables accidents.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2024.)

N° 3588 M. Pierre de Villoutreys :

Eventualité du maintien de l'application de la loi du 20 avril 1932 en attendant la publication des décrets prévus par l'article 2 de la loi n° 61-842 du 2 août 1961, relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2024.)

POMMES. — Voir : Halles centrales (n° 3093).**PONTS ET CHAUSSEES****N° 3481** M. Antoine Courrière :

Statistiques, par année depuis 1959, au nombre de kilomètres d'autoroute, inscrits aux programmes, adjugés, mis en chantier et ouverts à la circulation. Emplacement des autoroutes mises en circulation.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2033.)

Voir aussi :

— Fonctionnaires (n° 2932, 2953) ;

— Ouvriers des parcs (n° 3236).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**N° 3150** M. Michel de Pontbriand.

Au sujet du délai durant lequel l'administration des P. et T., chargée de recevoir ou d'acquitter des mandats, garde les pièces justificatives des opérations financières.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 897.)

N° 3169 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet des différences considérables de tarifs qui peuvent exister dans des cas particuliers d'installation du téléphone rural à la limite de deux départements.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 897, 898.)

N° 3216 M. Camille Vallin :

Raison pour lesquelles l'administration des P. et T. semble disposée à introduire l'industrie privée dans ce secteur public.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 999.)

N° 3464 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'assouplir les règlements en vue de faciliter les opérations aux guichets postaux par les femmes mariées.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1656, 1657.)

Voir aussi : Fonctionnaires (n° 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3284.)

POURVOI EN CASSATION. — Voir : Elections (n° 3095.)**PREFECTURE DE POLICE.** — Voir : Fonctionnaires (n° 3111).**PRESTATIONS FAMILIALES****N° 2973** M. Jean Noury :

Cas particulier d'une mère de famille nombreuse à laquelle est refusé le bénéfice de l'allocation de salaire unique parce que son mari a dû rester en Algérie pour travailler, et qu'elle-même est sans emploi.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211, 212.)

N° 3415 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'une hausse de 10 p. 100 des prestations familiales et du salaire unique pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1319.)

N° 3611 M. Léon Jozeau-Marigné :

De l'opportunité d'une majoration du montant des prestations familiales agricoles.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2057.)

N° 3621 M. Michel Yver :

Raisons qui s'opposent à une majoration des allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2057.)

N° 3702 M. Roger Lagrange :

De l'opportunité d'accorder le bénéfice des prestations familiales aux jeunes filles de plus de quinze ans suivant les cours d'enseignement ménager sans appartenir à des familles d'agriculteurs.

(Travail. — J. O. Débats du 18-10-1963 (p. 2117, p. 2118.)

PRETS A LA CONSTRUCTION. — Voir : Construction (n° 3164.)**PRIMES D'ASSURANCE.** — Voir : Impôts (n° 2997, 3123).**PRIMES A LA CONSTRUCTION.** — Voir :

— Construction (n° 3164) ;

— Impôts (n° 2755).

PRIMES DE DEMENAGEMENT. — Voir : Sécurité sociale (n° 2957).**PRIMES D'EQUIPEMENT****N° 3766** M. Marcel Champeix :

Statistiques concernant l'octroi de la prime d'équipement pour chacun des départements de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze.

(Industrie. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2356, 2357.)

PRIMES D'INSTALLATION. — Voir : Sécurité sociale (n° 2957).**PRIMES DE RETOUR.** — Voir : Sécurité sociale (n° 2957).**PRIMES DE SERVICE.** — Voir : Etablissements hospitaliers (n° 3047).**PRIMES DE TECHNICITE.** — Voir : Fonctionnaires (n° 3263).**PRIMES DE TRANSPORT.** — Voir : Sécurité sociale (n° 2957).**PRODUITS PETROLIERS****N° 3608** M. Etienne Le Sassier-Boisauné :

Mesures envisagées pour la création d'un plus grand nombre de dépôts de produits pétroliers dans le département de l'Orne.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2025.)

PROTECTION DES ANIMAUX

- N° 3293** M. Georges Rougeron :
De l'opportunité d'une sévère application de la loi réprimant les sévices sur les animaux.
(Justice. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 999.)
- N° 3403** M. Georges Rougeron :
De l'opportunité de prohiber les chasses aux oiseaux pendant dix ans pour compenser les massacres subis par ces espèces animales pendant les rigueurs de l'hiver.
(Agriculture. — J. O. Débats du 6-6-1963, p. 1223.)
- N° 3640** M. Georges Rougeron :
Etat actuel du projet de décret devant porter une nouvelle réglementation des pratiques en usage dans les abattoirs.
(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048.)
- N° 3643** M. Georges Rougeron :
Suites judiciaires des infractions à l'article R 38 (12°) du code pénal que constituent les exercices de tir aux pigeons vivants.
(Justice. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2026.)
- N° 3660** M. Georges Rougeron :
De l'opportunité d'une interdiction du piégeage des rapaces au poteau.
(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2048.)
- N° 3728** M. Georges Rougeron :
Suites judiciaires d'un constat, dressé par huissier, concernant les scènes de bestialité et de sauvagerie qui ont marqué une course de taureaux à Nay (Basses-Pyrénées), le 23 août 1963.
(Justice. — J. O. Débats du 25-10-1963, p. 2173.)
- N° 3771** M. Georges Rougeron :
De l'opportunité de faire respecter la réglementation du piégeage des rapaces au poteau.
(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)
- N° 3772** M. Georges Rougeron :
Ratification éventuelle par le Parlement de la convention internationale pour la protection des oiseaux, établie à Paris, le 18 octobre 1950, et dont la France est cosignataire.
(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)
- PROTECTION DE L'ENFANCE**
- N° 2948** M. Pierre Marcihacy :
Date et forme du décret à paraître, prévu par l'ordonnance n° 59-35 du 5 janvier 1959, sur le contrôle des œuvres d'adoption.
(Santé publique et population. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1077.)
- N° 3115** M. Jacques Delalande :
En matière de procédure pénale à l'égard des mineurs de dix-huit ans, de l'opportunité qu'il y aurait à ce que la notification des ordonnances du juge des enfants au défenseur soit prescrite impérativement, ainsi que la convocation du défenseur aux débats en chambre du conseil.
(Justice. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 819.)
- N° 3207** M. Georges Rougeron :
Au sujet des violences et des brutalités qu'aurait subies un petit poliomyélitique, de quatre ans à Bruay-sur-l'Escaut.
(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)
- N° 3730** M. Georges Rougeron :
De l'opportunité d'une présentation mensuelle des enfants de moins de 5 ans à un contrôle social ou médical pour permettre le dépistage des cas de sévices ou de manque de soins.
(Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-10-1963, p. 2173.)

PUBLICITE

- N° 2996** M. Joseph Raybaud :
Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les hôteliers puissent, à quelques mètres de leur établissement, installer un panneau de publicité.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-1-1963, p. 102.)
- N° 3659** M. Georges Rougeron :
Sanctions judiciaires éventuelles contre un commerçant pour publicité trompeuse.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2055.)

Q

QUESTIONS ECRITES

- N° 2747** M. Georges Cogniot :
Délai dans lequel il sera répondu à certaines questions écrites.
(Education nationale. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48.)

R

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

- N° 3133** M. André Méric :
De la possibilité d'exonérer de la taxe radiophonique pour les téléviseurs un certain nombre de personnes infirmes, invalides ou économiquement faibles.
(Information. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 897.)
- N° 3210** M. Jacques Duclos :
Conditions dans lesquelles a été amputée une émission de télévision sur la bataille de Stalingrad.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2139.)
- N° 3292** M. Georges Rougeron :
De l'éventualité de l'existence d'une censure para-officielle à la radio-télévision française.
(Information. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 997.)
- N° 3896** M. Georges Rougeron :
Conditions dans lesquelles la R. T. F. a diffusé le mariage, en Angleterre, d'un agent nazi.
(Information. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3071.)

RAMASSAGE DU LAIT. — Voir : Stationnement (n° 3151).

RAMASSAGE SCOLAIRE

- N° 3341** M. Georges Cogniot :
Des mesures à prendre pour assurer le ramassage scolaire gratuit, à la charge exclusive de l'Etat, la création d'un office public du transport scolaire et le maintien d'une école primaire dans chaque commune.
(Education nationale. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1056.)

RAPATRIES

- N° 2947** M. André Armengaud :
De la possibilité de faire bénéficier les Français rapatriés de tous les territoires d'outre-mer des mêmes mesures qui ont été prises en faveur de ceux rapatriés d'Algérie.
(Rapatriés. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211.)
- N° 2954** Mme Marie-Hélène Cardot :
Au sujet de la situation particulièrement pénible des personnes rapatriées d'Algérie avant le vote de la loi du 26 décembre 1961.
(Rapatriés. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 211.)

RAPATRIÉS (suite).

N° 3078 M. André Armengaud :

Au sujet de la suppression de l'article 32 du décret n° 62-261 du 10 mars 1962 concernant les subventions susceptibles d'être accordées aux rapatriés.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 12-1-1963, p. 68.)

N° 3081 M. André Méric :

Au sujet des difficultés rencontrées par les agents des collectivités locales algériennes, rapatriés en métropole, pour percevoir les prestations de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 821.)

N° 3099 M. André Armengaud :

Nombre de Français, par année et par pays de résidence, qui depuis novembre 1956 ont été rapatriés d'Afrique du Nord, d'Afrique noire et d'Égypte, et ont sollicité et obtenu des prêts d'honneur ou de reconversion.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 960.)

N° 3242 M. Adrien Laplace :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des commerçants français déclarés en faillite en Algérie, rapatriés depuis lors, et qui désirent obtenir leur réhabilitation en vue d'exercer à nouveau leur commerce en métropole.

(Justice. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 976.)

N° 3267 M. André Armengaud :

De l'opportunité d'une mise en garde des rapatriés et des notaires contre la signature de compromis d'achat de fonds de commerce ou de cabinet relevant de professions libérales, avant d'avoir obtenu l'assurance de disposer des crédits nécessaires.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1601, 1602.)

N° 3277 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité de faire bénéficier les Français retraités, affiliés à une caisse de retraite du Maroc, de Tunisie ou d'outre-mer, des avantages reconnus aux personnes ayant accompli leur carrière dans ces différents pays.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2051, 2052.)

N° 3313 M. Adrien Laplace :

De l'opportunité de transformer les organismes financiers et de crédit, dont le siège était en Algérie, en établissements de crédit pouvant apporter aux rapatriés le financement personnel qui leur est nécessaire.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1147.)

N° 3314 M. Adrien Laplace :

De l'opportunité d'utiliser comme maisons de retraite pour les personnes âgées repliées d'Algérie les châteaux précédemment aménagés en colonies de vacances par la caisse de solidarité des départements et communes d'Algérie.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1319.)

N° 3344 M. Guy Petit :

De la compétence des tribunaux français dans le cas d'un rapatrié qui a suspendu le paiement des échéances relatives à une automobile achetée à crédit en Algérie et des récupérations ou compensations de créances entre organismes publics ou parapublics français et algériens.

(Rapatriés. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1057.)

N° 3581 M. Marcel Molle :

Raisons pour lesquelles certains fonctionnaires rapatriés, ayant rempli en Algérie les fonctions d'adjoint d'inspection primaire, ne peuvent être reclassés en France dans des situations analogues.

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2050.)

RAPATRIÉS (suite).

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 3082) ;
- Fonctionnaires (n° 3043) ;
- Prestations familiales (n° 2973) ;
- Sécurité sociale (n° 2957) ;
- Impôts (n° 2975, 3088, 3345) ;
- Enseignement (n° 3139) ;
- Indemnité de logement (n° 3176) ;
- Magistrats (n° 3297, 3298) ;
- Pensions de retraite (n° 3276) .

RAPPORT CONSTANT. — Voir : Anciens combattants (n° 2744 et 3050).

RECHERCHES HISTORIQUES

N° 3072 M. Georges Rougeron :

Au sujet des fouilles entreprises au château de Gisors en vue d'identifier l'existence d'une salle souterraine présumée enfermer des biens ayant appartenu aux Templiers.

(Ministre d'État chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 152.)

REDACTEURS AUXILIAIRES. — Voir : Fonctionnaires (n° 3111).

REDEVANCE RADIOPHONIQUE. — Voir : Radiodiffusion-télévision française (n° 3133).

REFERENDUMS

N° 3076 M. Georges Rougeron :

Au sujet des conditions dans lesquelles ont été analysés les résultats des derniers référendums dans les notes d'information communiquées par le ministère de l'intérieur.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 48, 49.)

REFORME JUDICIAIRE

N° 3807 M. Emile Durieux :

Intentions du Gouvernement quant à une éventuelle suppression des tribunaux d'instance fonctionnant dans les villes dépourvues de tribunal de grande instance.

(Justice. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2357.)

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

N° 3647 M. Roger Menu :

De l'opportunité d'un reclassement administratif, assorti du rappel, en faveur des agents de la R. A. T. P. pour tenir compte de leurs services dans la campagne d'Algérie.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-10-1963, p. 2086.)

REGIMES MATRIMONIAUX. — Voir : Impôts (n° 2984).

RELOGEMENT

N° 3480 M. André Monteil :

Au sujet des difficultés d'application de la circulaire du 1^{er} octobre 1960 relative à l'obligation de relogement provisoire des occupants d'un immeuble que le propriétaire a obtenu l'autorisation de démolir.

(Construction. — J. O. Débats du 25-6-1963, p. 1461.)

REMEMBREMENT

N° 3147 M. Martial Brousse :

Raisons pour lesquelles n'ont pas encore été publiés certains règlements permettant l'application de la loi du 2 août 1960 concernant le remembrement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-5-63, p. 2012, 2013.)

N° 3354 M. Roger du Halgouet :

Du remboursement aux propriétaires d'une commune, dans laquelle le remembrement est officiellement décidé, des frais occasionnés par les échanges amiables.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1711.)

REMEMBREMENT (suite.)**N° 3411** M. Martial Brousse :*De l'opportunité d'une révision en hausse des indemnités allouées aux membres agriculteurs des commissions de remembrement.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2046.)

N° 3425 M. Robert Liot :*Conditions de l'usage du droit de préemption pour remembrement au profit des S. A. F. E. R.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1671.)

N° 3764 M. Martial Brousse :*De l'opportunité d'augmenter les vacances accordées aux agriculteurs appelés à se déplacer pour participer aux travaux des commissions départementales de remembrement et d'aménagement foncier.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3063.)

RENTES VIAGERES**N° 2400** M. André Armengaud :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la perte du pouvoir d'achat des crédiérentiers.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 970.)

N° 2472 M. Victor Golvan :*De l'opportunité qu'il y aurait à modifier la loi du 11 juillet 1957 afin que la dévaluation de la monnaie ne soit pas supportée trop lourdement par les titulaires de rentes viagères.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 970.)

N° 2481 M. Auguste Billiemaz :*Au sujet de la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les veuves appelées à bénéficier de la réversion d'une rente viagère de la caisse autonome d'amortissement.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 970, 971.)

N° 3367 M. Raymond de Wazières :*Des conditions d'exécution de certains contrats, notamment des rentes viagères, stipulés en quintaux de blé, à défaut du prix légal du blé à la production.*

(Justice. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1076, 1077.)

RENTIERS. — Voir :

— Impôts (n° 2986) ;

— Rentes viagères (n° 2400, 2472, 2481).

RESPONSABILITE DE L'ETAT**N° 3149** M. Jacques Henriet :*Dispositions déjà existantes permettant à un individu, victime d'une garde à vue injustifiée, ou de toute autre mesure, d'obtenir réparation morale ou matérielle.*

(Justice. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 819, 820.)

RETRAITES**N° 3228** M. Georges Cogniot :*Situation des professeurs retraités des anciens cadres locaux d'outre-mer, exclus des revalorisations indiciaires dont font l'objet les cadres métropolitains correspondants.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2051.)

N° 3451 M. Michel Kauffmann :*De l'opportunité d'inscrire sur la liste des personnels affiliés à l'I. G. R. A. N. T. E. les auxiliaires de bureau et les auxiliaires de service exerçant dans les établissements scolaires et les services académiques.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 28-6-1963, p. 1462.)

RETRAITES (suite.)**N° 3615** M. André Méric :*Mesures à prendre pour assurer aux anciens fonctionnaires retraités de la S. E. I. T. la péréquation accordée par les lois du 20 septembre 1946 et 2 août 1949.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2407.)

N° 3663 M. Etienne Dailly :*De l'opportunité d'aligner sur le taux d'indexation des traitements d'activité en vigueur à la Réunion le pourcentage de l'indemnité temporaire octroyée aux retraités résidant dans ce département.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2055.)

N° 3767 M. Georges Rougeron :*De l'opportunité de prendre toutes mesures propres à assurer le bénéfice de l'indice « B » à tous les cheminots retraités.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2409.)

N° 3690 M. Adrien Laplace :*Motifs qui s'opposent à l'attribution de l'indice 420 à certains inspecteurs adjoints des postes et télécommunications retraités.*

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 4-10-1963, p. 2065.)

N° 3782 M. Jean Noury :*De l'opportunité d'une prise en considération en faveur des retraités de l'augmentation des traitements, en 1961, des professeurs et directeurs de cours complémentaires.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2736.)

RETRAITE DU COMBATTANT. — Voir : Anciens combattants (n° 3050).**RETRAITES PROPORTIONNELLES. — Voir : Pensions de retraite (n° 3092).****REVISION DES BAUX****N° 3245** M. Jacques Bordeneuve :*Bases sur lesquelles doit être révisé, en application de l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, le bail d'un terrain nu sur lequel le locataire a édifié, à ses frais, des locaux commerciaux.*

(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)

RISTOURNES. — Voir : Alimentation du bétail (n° 3075).**RIZ****N° 3688** M. Roger Carcassonne :*Date de publication du décret fixant le prix du riz (récolte 1962).*

(Agriculture. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2116.)

S**S. A. F. E. R. — Voir : Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3159).****SANTE PUBLIQUE****N° 3498** M. Alain Poher :*Conditions dans lesquelles peut être assuré le service administratif d'un établissement psychiatrique en l'absence du fonctionnaire qui en a la charge.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1657.)

SANTE PUBLIQUE (suite.)**N° 3629** M. Jean-Louis Fournier :

Eventualité d'un projet tendant à grouper en une seule direction départementale les activités de la direction départementale de la population et celle de la direction départementale de la santé.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2141.)

N° 3636 M. Etienne Dailly :

Motifs et avantages d'un éventuel transfert à une « Direction départementale de la population et de l'aide sociale » des attributions des préfets en matière d'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2027.)

N° 3661 M. Georges Rougeron :

Prise en considération d'un vœu de l'académie nationale de médecine concernant les abus de la publicité en faveur de certains produits alimentaires dits « de régime » ou « diététiques ».

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2027.)

N° 3720 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'autoriser, dans les centres publics d'hygiène sociale, les consultations de « planning familial ».

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2280.)

N° 3746 M. Georges Rougeron :

Observations éventuelles du ministre de la santé publique et de la population en ce qui concerne les conditions hygiéniques de la viande dite « attendrie ».

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2280.)

SAPEURS-POMPIERS**N° 3172** M. André Maroselli :

De la possibilité, pour un officier du corps des sapeurs-pompiers, chef d'un centre de secours, d'être adjoint du maire d'une municipalité comptant moins de mille habitants.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 958.)

N° 3223 M. Marcel Lemaire :

Au sujet du renouvellement du pouvoir des officiers de sapeurs-pompiers communaux, et en particulier des inspecteurs départementaux des services d'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 958.)

N° 3860 M. Robert Liot :

Délai d'application des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1962, étendant le bénéfice des articles L. 576 et 581 du code de la sécurité sociale à certains pompiers volontaires non assurés sociaux.

(Travail. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3056.)

Voir aussi :

- Allocation temporaire d'invalidité (n° 3037) ;
- Permis de conduire (n° 3247) ;
- Armée (n° 3605).

SECHERESSE. — Voir : *Calamités agricoles* (n° 3014).**SECRETAIRES ADMINISTRATIFS DE PREFECTURE.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2966).**SECURITE SOCIALE****N° 2957** M. André Méric :

Organisme qualifié pour payer les primes de retour, d'installation, de déménagement et de transport des agents des caisses de sécurité sociale rapatriés d'Algérie.

(Travail. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 49.)

SECURITE SOCIALE (suite.)**N° 3045** M. Etienne Dailly :

Modalités pratiques selon lesquelles doit être réglée, au regard de la sécurité sociale, la situation des fonctionnaires qui exercent une activité salariée alors même qu'ils sont en position de « congé spécial ».

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 946, 947.)

N° 3049 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité de rembourser à 100 p. 100 les soins consécutifs au traitement de certaines maladies, en partie le diabète et les maladies cardiaques.

(Travail. — J. O. Débats du 12-1-1963, p. 68, 69.)

N° 3051 M. René Tinant :

Difficultés provenant du défaut d'un texte fixant les règles de coordination entre le régime d'assurance maladie des exploitants agricoles et les autres régimes d'assurance sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 213.)

N° 3069 M. Gabriel Montpied :

Au sujet des difficultés rencontrées par les maires dans l'organisation des élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et de prestations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 2-2-1963, p. 372.)

N° 3197 M. Georges Marie-Anne :

De l'opportunité de l'extension aux pêcheurs inscrits maritimes non salariés et titulaires d'une pension d'invalidité ou proportionnelle du bénéfice des allocations familiales, reconnu aux salariés du régime général de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1077, 1078.)

N° 3270 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité d'un aménagement rapide de l'article 1124 du code rural aux fins d'abaisser l'âge à partir duquel les membres non salariés de la famille d'un exploitant peuvent être valablement assujettis au régime d'assurance vieillesse agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1114.)

N° 3285 M. Joseph Brayard :

De l'opportunité d'accorder aux exploitants agricoles cessant leur activité avant l'âge de la retraite, la possibilité de cotiser à l'A. M. E. X. A. à titre volontaire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1600.)

N° 3312 M. Joseph Brayard :

De l'opportunité d'augmenter l'actif successoral à partir duquel la caisse servant l'allocation supplémentaire est tenue d'exercer son recours sur la succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1114 et 1115.)

N° 3317 Mme Suzanne Crémieux :

De l'opportunité d'une modification de la réglementation retirant le bénéfice de la majoration de la pension de retraite servie dans le cadre de l'assurance vieillesse lorsque le conjoint à charge du titulaire bénéficie d'un avantage au titre d'une législation de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. du 1^{er}-5-1963, p. 1001.)

N° 3325 M. André Méric :

Du droit à leur salaire intégral des employés des caisses de sécurité sociale en longue maladie lorsqu'ils reprennent partiellement leur travail au titre de la réadaptation.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 1001.)

N° 3328 M. Jean-Louis Fournier :

Prix de journée, par département et par établissement, des sanatoriums pour hommes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 1000.)

SECURITE SOCIALE (suite.)

N° 3330 M. Paul Piales :

De l'inopportunité d'exiger des professeurs à une école supérieure de commerce leur affiliation au régime général de la sécurité sociale, alors qu'ils sont déjà affiliés à cette institution par leur profession respective.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 1000.)

N° 3348 M. Pierre Garet :

Situation d'une épouse divorcée de commerçant au regard de la réglementation du régime de retraites de la caisse des commerçants.

(Travail. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1148.)

N° 3351 M. Charles Naveau :

Du droit éventuel d'un ancien exploitant agricole à l'assurance maladie chirurgicale des agriculteurs avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1076.)

N° 3378 M. Adolphe Dutoit :

Diverses mesures souhaitées en faveur des vieux travailleurs et des économiquement faibles.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2027, 2028.)

N° 3386 M. Roger Lagrange :

Raisons qui motive la modification des articles 96 à 105 du décret n° 45-1179 du 29 décembre 1945 et nécessité de revenir à la législation antérieure.

(Travail. — J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1148.)

N° 3418 M. Abel Sempé :

Raisons du retard apporté par la caisse du Gers à payer le premier trimestre de l'allocation vieillesse et des allocations familiales.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2046, 2047.)

N° 3421 M. Abel-Sempé :

Des conditions de rémunération des médecins du travail par application du décret du 8 février 1963 relatif à la rémunération des médecins apportant leur concours aux services administratifs de prévention médico-sociale.

(Ministère d'Etat, réforme administrative. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1599.)

N° 3423 M. René Tinant :

Critères d'attribution des pensions d'invalidité au titre de l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1600.)

N° 3428 M. Daniel Benoist :

Eventualité de l'exclusion de l'allocation complémentaire, au détriment des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale, non admis, faute de place, dans les centres spécialisés.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2028.)

N° 3431 M. Marcel Legros :

Situation, au point de vue de la retraite, des personnes ayant cotisé à la caisse des professions commerciales et à la mutualité sociale agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1419.)

N° 3450 M. Michel Kauffmann :

De l'opportunité d'accorder aux auxiliaires de bureau des congés de maladie et de maternité avec traitement dont ils bénéficiaient avant l'intervention de la loi du 3 avril 1950.

(Ministère d'Etat, réforme administrative. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1599.)

N° 3478 M. Marcel Brégégère :

Droit des hongreurs à bénéficier des lois sociales.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1711.)

N° 3488 M. Charles Naveau :

Mesures à prendre pour fournir aux caisses de mutualité sociale agricole les imprimés nécessaires au rachat des cotisations vieillesse par les anciens exploitants.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1711.)

SECURITE SOCIALE (suite.)

N° 3490 M. Yvon Coudé du Foresto :

Fixation de la base des retraites pour les cotisants âgés de soixante-cinq ans, après quarante ans de cotisations.

(Travail. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1657.)

N° 3496 M. Raymond Boin :

Précisions sur divers cas d'application des règlements de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2028, 2029.)

N° 3521 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité d'indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité et le plafond des ressources prises en compte pour son attribution.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2029.)

N° 3541 M. Charles Naveau :

De l'opportunité d'octroyer un système préférentiel aux moniteurs bénévoles des centres aérés, leur permettant de bénéficier du tarif le plus bas en ce qui concerne les versements à la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 25-7-1963, p. 1922.)

N° 3542 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité et le plafond des ressources prises en compte pour son attribution.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2029, 2030.)

N° 3552 M. Alex Roubert :

Obligations de cotisation d'un écrivain affilié à une caisse d'allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2030.)

N° 3564 M. Eugène Romaine :

De l'opportunité d'autoriser les vieux travailleurs salariés ou leurs veuves à racheter leurs cotisations d'assurances sociales manquantes pour avoir droit à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2031.)

N° 3565 M. Eugène Romaine :

De l'opportunité d'une modification du niveau des ressources des vieux travailleurs salariés en vue d'une extension du droit à l'allocation.

(Travail. — J. O. Débats du 27-7-1963, p. 2001.)

N° 3569 M. Lucien Grand :

De l'opportunité d'une mesure réglementaire ou législative pour éviter la double affiliation à un médecin membre du Parlement.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2031.)

N° 3587 M. Jean-Marie Louvel :

Intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'assurance maladie pour les membres des professions non salariées, en particulier pour les artisans.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2031, 2032.)

N° 3604 M. Paul Pelleray :

Situation des anciens exploitants agricoles risquant de ne pouvoir bénéficier de l'allocation vieillesse, faute d'avoir pu présenter des demandes de rachat de cotisations par suite du manque d'imprimés officiels.

(Agriculture. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2047, 2048.)

SECURITE SOCIALE (suite.)**N° 3624** Mme Marie-Hélène Cardot :

Modalités d'application du décret du 13 juillet 1962, prévoyant une cotisation due au titre des avantages sociaux complémentaires, aux infirmières faisant occasionnellement des piqûres chez les particuliers.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2032.)

N° 3646 M. Gabriel Montpied :

De l'opportunité de dispenser des cotisations à la sécurité sociale les employeurs des ateliers d'entraide.

(Travail. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2032, 2033.)

N° 3678 M. André Armengaud :

Droit à la retraite des Français rentrant en France après avoir mené à l'étranger toute leur vie active.

(Travail. — J. O. Débats du 2-10-1963, p. 2058.)

N° 3706 M. Adolphe Dutoit :

Mesures à prendre pour assurer le remboursement à 80 p. 100 des frais médicaux, dans le département du Nord, malgré le différend entre le corps médical et le Gouvernement.

(Travail. — J. O. Débats du 18-10-1963, p. 2118.)

N° 3707 M. Edouard Le Bellegou :

Régime de cotisation à une caisse de retraite d'un inscrit maritime propriétaire et armateur de bateaux faisant du transport de passagers.

(Travail. — J. O. Débats du 31-10-1963, p. 2233, 2234.)

N° 3710 M. Abel-Durand :

Cumul éventuel des prestations maladie et d'une pension de retraite au profit d'un assuré social âgé de 65 ans.

(Travail. — J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2195.)

N° 3726 M. Maurice Vérillon :

Situation, au point de vue de la sécurité sociale, du personnel d'une association autorisée.

(Intérieur. — J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3231.)

N° 3757 M. Jean Bertaud :

Situation des travailleurs âgés de 65 ans, ayant cotisé, pour leur retraite, d'abord à une caisse artisanale, puis à la sécurité sociale, en qualité de salariés.

(Travail. — J. O. Débats du 31-10-1963, p. 2234.)

N° 3761 M. Marcel Lambert :

Intentions du Gouvernement en ce qui concerne une harmonisation des avantages (et des plafonds de ressources y afférents) servis aux personnes relevant tant de l'aide sociale que des divers régimes de sécurité sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2280.)

N° 3765 M. Emile Claparède :

Modalités d'application des dispositions des articles 52 et 58 de la convention collective du 23 juillet 1956 concernant les I. A. C. employés dans les entreprises de travaux publics.

(Travail. — J. O. Débats du 28-11-1963, p. 2961.)

N° 3791 M. Lucien Grand :

De l'opportunité d'accorder aux agriculteurs cessant leur activité avant 60 ou 65 ans de verser une cotisation leur permettant d'être assujettis au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles jusqu'à la liquidation de leur retraite.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)

N° 3792 M. Lucien Grand :

De l'opportunité de remplacer les dispositions de l'article 13 du décret du 20 avril 1950 par celles de l'article 160 du code de la sécurité sociale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)

N° 3795 M. Lucien Grand :

Date de mise en place du fonds d'action sociale en matière d'assurance maladie des exploitants.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1963, p. 2615.)

SECURITE SOCIALE (suite.)**N° 3796** M. Lucien Grand :

Mesures à prendre pour aligner sur le régime général le régime des prestations maladie des agriculteurs.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-12-1963, p. 3069.)

N° 3804 M. André Maroselli :

Modalités de fixation des cotisations à l'U. R. S. S. A. F. dues par une société à responsabilité limitée nouvelle.

(Travail. — J. O. Débats du 21-11-1963, p. 2672.)

N° 3805 M. André Armengaud :

Situation défavorisée, par rapport aux ressortissants belges, des ressortissants français employés du Congo ex-belge et du Ruanda-Urundi, en ce qui concerne la garantie et la liquidation de leurs pensions et de leurs allocations.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-12-1963, p. 3063.)

N° 3828 M. Louis Guillou :

Application éventuelle à l'agriculture du décret du 8 juin 1946 concernant le calcul de la cotisation patronale pour les travailleurs au pair.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3120.)

Voir aussi :

- Enseignement professionnel (n° 3230) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 3192) ;
- Impôts (n° 3077) ;
- Rapatriés (n° 3081) ;
- Pensions de retraite (n° 3331) ;
- Sapeurs-pompiers (n° 3860).

SERVICE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES. — Voir : Pensions de retraite (n° 2959).**SERVICES AUXILIAIRES. — Voir : Pensions de retraite (n° 3048).****SERVICES D'INCENDIE. — Voir :**

- Allocation temporaire d'invalidité (n° 3037) ;
- Sapeurs-pompiers (n° 3223).

SINISTRES**N° 3228** M. Louis Talamoni :

Des mesures susceptibles d'apporter une aide matérielle aux victimes d'un grave incendie à Champigny-sur-Marne.

(Travail. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 1000.)

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL**N° 3159** M. André Méric :

Raisons pour lesquelles la création dans le département de la Haute-Garonne de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural « Gascogne-Haut Languedoc » s'est faite à l'insu des parlementaires et des conseils généraux des départements intéressés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 967.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**N° 2926** M. Georges Rougeron :

Situation du département de l'Allier par rapport à la région Auvergne en ce qui concerne les tarifs ferroviaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1-5-1963, p. 994.)

N° 2927 M. Georges Rougeron :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement a écarté le département de l'Allier, seul de la région de programme « Auvergne », des dispositions concernant la non-application de la déperéquation des tarifs ferroviaires.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-1-1963, p. 101, 102.)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
(suite).**N° 3068** M. Paul Pauly :*Incidences que peut avoir la nouvelle tarification marchandise de la S. N. C. F. sur l'augmentation du tonnage marchandises en zone longue et en zone courte, en ce qui concerne notamment les transporteurs bénéficiaires de ce surcroît de tonnage.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 962.)

N° 3112 M. Jean Bertaud :*Raisons pour lesquelles les retraités de la caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse artisanale de la Seine n'ont pas droit aux bons de réduction sur les chemins de fer.*

(Travail. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 821.)

N° 3196 M. Michel de Pontbriand :*Au sujet des intentions prêtées à la S. N. C. F. de remplacer les voitures de voyageurs à couloir latéral, par des voitures à couloir central.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 978.)

N° 3379 M. Jean Bertaud :*De l'éventualité du déclassement de la ligne de chemin de fer entre Saint-Mandé et la gare de Reuilly.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-7-1963, p. 1602.)

N° 3446 M. Jacques Duclos :*Montant prévisible de rentrée supplémentaire résultant des hausses de tarifs voyageurs et marchandises de la S.N.C.F. décidées par le Gouvernement.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 19-7-1963, p. 1752.)

N° 3733 M. André Méric :*Conditions d'application aux retraités de la S. N. C. F. des dispositions de la décision ministérielle du 10 août 1963 modifiant la rémunération des cheminots.*

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 28-11-1963, p. 2961.)

Voir aussi : Anciens combattants (n° 3246).

SOCIÉTÉS ANONYMES. — Voir :

— Impôts (n° 3005) ;

— Sociétés à responsabilité limitée (n° 3033).

SOCIÉTÉS CIVILES IMMOBILIÈRES. — Voir : Successions (n° 2941).**SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF.** — Voir : Impôts (n° 3107).**SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE****N° 3033** M. Jean-Louis Tinaud :*Dans un cas particulier d'absorption de plusieurs sociétés par l'une d'entre elles, date à partir de laquelle part le délai de non-négociabilité des actions.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 971.)

STATIONNEMENT**N° 3151** M. Michel de Pontbriand :*De la possibilité d'autoriser les camions affectés au ramassage du lait à stationner sur les voies publiques sans encourir de procès-verbaux.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 897.)

SUBVENTIONS. — Voir :

— Adductions d'eau (n° 3255) ;

— Incendies (n° 3153) ;

— Rapatriés (n° 3078).

SUCCESSIONS**N° 2941** M. Joseph Raybaud :*Conditions dans lesquelles sera appliqué le prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values, dans un cas particulier de succession où il s'agit de la revente, par les héritiers, de la totalité du terrain composant le patrimoine d'une ancienne société civile immobilière.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 154.)

N° 3003 M. Julien Brunhes :*Cas particulier de succession dans lequel pourrait, ou non, être appliqué le prélèvement édicté par l'article 4 de la loi du 21 décembre 1961.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 895, 896.)

N° 3146 M. Marcel Molle :*De la législation applicable à la succession d'un musulman algérien rapatrié dans la métropole et décédé, notamment en ce qui concerne les biens mobiliers lui appartenant et situés en France.*

(Justice. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 959.)

N° 3715 M. Marcel Lemaire :*Cas particulier d'une personne qui, étant mineure, dispose de ses biens par testament olographe et décède, majeure, sans avoir confirmé ses volontés.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-11-1963, p. 2409.)

Voir aussi : Impôts (n° 3002, 3140).

SUD-AVIATION**N° 3128** M. Jacques Duclos :*Au sujet du transfert à Marignane de certains services de Sud-Aviation actuellement installés à la Courneuve.*

(Armées. — J. O. Débats du 13-2-1963, p. 813.)

SURTAXE PROGRESSIVE. — Voir : Impôts (n° 2986).**SURVEILLANTS GÉNÉRAUX.** — Voir : Enseignement technique (n° 2972).**SYNDICATS DE VOIRIE.** — Voir : Cantonniers (n° 3114).**SYNDICS DE FAILLITE.** — Voir : Magistrats (n° 3085).**T****TARIFS FERROVIAIRES.** — Voir :

— Société nationale des chemins de fer français (numéros 2926, 2927).

TAXATION D'OFFICE. — Voir : Impôts (n° 2765).**TAXE COMPENSATRICE.** — Voir : Blés (n° 3166).**TAXE COMPLÉMENTAIRE.** — Voir : Impôts (n° 2986).**TAXE D'ÉQUIPEMENT.** — Voir : Impôts (n° 2916).**TAXE DE PLUS-VALUE.** — Voir : Impôts (n° 3204, 3206).**TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES.** — Voir : Impôts (n° 3063, 3066, 3107, 3108).**TAXE RADIOPHONIQUE.** — Voir : Radiodiffusion-télévision française (n° 3133).**TAXE A LA VALEUR AJOUTÉE.** — Voir : Impôts (n° 3079).

TEMPLIERS. — Voir : *Recherches historiques* (n° 3072).

TERRORISME

N° 3380 M. Jean Bertaud :

De l'opportunité d'étendre le droit à une pension de victime civile aux personnes ayant subi des dommages corporels, par voie indirecte, à la suite d'attentats au plastic.

(Anciens combattants et victimes de guerre. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2014.)

TIERS PROVISIONNEL. — Voir : *Impôts* (n° 3177, 3198).

TIMBRES-POSTE

N° 2930 M. Francis Le Basser :

Moyens comptables dont dispose les villes, qui ne bénéficient pas de la franchise postale, pour se procurer des timbres-poste.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 952.)

TRANSPORTS PRIVÉS

N° 3058 M. Roger Lagrange :

De l'opportunité qu'il y aurait de mettre à l'étude en vue d'une solution rapide les revendications formulées par la Fédération nationale des chauffeurs routiers, et en particulier le statut de chauffeur routier.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 822.)

TRANSPORTS

N° 3217 M. Victor Golvan :

De l'opportunité de faciliter le transport collectif des marins pêcheurs entre le port où est vendu le poisson et leur domicile.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1420.)

N° 3279 M. Jean Bertaud :

Etat d'avancement des travaux d'équipement de la ligne de métro n° 1, modifications des stations et équipement des voitures.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1058.)

N° 3318 M. Jean Bertaud :

Des conditions dans lesquelles sont mises à la disposition des services de sécurité routière les équipes de secouristes de la Croix-Rouge qui assurent bénévolement le dimanche la tenue des postes de secours.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-5-1963, p. 1076.)

N° 3320 M. Auguste Pinton :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement a différé la publication au Journal officiel de l'arrêté portant majoration du tarif routier de base.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1012.)

N° 3385 M. René Jager :

De l'opportunité d'abroger la réglementation, basée sur une loi de guerre du 15 octobre 1940, concernant les services de transit par autocar à travers la France.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 21-6-1963, p. 1420.)

N° 3458 M. Louis Courroy :

Conditions de vente d'un avion à une société anonyme française, dont le président n'est pas français.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1657, 1658.)

N° 3491 Mme Renée Dervaux :

De l'opportunité d'accorder des subventions exceptionnelles pour les transports des enfants en colonies de vacances, en cas de hausse des tarifs.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2034.)

TRANSPORTS (suite.)

N° 3524 Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité d'établir rapidement un statut du « chauffeur routier » assorti de garanties d'ordre professionnel et social.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-7-1963, p. 1922.)

N° 3572 Mme Marie-Hélène Cardot :

Situation, au point de vue de la réglementation des transports routiers, d'un commerçant qui effectue des transports pour les besoins de son activité professionnelle.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-9-1963, p. 2034, 2035.)

TRANSPORTS ROUTIERS. — Voir :

- *Société nationale des chemins de fer français* (n° 3068) ;
- *Transports* (n° 3320, 3524).

TRAVAIL A DOMICILE. — Voir : *Travailleurs handicapés* (n° 3096).

TRAVAILLEURS ETRANGERS

N° 3303 M. Louis Namy :

De l'opportunité d'accorder des facilités aux travailleurs italiens en France pour leur permettre de participer aux élections législatives dans leur pays.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-5-1963, p. 1000 et 1001.)

TRAVAILLEURS HANDICAPES

N° 3096 M. Roger Menu :

De la possibilité de développer le travail à domicile des travailleurs handicapés en accordant certains avantages aux employeurs favorisant eux-mêmes cette mesure.

(Travail. — J. O. Débats du 20-2-1963, p. 898.)

N° 3097 M. Roger Menu :

Du nombre de « centres d'aide par le travail », « d'ateliers protégés » et de « centres de distribution » fonctionnant actuellement en faveur des travailleurs handicapés.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1963, p. 213.)

N° 3737 M. Michel de Pontbriand :

Délai de publication de l'arrêté pris en application de la loi du 23 novembre 1957 sur le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

(Travail. — J. O. Débats du 8-11-1963, p. 3310.)

TRIBUNAUX CANTONAUX — Voir : *Collectivités locales* (n° 3180).

TRIBUNAUX D'INSTANCE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 3180).

TUNISIE

N° 3102 M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des industriels et commerçants français résidant en Tunisie et à qui les autorités locales refusent le renouvellement de leur carte professionnelle.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 15-2-1963, p. 852.)

N° 3389 M. Maurice Carrier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des Français de Tunisie victimes des inondations de Gabès.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1315.)

N° 3390 M. Maurice Carrier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des Français de Tunisie dont les propriétés ont été cédées au Gouvernement tunisien après les incidents de Bizerte de juillet 1961.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1315.)

V

VACCINATION ANTIAPHTEUSE

N° 3155 M. Lucien Grand :

De la possibilité, pour l'Etat, de prendre à sa charge les frais de la vaccination antiaphteuse obligatoire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-4-1963, p. 966, 967.)

VALIDATION DE SERVICES. — Voir : Pensions de retraite (n° 3048, 3121).

VEHICULES AUTOMOBILES

N° 3359 M. Marcel Boulangé :

Réglementation concernant la validité en France des permis de conduire délivrés dans les anciens territoires d'outre-mer et pays du protectorat.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1712.)

VENTES AU DETAIL

N° 3110 M. Alain Poher :

Critères qui permettent de différencier les ventes « au détail » et les ventes en « gros » dans le cas des commerçants qui pratiquent systématiquement des remises parfois importantes à leurs clients sur les prix marqués.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 954.)

VICTIMES DE GUERRE

N° 3020 M. Pierre Mathey :

Au sujet des problèmes difficiles et pénibles que pose l'indemnisation des victimes des persécutions national-socialistes, en ce qui concerne notamment la détermination précise et équitable des bénéficiaires.

(Anciens combattants et victimes de guerre. — J. O. Débats du 25-1-1963, p. 152, 153.)

N° 3655 M. Bernard Chochoy :

Date d'application de l'accord interministériel accordant aux déportés et internés le bénéfice de la retraite vieillesse du régime général à l'âge de 60 ans.

(Travail. — J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2141.)

N° 3689 M. Raymond Boin :

Situation, par rapport à la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, des personnes ayant subi, au cours de la guerre, des mesures de contrainte au travail dans des usines prioritaires consacrées à l'effort de guerre de l'Allemagne.

(Anciens combattants et victimes de guerre. — J. O. Débats du 14-11-1963, p. 2355.)

N° 3713 M. Jean Bardol :

Modalités d'application du décret du 9 septembre 1961, concernant les demandes de titres D. I. R. et I.

(Anciens combattants et victimes de guerre. — J. O. Débats du 22-11-1963, p. 2736.)

N° 3811 M. Raymond Bossus :

De l'opportunité de prendre des mesures en faveur des anciens déportés pour une retraite anticipée.

(Anciens combattants et victimes de guerre. — J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3055.)

VIEILLARDS

N° 3017 M. Georges Rougeron :

Au sujet du décès, à l'hospice de Bicêtre, d'un vieillard qui couchait dans un grenier sous les toits sans plafonnement.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 10-1-1963, p. 49.)

N° 3539 M. André Méric :

De l'opportunité d'indexer sur le S. M. I. G., à la fois le montant de l'allocation vieillesse et le montant des ressources du fonds national de solidarité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 12-7-1963, p. 1672.)

N° 3540 M. Lucien Grand :

De l'opportunité de faire rembourser par la sécurité sociale les frais de soins donnés aux vieillards malades hébergés dans un hospice.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 23-7-1963, p. 1796.)

Voir : Impôts (n° 3447).

VINS

N° 3165 M. Jean Lacanuet :

De la possibilité pour un négociant métropolitain de recevoir en France des vins d'Algérie achetés hors contingent, et de les dédouaner dans les ports d'arrivée en présentant à due concurrence des transferts de compensation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-3-1963, p. 955.)

N° 3432 M. Marcel Legros :

De l'opportunité d'une simplification des déclarations d'arrachage des vignes, prévues par l'art. 37 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1945.)

N° 3384 Mme Suzanne Crémieux :

Des difficultés d'application de la réglementation concernant les droits de compensation créés dans le cadre de la campagne viticole 1961-1962.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1963, p. 1945.)

Z

ZONES D'ABATTEMENT. — Voir : Zones de salaires (n° 3158).

ZONES D'ACTION RURALE. — Voir : Action rurale (n° 3000).

ZONES DE SALAIRES

N° 3052 M. Amédée Bouquerel :

De l'imposition qui frappe actuellement les travailleurs salariés du fait du maintien des zones de salaires.

(Travail. — J. O. Débats du 6-2-1963, p. 498.)

N° 3158 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à des taux d'abattement comme ceux en vigueur depuis quelque temps dans le département de la Haute-Garonne.

(Travail. — J. O. Débats du 14-2-1963, p. 821, 822.)

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions écrites ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963.

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
A				
ABEL-DURAND	3711	Construction	23-10-63	2140
	3710	Sécurité sociale	30-10-63	2195
Philippe d'ARGENLIEU.....	3138	Charbon	20- 3-63	956-957
	3137	Permis d'inhumér.....	20- 3-63	959
	3647	Charbon	5- 9-63	2025
André ARMENGAUD.....	3078	Rapatriés	12- 1-63	68
	2959	Pensions de retraite.....	25- 1-63	154
	2970	Casier judiciaire.....	25- 1-63	156
	2987	Algérie	30- 1-63	211
	2947	Rapatriés	30- 1-63	211
	3102	Tunisie	15- 2-63	852
	3160	Maroc	20- 3-63	947
	3099	Rapatriés	20- 3-63	960
	2400	Rentes viagères.....	9- 4-63	970
	3274	Pensions de retraite.....	1- 5-63	999
	3441	Impôts	5- 7-63	1600
	3267	Rapatriés	5- 7-63	1601-1602
	3599	Impôts	2-10-63	2053-2054
	3678	Sécurité sociale.....	2-10-63	2058
	3701	Impôts	23-10-63	2141
	3805	Sécurité sociale.....	5-12-63	3063
	3834	Algérie	18-12-63	3230
B				
Octave BAJEUX.....	3470	Bourses d'enseignement.....	3- 7-63	1482-1483
	3554	Impôts	2-10-63	2053
Clément BALESTRA.....	3100	Fonctionnaires	22- 5-63	1115
	3374	Constructions scolaires.....	12- 6-63	1314
	3575	Beaux-Arts	19- 7-63	1750
	3755	Artisans	14-11-63	2357-2358
Jean BARDOL.....	3250	Charbonnages de France.....	9- 4-63	974
	3251	Distinctions honorifiques.....	1- 5-63	997
	3249	Charbonnages de France.....	29- 5-63	1147
	3747	Mineurs de fond.....	31-10-63	2233
	3713	Victimes de guerre.....	22-11-63	2736
	3749	Mineurs de fond.....	4-12-63	3056
	3748	Maladies professionnelles.....	5-12-63	3063-3064
	3752	Mineurs de fond.....	5-12-63	3064
	3750	Mineurs de fond.....	6-12-63	3070

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Edmond BARRACHIN.....	3471	Algérie	30-10-63	2194
Maurice BAYROU.....	3005	Impôts	25- 1-63	155
	3837	Fonctionnaires	6-12-63	3070
Daniel BENOIST.....	3427	Impôts	12- 6-63	1319
	3558	Pensions de retraite.....	26- 7-63	1946
	3573	Impôts	5- 9-63	2023
	3428	Sécurité sociale.....	5- 9-63	2028
Lucien BERNIER	2976	Emprunts	25- 1-63	154-155
Jean BERTAUD	3112	Société nationale des chemins de fer français..	14- 2-63	821
	3111	Fonctionnaires	20- 3-63	957
	3306	Infirmes	1- 5-63	999-1000
	3330	Fonctionnaires	8- 5-63	1013
	3279	Transports	15- 5-63	1058
	3318	Transports	17- 5-63	1076
	3361	Collectivités locales	17- 5-63	1077
	3322	Economiquement faibles	29- 5-63	1147
	3321	Aveugles	29- 5-63	1147-1148
	3449	Collectivités locales	26- 6-63	1444
	3439	Enseignement privé	5- 7-63	1601
	3379	Société nationale des chemins de fer français..	5- 7-63	1602
	3353	Enseignement	12- 7-63	1669
	3557	Manifestations publiques	19- 7-63	1752
	3380	Terrorisme	5- 9-63	2014
	3574	Enseignement	5- 9-63	2017
	3526	Pêches maritimes	5- 9-63	2034
	3757	Sécurité sociale	31-10-63	2234
	3783	Fonctionnaires	29-11-63	3032
Roger BESSON	3417	Enseignement	3- 7-63	1482
BETHOUART (général)	3639	Maroc	2-10-63	2046
Auguste BILLIEMAZ	2481	Rentes viagères	9- 4-63	970-971
Raymond BOIN	3311	Barres (école forestière des).....	9- 4-63	967-968
	3233	Médecins	9- 4-63	978
	2814	Anciens combattants	5- 9-63	2013-2014
	3496	Sécurité sociale	5- 9-63	2028-2029
	3689	Victimes de guerre.....	14-11-63	2355
Edouard BONNEFOUS	3079	Impôts	25- 1-63	156
	2975	Impôts	12- 6-63	1315
Jacques BORDENEUVE	3085	Magistrats	25- 1-63	156-157
	3245	Revision des baux.....	20- 3-63	959
	3297	Magistrats	9- 4-63	976
	3298	Magistrats	9- 4-63	976
	3004	Magistrats	15- 5-63	1057
	3507	Fonctionnaires	10- 7-63	1656
	3457	Impôts	12- 7-63	1671
	3457	Impôts	5- 9-63	2026
	3878	Loyers	21-12-63	3260
Raymond BOSSUS	3129	District de Paris	2- 2-63	371
	3119	Etablissements hospitaliers	22- 2-63	938-939
	3231	Impôts	1- 5-63	996
	3356	Construction	17- 5-63	1076
	3232	Décentralisation	5- 6-63	1192
	3502	Parents d'élèves	10- 7-63	1655
	3237	Anciens combattants	5- 9-63	2019
	3355	Anciens combattants	2-10-63	2048
	3810	Collectivités locales	8-11-63	2310
	3811	Victimes de guerre.....	4-12-63	3055
Marcel BOULANGE	2944	Enseignement	10- 1-63	48
	2966	Collectivités locales	25- 1-63	154
	3460	Anciens combattants	21- 6-63	1419
	3359	Véhicules automobiles	17- 7-63	1712
	3568	Algérie	2-10-63	2056
	3759	Algérie	8-11-63	2310
Amédée BOUQUEREL.....	3077	Impôts	17- 1-63	101
	3052	Zones de salaires.....	6- 2-63	498
	3187	Pensions de retraite.....	20- 3-63	951
	3153	Incendie	20- 3-63	957-958
	3696	Collectivités locales.....	8-11-63	2309-2310
	3880	Anciens combattants.....	11-12-62	3120
	3881	Distinctions honorifiques.....	11-12-63	3120

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Jean-Eric BOUSCH.....	3199	Anciens combattants.....	1- 5-63	991
Marcel BREGEGERE.....	3478	Sécurité sociale.....	17- 7-63	1711
Joseph BRAYARD.....	3312	Sécurité sociale.....	22- 5-63	1114-1115
	3285	Sécurité sociale.....	5- 7-63	1600
Martial BROUSSE.....	3023	Anciens combattants.....	23- 1-63	126
	3002	Impôts.....	25- 1-63	155
	3147	Remembrement.....	8- 5-63	1012
	3561	Baux ruraux.....	5- 9-63	2013
	3411	Remembrement rural.....	2-10-63	2046
	3764	Remembrement rural.....	5-12-63	3063
	3763	Baux ruraux.....	11-12-63	3120
Julien BRUNHES.....	3003	Successions.....	20- 2-63	895-896
Robert BRUYNEEL.....	3130	Clauses d'indexation.....	15- 2-63	852
	3342	Premier ministre.....	12- 6-63	1314
	3492	Calamités agricoles.....	10- 7-63	1655
	3493	Algérie.....	25- 7-63	1921
	3617	Fonctionnaires.....	5 -9-63	2012
C				
Roger CARCASSONNE.....	3142	Congés.....	20- 2-63	898
	3404	Impôts.....	26- 6-63	1443
	3688	Riz.....	18-10-63	2116
Marie-Hélène CARDOT.....	3043	Fonctionnaires.....	12- 1-63	68
	3056	Chauffage central.....	17- 1-63	101
	2765	Impôts.....	25- 1-63	153
	2694	Mutilés.....	30- 1-63	211
	2954	Rapatriés.....	30- 1-63	211
	3061	Armée.....	14- 2-63	819
	3012	Impôts.....	20- 2-63	896
	3169	Postes et télécommunications.....	20- 2-63	897-898
	3214	Construction.....	20- 3-63	949
	3163	Pensions de retraite.....	20- 3-63	955
	3213	Crédit immobilier.....	9 -4-63	969
	3040	Impôts.....	9 -4-63	971-972
	3234	Armée.....	9 -4-63	974
	3296	Cinéma.....	9 -4-63	974-975
	3284	Fonctionnaires.....	9 -4-63	977
	2939	Impôts.....	1- 5-63	994
	3347	Fonctionnaires.....	17- 5-63	1077
	3414	Pensions de retraite.....	5- 6-63	1191
	3346	Impôts.....	12- 6-63	1318
	3415	Prestations familiales.....	12- 6-63	1319
	3413	Loyers.....	13- 6-63	1334
	3412	Fonctionnaires.....	13- 6-63	1334
	3464	Postes et télécommunications.....	10- 7-63	1656-1657
	3416	Impôts.....	12- 7-63	1671
	3473	Collectivités locales.....	19- 7-63	1751
	3524	Transports.....	25- 7-63	1922
	3349	Impôts.....	5- 9-63	2020
	3434	Impôts.....	5- 9-63	2021
	3499	Impôts.....	5- 9-63	2022
	3626	Pensions de retraite.....	5- 9-63	2024
	3662	Magistrats.....	5- 9-63	2026
	3603	Fonctionnaires.....	5- 9-63	2026
	3542	Sécurité sociale.....	5- 9-63	2029-2030
	3624	Sécurité sociale.....	5- 9-63	2032
	3572	Transports.....	5- 9-63	2034-2035
	3518	Coopératives agricoles.....	2-10-63	2047
	3625	Impôts.....	2-10-63	2054
	3677	Pensions de retraite.....	4-10-63	2065
	3087	Anciens combattants.....	16-10-63	2108-2109
	3429	Impôts.....	23-10-63	2140-2141
	3676	Pensions de retraite.....	30-10-63	2194-2195
	3741	Pension d'invalidité.....	6-11-63	2279-2280
	3784	Construction.....	20-11-63	2015-2016
	3836	Loyers.....	28-11-63	2960
	3779	Collectivités locales.....	28-11-63	2960-2961

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Maurice CARRIER.....	3309	Fonctionnaires	1- 5-63	990
	3299	Algérie	15- 5-63	1055
	3389	Tunisie	12- 6-63	1315
	3390	Tunisie	12- 6-63	1315
	3388	Algérie	5- 9-63	2011
Michel CHAMBLEDOUX.....	3350	Collectivités locales.....	8- 5-63	1013
Marcel CHAMPEIX.....	3500	Impôts	2-10-63	2052
	3766	Primes d'équipement.....	14-11-63	2356-2357
Maurice CHARPENTIER.....	3652	Infirmes	5- 9-63	2033
Adolphe CHAUVIN.....	3462	Construction	5- 7-63	1601
	3566	Loyers	19- 7-63	1751
	3501	Fonctionnaires	5- 9-63	2012
	3618	Fonctionnaires	5- 9-63	2018-2019
Paul CHEVALLIER.....	3157	Impôts	12- 6-63	1316
Robert CHEVALIER.....	3364	Impôts	12- 6-63	1318
	3365	Impôts	12- 6-63	1318
Bernard CHOCHOY.....	3049	Sécurité sociale.....	12- 1-63	68-69
	3067	Impôts	22- 2-63	937-938
	3190	Armée	20- 3-63	948-949
	3307	Armée	9- 4-63	968
	3167	Crédit coopératif foncier.....	9- 4-63	972
	3269	Crédit coopératif foncier.....	1- 5-63	996
	3396	Fonctionnaires	5- 7-63	1600
	3655	Victimes de la guerre.....	23-10-63	2141
	3806	Loyers	22-11-63	2737
	3827	Fonctionnaires	21-12-63	3259-3260
Emile CLAPAREDE.....	3343	Enseignement	1- 5-63	991
	3765	Sécurité sociale.....	28-11-63	2961
Georges COGNIOT.....	2747	Questions écrites.....	10- 1-63	48
	2972	Enseignement technique.....	10- 1-63	48
	3007	Enseignement	23- 1-63	126
	3154	Constructions scolaires.....	21- 2-63	916
	3103	Constructions scolaires.....	20- 3-63	950
	3182	Enseignement professionnel.....	20- 3-63	950
	3287	O. T. A. N.	9- 4-63	966
	3272	Constructions scolaires.....	9- 4-63	969-970
	2977	Enseignement	1- 5-63	992
	3104	Constructions scolaires.....	1- 5-63	992
	3105	Constructions scolaires.....	1- 5-63	992
	3178	Enseignement	1- 5-63	992
	3271	Enseignement	1- 5-63	993
	3179	Collectivités locales.....	1- 5-63	997
	3341	Ramassage scolaire.....	15- 5-63	1056
	3392	Fonctionnaires	12- 6-63	1315
	3483	Enseignement privé.....	12- 7-63	1669
	3528	Constructions scolaires.....	23- 7-63	1795
	3495	Enseignement	5- 9-63	2014-2015
	3527	Enseignement	5- 9-63	2015
	3530	Enseignement	5- 9-63	2015
	3533	Enseignement	5- 9-63	2015
	3534	Enseignement	5- 9-63	2015-2016
	3535	Enseignement	5- 9-63	2016
	3536	Enseignement	5- 9-63	2016
	3537	Enseignement	5- 9-63	2016
	3538	Enseignement	5- 9-63	2016
	3584	Enseignement	5- 9-63	2017-2018
	3585	Enseignement	5- 9-63	2018
	3586	Enseignement	5- 9-63	2018
	3619	Constructions scolaires.....	5- 9-63	2019
	3531	Enseignement	2-10-63	2050
	3228	Retraites	2-10-63	2051
	3709	Enseignement	18-10-63	2116
	3712	Enseignement technique.....	6-12-63	3070
André COLIN.....	3253	Collectivités locales.....	9- 4-63	975
	3871	Collectivités locales.....	11-12-63	3122
	3872	Collectivités locales.....	11-12-63	3122
	3873	Collectivités locales.....	11-12-63	3122
	3875	Collectivités locales.....	11-12-63	3122
	3876	Collectivités locales.....	11-12-63	3122

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Yvon COUDE DU FORESTO	3326	Constructions scolaires	1- 5-63	993	
	3338	Collectivités locales	15- 5-63	1057	
	3455	Impôts	5- 7-63	1601	
	3490	Sécurité sociale	10- 7-63	1657	
Antoine COURRIERE	3011	Impôts	25- 1-63	155	
	2755	Impôts	20- 3-63	951-952	
	3057	Impôts	20- 3-63	953	
	3481	Ponts et chaussées	5- 9-63	2033	
	3684	Impôts	15-11-63	2408	
	2466	Fonctionnaires	11-12-63	3121	
Louis COURROY	2904	Fonds de commerce	20- 3-63	952	
	3131	Impôts	9- 4-63	972	
	3201	Impôts	9- 4-63	973	
	3224	Impôts	12- 6-63	1316-1317	
	3394	Impôts	12- 6-63	1319	
	3435	Impôts	26- 6-63	1443	
	3436	Impôts	26- 6-63	1443-1444	
	3458	Transports	10- 7-63	1657-1658	
	3705	Impôts	15-11-63	2408-2409	
	Maurice COUTROT	3091	Eau potable	30- 1-63	213-214
3673		Fonctionnaires	2-10-63	2045	
3723		Construction	23-10-63	2140	
Suzanne CREMIEUX	3317	Sécurité sociale	1- 5-63	1001	
	3384	Vins	26- 7-63	1945	
D					
Etienne DAILLY	3045	Sécurité sociale	20- 3-63	946-947	
	3181	Droit de reprise	20- 3-63	947	
	3139	Enseignement	20- 3-63	950	
	3161	Pensions de retraite	20- 3-63	955	
	2902	Impôts	9- 4-63	971	
	3276	Pensions de retraite	1- 5-63	990	
	3405	Algérie	22- 5-63	1113	
	3270	Sécurité sociale	22- 5-63	1114	
	3419	Fonctionnaires	13- 6-63	1334	
	3553	Coopératives agricoles	19- 7-63	1750-1751	
	3556	Coopératives agricoles	19- 7-63	1751	
	3504	Fonctionnaires	23- 7-63	1795	
	3547	Anciens combattants	5- 9-63	2011	
	3562	Pensions de retraite	5- 9-63	2023	
	3636	Santé publique	5- 9-63	2027	
	3510	Baux ruraux	2-10-63	2047	
	3277	Rapatriés	2-10-63	2051-2052	
	3663	Retraites	2-10-63	2055	
	3686	Algérie	2-10-63	2056	
	3672	Nantissement	2-10-63	2056	
	3832	Marques	5-12-63	3064	
	3803	Bourses d'enseignement	6-12-63	3070	
	3801	Algérie	11-12-63	3121-3122	
	3866	Nantissement	11-12-63	3122	
	3849	Expropriation	18-12-63	3231	
	Léon DAVID	3093	Halles centrales	20- 2-63	895
		3304	Fonctionnaires	1- 5-63	998
3305		Fonctionnaires	1- 5-63	998	
3387		Maroc	5- 6-63	1191	
3687		Maroc	18-10-63	2117	
Jean DEGUISE	3485	Fonctionnaires	5- 7-63	1601	
Roger DELAGNES	3220	Calamités agricoles	5- 7-63	1600	
Jacques DELALANDE	3115	Protection de l'enfance	14- 2-63	819	
	3319	Fonctionnaires	1- 5-63	998	
	3329	Calamités agricoles	15- 5-63	1055	
Claudius DELORME	3185	Hygiène scolaire et universitaire	20- 3-63	950-951	
	3546	Abattoirs	23- 7-63	1795	
	3724	Impôts	15-11-63	2409	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Renée DERVAUX	3162	Entreprises pseudo-philanthropiques	20- 2-63	899
	3406	Collectivités locales	6- 6-63	1223
	3511	Collectivités locales	23- 7-63	1796
	3512	Collectivités locales	23- 7-63	1796
	3583	Enseignement	5- 9-63	2017
	3653	Enseignement	5- 9-63	2019
	3633	Collectivités locales	5- 9-63	2025-2026
	3491	Transports	5- 9-63	2034
	3720	Loubet (Affaire)	18-10-63	2117
	Marc DESACHE	3301	Collectivités locales	1- 5-63
Paul DRIANT	3734	Impôts	15-11-63	2409
Emile DUBOIS	3331	Pensions de retraite	8- 5-63	1013-1014
	3630	Fonctionnaires	5- 9-63	2026
Jacques DUCLOS	3128	Sud-Aviation	13- 2-63	813
	3101	Constructions scolaires	20- 3-63	949-950
	3194	Collectivités locales	20- 3-63	956
	3116	Licenciements	20- 3-63	960-961
	3252	Armée	9- 4-63	968-969
	3286	Enseignement technique	9- 4-63	970
	3383	Enseignement	29- 5-63	1146-1147
	3377	Déportés	26- 6-63	1442
	3407	Algérie	3- 7-63	1483
	3408	Anciens combattants	12- 7-63	1669
	3446	S. N. C. F.	19- 7-63	1752
	3210	Radio-télé française	23-10-63	2139
	3703	Anciens combattants	6-11-63	2279
	André DULIN	3340	Agriculture	22- 5-63
Emile DURIEUX	3469	Officiers ministériels	21- 6-63	1419
	3595	Mineurs de fond.	5- 9-63	2024-2025
	3807	Réforme judiciaire	14-11-63	2357
Adolphe DUTOIT	3200	Enseignement technique	9- 4-63	969
	3094	Anciens combattants	5- 7-63	1602
	3513	Pollution atmosphérique	5- 9-63	2024
	3378	Sécurité sociale	5- 9-63	2027-2028
	3706	Sécurité sociale	18-10-63	2118
E				
Jean ERRECART	3422	Pollution atmosphérique	12- 6-63	1320
Yves ESTEVE	3053	Impôts	22- 2-63	937
	3156	Politique économique	1- 5-63	998
	3440	Loyers	10- 7-63	1656
	3391	Impôts	12- 7-63	1670
	3489	Impôts	5- 9-63	2021-22
	3649	Impôts	2-10-63	2055
	3667	Loyers	18-10-63	2117
F				
Max FLECHET	3395	Impôts	12- 7-63	1670
André FOSSET	3333	Fonctionnaires	1- 5-63	990
	3448	Collectivités locales	13- 6-63	1334
	3580	Fonctionnaires	27- 7-63	2000-01
	3753	Fonctionnaires	11-12-63	3119-20
Jean-Louis FOURNIER	2744	Anciens combattants	20- 3-63	947
	3328	Sécurité sociale	1- 5-63	1000
	3629	Santé publique	23-10-63	2141

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
G				
Jacques GADOIN	3675	Médecins	2-10-63	2057
Pierre GARET	3348	Sécurité sociale	29- 5-63	1148
	2913	Contrat de travail.....	5- 9-63	2027
François GIACOBBI	3522	Impôts	15-11-63	2407
Victor GOLVAN	3000	Action rurale	25- 1-63	157
	2472	Rentes viagères	9- 4-63	970
	3438	Maroc	12- 6-63	1320
	3217	Transports	21- 6-63	1420
	3845	Automobiles	4-12-63	3056
Lucien GRAND	3155	Vaccination antiaphteuse	9- 4-63	966-967
	3244	Fonctionnaires	9- 4-63	974
	3540	Vieillards	23- 7-63	1796
	3560	Aveugles	5- 9-63	2030-31
	3569	Sécurité sociale	5- 9-63	2031
	3791	Sécurité sociale	20-11-63	2615
	3792	Sécurité sociale	20-11-63	2615
	3795	Sécurité sociale	20-11-63	2615
	3796	Sécurité sociale	6-12-63	3069
Louis GROS	3316	Fonctionnaires	15- 5-63	1055
	3334	Pensions de retraite.....	12- 6-63	1314
Paul GUILLAUMOT	3593	Epizooties	5- 9-63	2013
	3594	Elevage	2-10-63	2047
Louis GUILLOU.....	3092	Pensions de retraite.....	30- 1-63	213
	3070	Impôts	20- 3-63	953
	3430	Loyers	28- 6-63	1461
	3461	Loyers	10- 7-63	1656
	3829	Fonctionnaires	22-11-63	2736
	3830	Collectivités locales.....	29-11-63	3032
	3828	Sécurité sociale	11-12-63	3120
Raymond GUYOT.....	3280	Mongolie	6- 6-63	1222-1223
H				
Roger du HALGOUET.....	3059	Aide sociale.....	14- 2-63	820
	3060	Aide socialc.....	14- 2-63	821
	3354	Remembrement	17- 7-63	1711
Yves HAMON.....	3815	Collectivités locales.....	29-11-63	3032
	3816	Fonctionnaires	4-12-63	3055
Jacques HENRIET.....	3149	Responsabilité de l'Etat.....	14- 2-63	819-820
	3192	Etablissements hospitaliers.....	20- 3-63	961
	3266	Etablissements hospitaliers.....	9- 4-63	977-978
	3363	Pensions de retraite.....	15- 5-63	1055
Emile HUGUES.....	3098	Impôts	20- 3-63	954
	3204	Impôts	9- 4-63	973
	3382	Code de la route.....	12- 6-63	1320
	3523	Impôts	2-10-63	2052
J				
René JAGER	3385	Transports	21- 6-63	1420
Eugène JAMAIN	3044	Impôts	21- 2-63	916
	3622	Impôts	2-10-63	2054
	3623	Impôts	2-10-63	2054
	3644	Impôts	2-10-63	2055

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Léon JOZEAU-MARIGNÉ.....	2986	Impôts	6- 2-63	498
	3168	Construction	20- 3-63	949
	2985	Impôts	20- 3-63	953
	3468	Impôts	12- 7-63	1671
	3669	Enseignement	2-10-63	2051
	3611	Prestations familiales	2-10-63	2057
	3718	Dommages de guerre.....	23-10-63	2140
Louis JUNG	3525	Canaux	11-10-63	2086
K				
Paul-Jacques KALB	3854	Algérie	11-12-63	3122
Michel KAUFFMANN	3451	Retraites	28- 6-63	1462
	3450	Sécurité sociale	5- 7-63	1599
L				
Roger Lachèvre.....	3409	Impôts	12- 7-63	1670
Jean DE LACHOMETTE.....	3487	Masseurs	6- 6-63	1223
Bernard LAFAY.....	2916	Impôts	25- 1-63	153-154
	3339	Hygiène publique.....	15- 5-63	1057
	3657	O. N. U.....	2-10-63	2046
	3631	Construction	2-10-63	2049
	3754	Drapeau	4-12-63	3055
	3848	Construction	11-12-63	3121
Roger LAGRANGE.....	3058	Transports privés.....	14- 2-63	822
	3386	Sécurité sociale.....	29- 5-63	1148
	3591	Pensions de retraite.....	25- 7-63	1922
	3592	Fonctionnaires	5- 9-63	2026-2027
	3679	Infirmes	2-10-63	2058
	3702	Prestations familiales.....	18-10-63	2117-2118
Maurice LALLOY.....	3222	Collectivités locales.....	1- 5-63	996
	3366	Afrique noire.....	5- 6-63	1191
	3543	Impôts	2-10-63	2052-2053
Marcel LAMBERT.....	2984	Impôts	25- 1-63	155
	3018	Impôts	20- 2-63	896
	3397	Impôts	5- 9-63	2020-2021
	3761	Sécurité sociale.....	6-11-63	2280
	3788	Fonctionnaires	22-11-63	2736
Georges LAMOUSSE.....	3256	Calamités agricoles.....	8- 5-63	1013
	3517	Anciens combattants.....	2-10-63	2048-2049
	3699	Enseignement technique.....	4-10-63	2065
	3774	Enseignement technique.....	14-11-63	2356
Adrien LAPLACE.....	3242	Rapatriés	9- 4-63	976
	3243	Aide sociale.....	9- 4-63	977
	3313	Rapatriés	29- 5-63	1147
	3314	Rapatriés	12- 6-63	1319
	3690	Retraites	4-10-63	2065
Charles LAURENT-THOUVEREY.....	3121	Pensions de retraite.....	2- 2-63	372
	3202	Enseignement	9- 4-63	969
	3360	Impôts	12- 6-63	1318
Arthur LAVY.....	3183	Allocation temporaire d'invalidité.....	20- 3-63	956
	3143	Impôts	9- 4-63	972
	3184	Collectivités locales.....	9- 4-63	973
	3665	Impôts	15-11-63	2407
Francis LE BASSER.....	2572	Indemnité de résidence.....	25- 1-63	153
	2930	Timbres-poste	20- 3-63	952
	2929	Collectivités locales.....	9- 4-63	971
	3368	Débts de boissons.....	12- 6-63	1318-1319
	3570	Impôts	2-10-63	2053

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Edouard LE BELLEGOU.....	3358	Fonctionnaires	17- 5-63	1076
	3707	Sécurité sociale.....	31-10-63	2233-2234
Jean LECANUET.....	3125	Légion d'honneur.....	13- 2-63	813
	3165	Vins	20- 3-63	955
	3037	Allocation temporaire d'invalidité.....	20- 3-63	957
	3189	Magistrats	20- 3-63	959
	3505	Collectivités locales.....	12- 7-63	1672
	3506	Collectivités locales.....	19- 7-63	1751-1752
	3578	Enseignement	27- 7-63	2000
	3579	Enseignement	5- 9-63	2017
	3598	Enseignement	5- 9-63	2018
	3577	Enseignement	18-10-63	2116
	3576	Enseignement	23-10-63	2139-2140
	3295	Aide sociale.....	6-11-63	2280
	3739	Fonctionnaires	14-11-63	2356
Modeste LEGOUÉZ.....	3166	Blés	9- 4-63	967
	3132	Groupes mobiles de sécurité.....	9- 4-63	975
	3203	Caisses d'épargne.....	1- 5- 63	994
	3208	Impôts	1- 5- 63	995
	3682	Armée	2-10-63	2049
Marcel LEGROS.....	3431	Sécurité sociale.....	21- 6-63	1419
	3432	Vins	26- 7-63	1945
Marcel LEMAIRE.....	3223	Sapeurs-pompiers	20- 3-63	958
	3638	Impôts	2-10-63	2055
	3715	Successions	15-11-63	2409
Etienne LE SASSIER-BOISAUNE.	3171	Blés	20- 3-63	947
	3608	Produits pétroliers.....	5- 9-63	2025
François LEVACHER.....	3050	Anciens combattants.....	20- 3-63	948
	3329	Moutons	15- 5-63	1055
	3372	Permissions militaires.....	15- 5-63	1055-1056
	3336	Moutons	15- 5-63	1056
Paul LEVEQUE.....	3420	Impôts	12- 6-63	1319
Robert LIOT.....	3034	Impôts	25- 1-63	156
	3113	Fonctionnaires	13- 2-63	812-813
	3140	Impôts	20- 3-63	955
	3275	Barres (école forestière des).....	9- 4-63	967
	3084	Impôts	12- 6-63	1316
	3424	Impôts	26- 6-63	1443
	3465	Médecins	26- 6-63	1444
	3425	Remembrement	12- 7-63	1671
	3447	Impôts	26- 7-63	1945
	3484	Impôts	5- 9-63	2021
	3860	Sapeurs-pompiers	4-12-63	3056
Jean-Marie LOUVEL.....	3582	Fonctionnaires	26- 7-63	1944
	3587	Sécurité sociale.....	5- 9-63	2031-2032
M				
Pierre MARCILHACY.....	2948	Protection de l'enfance.....	17- 5-63	1077
	3426	Emprunts	26- 6-63	1443
	3606	Chasse	4-10-63	2064-2065
Georges MARIE-ANNE.....	3006	Enseignement	10- 1-63	48
	3164	Construction	20- 3-63	949
	3300	Fonctionnaires	15- 5-63	1056
	3627	Légion d'honneur	5- 9-63	2012-2013
	3664	Fonctionnaires	2-10-63	2058
André MAROSELLI.....	3172	Sapeurs-pompiers	20- 3-63	958
	3211	Maires	20- 3-63	958
	3229	Armée	9- 4-63	968
	3607	Conventions collectives.....	5- 9-63	2032
	3681	Fonctionnaires	2-10-63	2056-2057
	3804	Sécurité sociale	21-11-63	2672

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Jacques MASTEAU	3198	Impôts	20- 3-63	956
Pierre MATHEY	3020	Victimes de la guerre.....	25- 1-63	152-153
	3225	Impôts	9- 4-63	973
Jacques MENARD	3025	Aide sociale	14- 2-63	820
	3456	Algérie	3- 7-63	1481
	3628	Logement	5- 9-63	2032
André MERIC	2957	Sécurité sociale	10- 1-63	49
	3124	Collectivités locales	13- 2-63	813
	3127	Collectivités locales	13- 2-63	813
	3145	Collectivités locales	14- 2-63	819
	3081	Rapatriés	14- 2-63	821
	3158	Zones de salaires	14- 2-63	821-822
	3133	Radiodiffusion-télévision française	20- 2-63	897
	3159	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural	9- 4-63	967
	3221	Collectivités locales	1- 5-63	995
	3289	Collectivités locales	1- 5-63	995
	3325	Sécurité sociale	1- 5-63	1001
	3362	Fonctionnaires	17- 5-63	1078
	3539	Vieillards	12- 7-63	1672
	3545	Enseignement	5- 9-63	2017
	3590	Fonds d'investissement routier.....	18-10-63	2116-2117
	3615	Retraites	15-11-63	2407
	3773	Fonctionnaires	22-11-63	2736
	3733	Société nationale des chemins de fer français.....	28-11-63	2961
	3824	Fonds d'investissement routier.....	18-12-63	3231-3232
	Roger MENU	3097	Travailleurs handicapés	30- 1-63
3096		Travailleurs handicapés	20- 2-63	898
3209		Cures thermales	20- 3-63	961
3170		Impôts	9- 4-63	972-973
3476		Fonctionnaires	21- 6-63	1420
3475		Fonctionnaires	28- 6-63	1462
3474		Fonctionnaires	5- 7-63	1602
3477		Fonctionnaires	5- 7-63	1602
3647		Régie autonome des transports parisiens.....	11-10-63	2086
Léon MESSAUD		3195	Armée	20- 3-63
	3600	Armée	2-10-63	2049
Pierre METAYER	3732	Armée	25-10-63	2173
Paul MISTRAL	3372	Fonctionnaires	29- 5-63	1146
	3548	Enseignement	6-11-63	2279
Marcel MOLLE	3048	Pensions de retraite.....	23- 1-63	126
	3031	Impôts	20- 2-63	896
	3146	Successions	20- 3-63	959
	3206	Impôts	9- 4-63	973
	3589	Rapatriés	2-10-63	2050
	3672	Impôts	2-10-63	2054-2055
Claude MONT	3013	Impôts	12- 6-63	1315
	3544	Armée	5- 9-63	2014
André MONTEIL	3055	Impôts	25- 1-63	156
	3480	Relogement	28- 6-63	1461
	3735	Fonctionnaires	14-11-63	2356
	3737	Collectivités locales	20-11-63	2617
	3786	Collectivités locales	21-12-63	3259
Gabriel MONTPIED	3069	Sécurité sociale	2- 2-63	372
	3047	Etablissements hospitaliers	9- 4-63	977
	3278	Enseignement	1- 5-63	993
	3288	Fonctionnaires	8- 5-63	1014
	3376	Enseignement technique	29- 5-63	1146
	358 ¹	Algérie	5- 9-63	2011-2012
	3646	Sécurité sociale	5- 9-63	2032-2033
Roger MOREVE	3670	Distinctions honorifiques	2-10-63	2056
Léon MOTAIS DE NARBONNE..	3239	Fonctionnaires	12- 7-63	1670

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
N				
Louis NAMY.....	3095 3433 3648 3716	Elections Collectivités locales..... Licenciements Collectivités locales.....	2- 2-63 28- 6-63 2-10-63 29-11-63	371-372 1462 2058 3032
Charles NAVEAU.....	3144 3090 3227 3235 3324 3352 3351 3026 3520 3488 3540 3541 3459 3695 3694	Armée Impôts Cadaastre Collectivités locales..... Construction Anciens combattants..... Sécurité sociale..... Impôts Permissions militaires..... Sécurité sociale..... Assistance publique..... Sécurité sociale..... Impôts Coopératives agricoles..... Impôts	20- 3-63 20- 3-63 9- 4-63 9- 4-63 1- 5-63 15- 5-63 17- 5-63 12- 6-63 5- 7-63 17- 7-63 23- 7-63 25- 7-63 2-10-63 11-10-63 15-11-63	948 953-954 973-974 975 991 1056 1076 1316 1601 1711 1796 1922 2052 2085-2086 2408
Jean NAYROU.....	3236 3219 3610 3609	Ouvriers des parcs..... Armée Collectivités locales..... Calamités agricoles.....	20- 3-63 9- 4-63 5- 9-63 20-11-63	962 968 2025 2615
François DE NICOLAY.....	3494	Fonctionnaires	10- 7-63	1654-1655
Jean NOURY.....	2882 2973 3463 3691 3680 3782	Impôts Prestations familiales..... Fonctionnaires Officiers ministériels..... Enseignement Retraites	25- 1-63 30- 1-63 25- 7-63 11-10-63 6-11-63 22-11-63	153 211-212 1922 2086 2279 2736
P				
Gaston PAMS.....	3191	Impôts	1- 5-63	994
Henri PARISOT.....	3089	Etablissements hospitaliers.....	25- 1-63	157
Paul PAULY.....	3068	Société nationale des chemins de fer français...	20- 3-63	962
Henri PAUMELLE.....	3082 3240 3549 3550 3551	Collectivités locales..... Impôts Officiers ministériels..... Impôts Impôts	12- 1-63 26- 6-63 17- 7-63 5- 9-63 2-10-63	68 1442 1712 2022-2023 2053
Paul PELLERAY.....	3118 3381 3337 3604	Donations-partage Agriculture Impôts Sécurité sociale.....	20- 3-63 29- 5-63 12- 6-63 2-10-63	958 1144 1317 2047-2048
Lucien PERDEREAU.....	3120	Moutons	15- 2-63	852
Jean PERIDIER.....	3742	Impôts	15-11-63	2409
Guy PETIT.....	3152 3344 3345 3651 3887	Construction Rapatriés Impôts Construction Algérie	22- 2-63 15- 5-63 12- 6-63 2-10-63 18-12-62	936-937 1057 1317-1318 2049-2050 3230
Pierre DE LA GONTRIE.....	3917	Fonctionnaires	18-12-63	3230-3231
Paul PIALES	3230 3330 3328	Enseignement professionnel Sécurité sociale Impôts	20- 3-63 1- 5-63 5- 9-63	951 1000 2019-2020

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
André PICARD	3310	Enseignement	1- 5-63	993
	3751	Fonctionnaires	14-11-63	2356
Jules PINSARD	2146	Impôts	20- 3-63	951
	3141	Impôts	9- 4-63	972
Auguste PINTON	2932	Fonctionnaires	23- 1-63	126
	3320	Transports	8- 5-63	1012
	3671	Enseignement technique	2-10-63	2051
	3819	Enseignement	20-11-63	2616
André PLAÏT	3315	Dommages de guerre.....	1- 5-63	997
Alain POHER	2998	Fonctionnaires	10- 1-63	49
	3063	Impôts	25- 1-63	156
	2997	Impôts	21- 2-63	916
	3065	Impôts	21- 2-63	916
	3107	Impôts	20- 3-63	954
	3108	Impôts	20- 3-63	954
	3110	Ventes au détail	20- 3-63	954
	3123	Impôts	20- 3-63	954-955
	3109	Collectivités locales	20- 3-63	957
	3066	Impôts	9- 4-63	972
	3283	Impôts	1- 5-63	996
	3281	Impôts	12- 6-63	1317
	3282	Impôts	12- 6-63	1317
	3947	Fonctionnaires	5- 7-63	1599-1600
	3498	Santé publique	10- 7-63	1657
	3466	Impôts	5- 9-63	2021
	3514	Impôts	5- 9-63	2022
	3515	Impôts	5- 9-63	2022
	3685	Fonctionnaires	2-10-63	2045-2046
3516	Impôts	2-10-63	2052	
3716	Impôts	15-11-63	2409	
Michel de PONTBRIAND.....	2953	Fonctionnaires	15- 2-63	851-852
	3151	Stationnement	20- 2-63	897
	3150	Postes et télécommunications.....	20- 2-63	897
	3086	Impôts	20- 3-63	953
	3196	Société nationale des chemins de fer français....	9- 4-63	978
	3248	Enseignement	1- 5-63	993
	3212	Impôts	12- 6-63	1316
	3188	Chambres de commerce.....	19- 6-63	1363
	3605	Armée	5- 9-63	2014
	3737	Travailleurs handicapés	8-11-63	3310
	Georges PORTMANN	3789	Enseignement	20-11-63
Henri PRETRE	2813	Bouilleurs de cru.....	30- 1-63	212
	3246	Anciens combattants	9- 4-63	968
	3294	Impôts	1- 5-63	996-997
	3616	Impôts	2-10-63	2054
R				
Etienne RABOUIN	3247	Permis de conduire	9- 4-63	978
	2989	Impôts	1- 5-63	994
	3467	Impôts	27- 7-63	1946
Joseph RAYBAUD	2996	Publicité	17- 1-63	102
	2941	Successions	25- 1-63	154
	3028	Algérie	23- 7-63	1795
Etienne RESTAT	3114	Cantonniers	22- 2-63	938
Eugène ROMAINE	3054	Armée	23- 1-63	126
	3565	Sécurité sociale	27- 7-63	2001
	3563	Impôts	5- 9-63	2023
	3564	Sécurité sociale	5- 9-63	2031
Alex ROUBERT	3088	Impôts	22- 2-63	938
	3552	Sécurité sociale	5- 9-63	2031

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges ROUGERON.....	2978	Armée	10- 1-63	47-48
	2991	Enseignement	10- 1-63	48
	3076	Référendums	10- 1-63	48-49
	3017	Vieillards	10- 1-63	49
	2798	Fonctionnaires	12- 1-63	67-68
	2993	Collectivités locales.....	17- 1-63	101
	2927	Société nationale des chemins de fer français...	17- 1-63	101-102
	3075	Alimentation du bétail.....	23- 1-63	125-126
	3072	Recherches historiques	25- 1-63	152
	3134	Constitution	30- 1-63	211
	3073	Expulsions	6- 2-63	498
	3014	Calamités agricoles.....	13- 2-63	812
	3071	Circonscriptions administratives.....	14- 2-63	819
	3174	Armée	20- 3-63	948
	3175	Enseignement	20- 3-63	950
	3176	Indemnité de logement.....	20- 3-63	950
	3177	Impôts	20- 3-63	955
	3135	Conseillers juridiques du Gouvernement.....	20- 3-63	959
	3207	Protection de l'enfance.....	20- 3-63	959
	3290	Légion d'honneur.....	9- 4-63	966
	3173	Anciens combattants.....	9- 4-63	968
	3136	Constructions scolaires.....	1- 5-63	992
	2926	Société nationale des chemins de fer français...	1- 5-63	994
	3291	C. E. C. A.	1- 5-63	997
	3292	Radio-télévision française.....	1- 5-63	997
	3293	Protection des animaux.....	1- 5-63	999
	3074	Pêche fluviale.....	8- 5-63	1012
	3403	Protection des animaux.....	6- 6-63	1223
	3402	Jurés	13- 6-63	1334
	3299	Anciens combattants.....	19- 6-63	1362
	3454	Education civique.....	28- 6-63	1462
	3400	Artisans	3- 7-63	1482
	3452	Armée	17- 7-63	1712
	3643	Protection des animaux.....	5- 9-63	2026
	3661	Santé publique.....	5- 9-63	2027
	3521	Sécurité sociale.....	5- 9-63	2029
	3658	Fonctionnaires	2-10-63	2045
	3640	Protection des animaux.....	2-10-63	2048
	3660	Protection des animaux.....	2-10-63	2048
	3641	Constructions scolaires.....	2-10-63	2050-2051
	3642	Enseignement	2-10-63	2051
	3453	Impôts	2-10-63	2052
	3659	Publicité	2-10-63	2055
	3723	Protection des animaux.....	25-10-63	2173
	3730	Protection de l'enfance.....	25-10-63	2173
	3731	Fonctionnaires	31-10-63	2234
	3729	Santé publique.....	6-11-63	2280
3746	Santé publique.....	6-11-63	2280	
3767	Retraités	15-11-63	2409	
3771	Protection des animaux.....	20-11-63	2615	
3772	Protection des animaux.....	20-11-63	2615	
3743	Collectivités locales.....	20-11-63	2616	
3852	Offenses au Président de la République.....	20-11-63	2617	
3744	Fonctionnaires	21-11-63	2672	
3768	Collectivités locales.....	29-11-63	3032	
3869	Chasse	29-11-63	3032	
3896	Radiodiffusion française.....	6-12-63	3071	
3769	Dommages de guerre.....	11-12-63	3121	
S				
Abel SEMPE.....	3255	Eau potable.....	9- 4-63	967
	3254	Eau potable.....	8- 5-63	1013
	3421	Sécurité sociale.....	5- 7-63	1599
	3418	Sécurité sociale.....	2-10-63	2046-2047
Edouard SOLDANI.....	3602	Impôts	2-10-63	2047
T				
Edgar TAILHADES.....	3302	Fonctionnaires	1- 5-63	999

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Louis TALAMONI.....	3218	Charbon	20- 3-63	957
	3238	Sinistrés	1- 5-63	1000
	3398	Constructions scolaires.....	2-10-63	2050
	3597	Constructions scolaires.....	16-10-63	2109
	3721	Enseignement technique.....	14-11-63	2356
	3719	Infirmes	4-12-63	3055
	René TINANT.....	3051	Sécurité sociale.....	30- 1-63
3215		Congés	20- 3-63	951
3268		Armée	9- 4-63	968
3226		Collectivités locales.....	9- 4-63	975
3357		Fonctionnaires	15- 5-63	1056
3442		Epizooties	19- 6-63	1362
3445		Fonctionnaires	21- 6-63	1419
3332		Agriculture	3- 7-63	1481-1482
3443		Fonctionnaires	3- 7-63	1482
3423		Sécurité sociale.....	5- 7-63	1600
3444		Fonctionnaires	12- 7-63	1669-1670
3519		Agriculture	17- 7-63	1711-1712
3567		Permissions militaires.....	5- 9-63	2014
3656		Baux ruraux.....	2-10-63	2048
Jean-Louis TINAUD.....		3033	Sociétés à responsabilité limitée.....	9- 4-63
	3030	Constructions scolaires.....	1- 5-63	992
Ludovic TRON.....	3041	Lotissements	22- 2-63	937
	3193	Armée	20- 3-63	956
	3080	Impôts	12- 6-63	1316
	3393	Construction	19- 6-63	1362-1363
	3486	Impôts	27- 7-63	1946
	3487	Impôts	27- 7-63	1946
	3704	Impôts	23-10-63	2141
	3654	Impôts	15-11-63	2407
	3865	Impôts	6-12-63	3069
V				
Camille VALLIN.....	3122	Licenciements	6- 2-63	499
	3126	Lock-out	20- 2-63	898-899
	3106	Accidents de la route.....	20- 3-63	948
	3117	Armée	20- 3-63	948
	3273	Collectivités locales.....	9- 4-63	975
	3257	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3258	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3259	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3260	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3261	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3262	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3263	Fonctionnaires	9- 4-63	976
	3264	Fonctionnaires	9- 4-63	977
	3265	Fonctionnaires	9- 4-63	977
	3216	Postes et télécommunications.....	1- 5-63	999
	3463	Pensions de retraite.....	25- 7-63	1922
	3777	Enseignement	20-11-63	2616
	3855	Accidents du travail.....	5-12-63	3064
	Emile VANRULLEN.....	2958	Fonctionnaires	20- 3-63
3370		Fonctionnaires	26- 6-63	1442-1443
3700		Fonctionnaires	21-11-63	2672
Jacques VASSOR	3373	Epizooties	22- 5-63	1114
Fernand VERDEILLE	2994	Enseignement	10- 1-63	48
	3308	Musées	1- 5-63	993
	3205	Impôts	1- 5-63	995
	3637	Chasse	2-10-63	2048
	3722	Chasse	25-10-63	2173
	3611	Impôts	14-11-63	2355
	3885	Permissions militaires	11-12-63	3120
Maurice VERILLON	3726	Sécurité sociale	18-12-63	3231
Jacques VERNEUIL	2961	Enseignement	23- 1-63	126
Pierre de VILLOUTREYS.....	3588	Pollution atmosphérique	5- 9-63	2024
Joseph VOYANT	3062	Pensions de retraite.....	2- 2-63	372
	3032	Impôts	20- 2-63	896-897

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
W				
Paul WACH	3479	Impôts	12- 7-63	1671-1672
Raymond de WAZIERES.....	3367 3327	Rentes viagères	17- 5-63	1076-1077
		Impôts	12- 6-63	1317
Y				
Michel YVER	3186	Enseignement	20- 3-63	951
	3375	Impôts	26- 6-63	1443
	3621	Prestations familiales	2-10-63	2057
	3674	Impôts	15-11-63	2407-2408
	3904	Expropriation	21-12-63	3259
Joseph YVON	3650	Enseignement	5- 9-63	2019
Z				
Modeste ZUSSY	3029	Impôts	20- 3-63	953
	3180	Collectivités locales	20- 3-63	959

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963.

A

AFRIQUE DU SUD

Au sujet de la politique du Gouvernement à l'égard de la République d'Afrique du Sud et, notamment, des fournitures d'armes à ce pays.

(Affaires étrangères. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3041, 3042.)

AGRICULTURE

De l'opportunité de majorer les attributions de carburant détaxé aux agriculteurs pour uniformiser les prix de revient de l'utilisation du matériel tracté en France et dans les autres Etats européens.

(Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1049, 1050.)

Des risques d'insuffisance de la loi d'orientation agricole et de la loi complémentaire dans le cadre de l'évolution actuelle de notre économie nationale.

(Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1050, 1051, 1052.)

De l'opportunité d'augmenter les crédits affectés à la montagne pyrénéenne et notamment à l'irrigation.

(Agriculture. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 15-5-1963, p. 1052.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire face à l'aggravation de la situation dans l'agriculture provoquée par la diminution permanente des revenus et la hausse continue des coûts de production.

(Agriculture. — M. Marcel Brégégère. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1620 et suiv.)

Conditions d'attribution de prêts à long terme aux agriculteurs pour certaines opérations foncières.

(Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1617, 1618.)

AGRICULTURE (suite.)

**Moyens prévus par le Gouvernement pour compenser les pertes subies par les agriculteurs par suite des intempéries.*

(Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2264 et suiv.)

**Mesures que compte prendre le Gouvernement pour compenser, par une augmentation des prix agricoles, l'importante baisse de revenus des paysans, à la suite des intempéries de l'été 1963.*

(Agriculture. — M. Jean Deguise. J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2264 et suiv.)

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Politique du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire et relations entre les divers organismes qui en sont chargés.*

(Premier ministre. — M. Yvon Coudé du Foresto. J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1118 et suiv.)

**Principes directeurs qui conditionnent la politique d'aménagement du territoire et plus spécialement la mise en valeur de la région côtière du Midi méditerranéen.*

(Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 29-5-1963, p. 1118 et suiv.)

ANCIENS COMBATTANTS

Mesures envisagées par le Gouvernement pour accorder le bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants.

(Travaux publics et transports. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1436, 1437.)

Au sujet de la commémoration en 1964 de la guerre de 1914-1918 et de la libération du territoire en 1944.

(Anciens combattants. — M. Raymond Bossus. J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3213, 3214.)

* Question orale avec débat.

ARMEE

Mesures de sécurité à prendre pour éviter les accidents graves dont sont victimes certains jeunes soldats et sanctions à prendre contre les responsables.

(Armées. — M. Louis Namy. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1466, 1467.)

Mesures à prendre pour autoriser les jeunes gens exemptés de tout service militaire, comme ayant eu deux frères morts pour la France, à se présenter à tous examens et concours dans les mêmes conditions que ceux qui ont rempli leurs obligations militaires.

(Armées. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1467, 1468.)

Raisons motivant les vols à très basse altitude d'avions militaires à réaction au-dessus de régions très urbanisées et mesures à prendre pour les éviter, compte tenu des troubles qu'ils provoquent.

(Armées. — M. Louis Namy. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2176, 2177.)

Décisions éventuelles concernant la fermeture de certains arsenaux et sort des travailleurs de ces établissements.

(Armées. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 9-10-1963, p. 2069 et suiv.)

ARMEMENT NUCLEAIRE

De l'opportunité d'interroger le peuple français, par voie de référendum, sur la politique d'armement nucléaire du Gouvernement ainsi que sur la ratification des accords de Moscou.

(Premier ministre. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3041.)

C**CALAMITES AGRICOLES**

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des agriculteurs victimes des intempéries de l'été.

(Agriculture. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 9-10-1963, p. 2068, 2069.)

COLLECTIVITES LOCALES

**Définition de la politique du Gouvernement en ce qui concerne les libertés locales et l'autonomie communale, la diminution des charges pesant sur les collectivités locales et les modalités d'une éventuelle réforme de leur structure et de leur administration.*

(Premier ministre. — M. Pierre de La Gontrie. J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1275 et suiv.)

**Orientation de la politique du Gouvernement en ce qui concerne des modifications aux structures administratives de l'Etat et, notamment, les collectivités locales (forme et administration).*

(Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1275 et suiv.)

**Politique du Gouvernement en ce qui concerne des projets de regroupement de départements et de communes.*

(Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1275 et suiv.)

**Intentions du Gouvernement au sujet d'une réforme des finances locales et dispositions qu'il compte prendre pour assurer aux communes les ressources nécessaires.*

(Premier ministre. — M. Adolphe Chauvin. J. O. Débats du 12-6-1963, p. 1275 et suiv.)

* Question orale avec débat.

COLLECTIVITES LOCALES (suite.)

De l'opportunité d'attribuer, à toutes les localités, un numéro d'appel téléphonique identique pour les services publics essentiels.

(Postes et télécommunications. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1606, 1607.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des collectivités locales dont les ressources ont été diminuées par suite du vote de la loi du 15 mars 1963 portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière.

(Finances et affaires économiques. — M. Daniel Benoist. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1609, 1610.)

**Éventualité d'une réforme de structure des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, de consultations préalables des collectivités locales intéressées et d'un vote du Parlement.*

(Intérieur. — M. Maurice Coutrot. J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2235 et suiv.)

**Intentions du Gouvernement en ce qui concerne la réorganisation de la région parisienne.*

(Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2235 et suiv.)

Aide prévue aux collectivités locales pour la réparation des dégâts causés à la voirie départementale, communale et rurale par les pluies torrentielles de la semaine du 9 au 15 septembre 1963.

(Intérieur. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3104.)

Situation des communes possédant un collège d'enseignement général.

(Education nationale. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3046.)

CONGES

Interprétation de la circulaire ministérielle T R 8745 du 4 octobre 1945 relative au paiement des congés payés.

(Travail. — M. Daniel Benoist. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3043 et suiv.)

CONSTRUCTION

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retard de l'attribution des primes à la construction, notamment dans le département de la Dordogne.

(Construction. — M. Marcel Brégégère. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1470, 1471.)

Montant des crédits consentis aux offices H. L. M. pour 1963 et date à laquelle ces crédits seront disponibles.

(Construction. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1471 et suiv.)

Situation du personnel, non fonctionnaire, du ministère de la construction à Boulogne-sur-Mer.

(Construction. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2184, 2185.)

Résultats obtenus par l'application de la loi n° 61-691 du 3 juillet 1961 qui charge d'une redevance d'équipement certains propriétaires de terrains nus ou bâtis.

(Construction. — M. Emile Hugues. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1474, 1475.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

De l'urgence de construire, à Saint-Omer, un collège d'enseignement général et, en attendant, d'implanter quinze classes préfabriquées.

(Education nationale. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1428, 1429.)

* Question orale avec débat.

COOPERATION

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour régler le problème des candidatures aux postes de coopération culturelle en Afrique et à Madagascar.

(Education nationale. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1477, 1478.)

**Eventualité d'une modification de la politique d'aide du Gouvernement aux anciennes colonies, à la suite des nombreuses spoliations qui ont frappé les biens français, notamment en Afrique du Nord.*

(Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 6-11-1963, p. 2245 et suiv.)

D**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

De la représentation du Parlement au comité directeur du F. I. D. O. M. et au conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique.

(Premier ministre. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1007, 1008.)

De la désignation des représentants parlementaires siégeant au conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique, pour les départements et territoires d'outre-mer.

(Premier ministre. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1007, 1008.)

De l'opportunité d'introduire dans le département de la Martinique la législation métropolitaine sur le régime des eaux.

(Finances et affaires économiques. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3102 et suiv.)

Mesures à prendre pour permettre aux travailleurs originaires des départements d'outre-mer de passer leurs congés dans leur pays.

(Ministre d'Etat chargé des départements d'outre-mer. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3105, 3106.)

DROIT DE GREVE

Application de la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 organisant le préavis obligatoire pour la grève dans les services publics.

(Premier ministre. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3043.)

E**EMPRUNTS**

Pourcentage de titres de l'emprunt autorisé par la loi n° 63-464 du 10 mai 1963, réservé aux caisses publiques et bureaux de poste.

(Finances et affaires économiques. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1806.)

ENSEIGNEMENT

**Motifs et moyens de la réforme de l'enseignement.*

(Education nationale. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1675 et suiv.)

**Politique du Gouvernement en matière de réforme de l'enseignement et moyens de cette politique.*

(Education nationale. — M. Georges Lamousse. J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1675 et suiv.)

* Question orale avec débat.

ENSEIGNEMENT (suite.)

**Buts et moyens de la réforme de l'enseignement.*

(Education nationale. — M. Georges Cogniot. J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1675 et suiv.)

Mesures à prendre en faveur de l'école Freinet, pour sauver une expérience qui honore la pédagogie française.

(Education nationale. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1430 et suiv.)

Politique qu'entend suivre le Gouvernement en faveur de l'installation de bassins nautiques par les communes.

(Education nationale. — M. Daniel Benoit. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1800, 1801.)

**Conditions dans lesquelles s'est faite la rentrée scolaire de 1963 et diverses statistiques concernant le personnel enseignant.*

(Education nationale. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2120 et suiv.)

**Conditions dans lesquelles s'est faite la rentrée scolaire de 1963.*

(Education nationale. — M. Georges Cogniot. J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2120 et suiv.)

**Conditions dans lesquelles s'est faite la rentrée scolaire de 1963.*

(Education nationale. — M. Louis Jung. J. O. Débats du 23-10-1963, p. 2120 et suiv.)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

De l'insuffisance des crédits pour la création et l'extension des centres postsecondaires agricoles et ménagers.

(Education nationale. — M. Jean Nayrou, J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1429, 1430.)

ENSEIGNEMENT PRIVE

Conditions de l'attribution des subventions de transport aux élèves fréquentant des établissements privés sous contrat simple.

(Education nationale. — M. Marcel Molle. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2177, 2178.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

De l'opportunité d'assurer, à la rentrée scolaire 1963, l'ouverture du collège d'enseignement technique prévu à Etaples.

(Education nationale. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1426, 1427, 1428.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Au sujet d'une amélioration des conditions de soins et prix de journée dans les établissements d'hospitalisation.

(Santé publique. — M. Raymond Bossus. J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3211 et suiv.)

ETAT CIVIL

Intention du Gouvernement quant à la ratification d'une convention internationale concernant les preuves de la filiation maternelle naturelle.

(Justice. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3042, 3043.)

ETUDIANTS

De l'opportunité de prendre d'urgence toutes dispositions pour assurer la construction de logements aux étudiants.

(Education nationale. — M. Marcel Darou, J. O. Débats du 24 juillet 1963, p. 1801 et suiv.)

De l'opportunité de prendre d'urgence toutes dispositions pour assurer la construction de logements aux étudiants.

(Education nationale. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1801 et suiv.)

* Question orale avec débat.

EXPROPRIATION

Raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore publié les textes d'application de la réforme de la composition de la juridiction d'expropriation.

(Justice. — M. Emile Hugues. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1476, 1477.)

F**FONCTIONNAIRES**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le rétablissement des droits des inspecteurs centraux et inspecteurs du Trésor, anciens sous-chefs de service.

(Finances et Affaires économiques. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1607.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la prise en charge par l'Etat des auxiliaires de préfecture, en vue de leur titularisation.

(Intérieur. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1438.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour régler dans les meilleurs délais les dossiers qui intéressent l'amélioration de la situation des fonctionnaires et agents de l'administration préfectorale.

(Intérieur. — M. Jacques Bordeneuve. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1468, 1469, 1470.)

De l'opportunité de faire bénéficier de congés de longue durée les fonctionnaires atteints de myélite, névrosite, syringomyélie, maladie de Parkinson ou sclérose en plaques.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1613, 1614, 1615.)

Conditions dans lesquelles a été fixé à vingt-quatre heures hebdomadaires l'horaire de service minimum des maîtres de C. E. G.

(Education nationale. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1800.)

Mesures à prendre pour satisfaire les légitimes revendications du personnel hospitalier et obtenir le recrutement et la formation de ce personnel.

(Santé publique et population. — M. Raymond Bossus. J. O. du 30-10-1963, p. 2179 et suiv.)

Raisons du retard apporté à l'application de la normalisation de l'échelle II aux instituteurs et mesures envisagées en faveur des chargés d'école des petites communes rurales.

(Education nationale. — M. Pierre Métayer. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1803.)

I**IMPOTS**

De l'opportunité de nouvelles négociations avec l'administration belge pour assurer plus de justice fiscale aux travailleurs frontaliers, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu.

(Finances et affaires économiques. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 11-12-1963, p. 3104, 3105.)

De l'opportunité d'une suppression du triptyque pour les caravanes de tourisme, au moins en faveur des ressortissants du Marché commun.

(Finances et affaires économiques. — M. Emile Vannullen. J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3214, 3215.)

De l'opportunité de supprimer la taxe à la valeur ajoutée appliquée à l'allocation de chauffage attribuée au personnel des houillères et aux retraités et veuves.

(Industrie. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1424, 1425.)

Raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas, cette année, supprimé la taxe de résorption des excédents.

(Agriculture. — M. Michel Kauffmann. J. O. Débats du 4-12-1963, p. 3045, 3046.)

INFIRMES

Mesures envisagées par le Gouvernement pour l'application du plan Laroque en faveur des infirmes et des vieillards.

(Santé publique et population. — M. Raymond Bossus. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2178, 2179.)

INDUSTRIE

Des inconvénients sur les plans national et local qu'entraînerait la fermeture des hauts fourneaux de Chasse.

(Industrie. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1004, 1005, 1006, 1007.)

Des mesures à prendre pour éviter les licenciements d'ouvriers à l'usine Timken-Asnières et obliger la direction de cet établissement à respecter les attributions du comité d'entreprise.

(Industrie. — Mme Renée Dervaux. J. O. Débats du 8-5-1963, p. 1008 et 1009.)

J**JUSTICE**

De l'opportunité d'une enquête de la Croix-Rouge dans les maisons d'arrêt pour s'assurer des mesures de sauvegarde sanitaire auxquelles tout prisonnier peut prétendre.

(Justice. — M. René Dubois. J. O. Débats du 3-7-1963, p. 1475, 1476.)

L**LAIT**

Nécessité de revenir à la politique de fixation de prix saisonniers pour le lait.

(Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1803 et suivantes.)

M**MAROC**

De l'opportunité d'accorder rapidement aux Français ayant exploité des terres collectives au Maroc, et expulsés, la juste indemnisation qui leur est due.

(Affaires étrangères. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1432, 1433.)

De l'opportunité d'accorder aux agents français des offices, services concédés et établissements publics marocains, les mêmes avantages que ceux reconnus aux fonctionnaires servant, comme eux, la cause de la coopération franco-marocaine.

(Affaires étrangères. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1433, 1434.)

MINEURS DE FOND

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour permettre à tous les mineurs silicosés à 30 p. 100, justifiant de 15 ans de services, de bénéficier d'une retraite proportionnelle.

(Industrie. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1425, 1426.)

P**PARIS**

Conditions dans lesquelles se sont faites les récentes mutations et nominations à différents postes de maires et maires adjoints dans les arrondissements de Paris.

(Intérieur. — M. Raymond Bossus. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1805, 1806.)

PECHEs MARITIMES

Mesures à prendre en faveur du personnel des conserveries de poisson privé de travail par suite du mauvais rendement de la saison sardinière.

(Travail. — M. Victor Golvan. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1800.)

POLITIQUE ETRANGERE

**Orientation de la politique étrangère du Gouvernement, au lendemain de la conférence de presse du Président de la République (14 janvier 1963).*

(Premier ministre. — M. Georges Guille. J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1080 et suivantes.)

**Définition des grandes lignes de la politique étrangère de la France.*

(Affaires étrangères. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 22-5-1963, p. 1080 et suiv.)

**Définition de la politique de la France dans le domaine des armements atomiques et nucléaires, après l'accord de Moscou; et définition de la politique étrangère de la France, plus spécialement dans ses rapports avec les membres de l'O. T. A. N.*

(Premier ministre. — M. Georges Guille. J. O. Débats du 16-10-1963, p. 2088 et suiv.)

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Motifs du retard apporté à la publication des décrets d'application de la loi du 2 août 1961 relatives à la lutte contre la pollution atmosphérique.

(Santé publique et population. — M. Victor Golvan. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1806, 1807.)

POLLUTION DES EAUX

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer aux populations de la région d'Arles le droit à une eau potable, en faisant cesser les déversements de produits phénolés dans le Drac.

(Santé publique et population. — M. Roger Delagnes. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1437, 1438.)

PONTS ET CHAUSSEES

De l'opportunité d'accélérer la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre.

(Travaux publics et transports. — M. Louis Jung. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1435.)

Mesures prises pour réparer les dégâts causés à la voirie nationale par le dégel de mars dernier, délais d'exécution des travaux et priorité donnée éventuellement à certains axes routiers.

(Travaux publics et transports. — M. René Tinant. J. O. Débats du 14-7-1963, p. 1798, 1799.)

De l'opportunité de dégager, par anticipation, les crédits nécessaires à la construction d'un nouveau pont à Arles.

(Travaux publics et transports. — M. Roger Delagnes. J. O. Débats du 18-12-1963, p. 3210, 3211.)

R**RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE**

Des conséquences des travaux accomplis au relais émetteur de télévision du mont Lambert et des moyens envisagés pour y faire face.

(Information. — M. Jean Bardol. J. O. débats du 15-5-1963, p. 1048, 1049.)

**De l'éventualité du dépôt d'un projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-Télévision française.*

(Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1350 et suiv.)

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE (suite.)

**De la nécessité du dépôt d'un projet de loi portant statut de la Radiodiffusion-Télévision française.*

(Premier ministre. — Mme Renée Dervaux. J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1350 et suiv.)

REMEMBREMENT

**Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer une information objective et neutre et régler les conflits permanents suscités par la non-application du statut de la Radiodiffusion-Télévision française.*

(Premier Ministre. — M. Roger Carcassonne. J. O. Débats du 19-6-1963, p. 1350 et suiv.)

RAPATRIES

De l'opportunité d'organiser des sessions d'examen extraordinaires pour les rapatriés d'Algérie aspirant aux fonctions de notaire.

(Justice. — M. Jacques Henriot. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1615, 1616, 1617.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le remembrement des 2.400.000 hectares prévu par le plan de quatre ans.

(Finances et affaires économiques. — M. Martial Brousse. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1607, 1608, 1609.)

S**SANTE PUBLIQUE**

Organisation de la lutte contre le fléau social que constitue le développement de la sclérose en plaques et création de maisons de retraites spécialisées.

(Santé publique et population. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1618, 1619.)

SECURITE SOCIALE

De l'opportunité d'ajouter à la myélite, la syringomyélie, la maladie de Parkinson et la sclérose en plaques à la liste affections réputées maladies de longue durée.

(Travail. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1611, 1612.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Définition de l'expression « département défavorisé » utilisée dans la réforme des tarifs marchandises de la S.N.C.F.

(Travaux publics et transports. — M. Abel Sempé, J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1435, 1436.)

T**TRANSPORTS**

De l'opportunité d'accorder une aide aux exploitants des services ruraux de transports de voyageurs.

(Travaux publics et transports. — M. Auguste Pinton. J. O. Débats du 26-6-1963, p. 1434, 1435.)

TRAVAIL

Conditions dans lesquelles a été autorisée l'ouverture d'un grand magasin jusqu'à 22 heures et mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter la réglementation des horaires de travail.

(Travail. — Mme Renée Dervaux. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1610, 1611.)

* Question orale avec débat.

* Question orale avec débat.

TRAVAIL (suite.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les légitimes revendications du personnel de Sud-Aviation à Toulouse, et opportunité d'une convention collective nationale pour les personnels des constructions aéronautiques.
(Premier ministre. — M. André Méric. J. O. Débats du 17-7-1963, p. 1674, 1675.)

V**VICTIMES DE GUERRE**

Modalités d'attribution de la retraite vieillesse aux déportés et internés.

(Finances et affaires économiques. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 14-12-1963, p. 3046 et suiv.)

VIEILLARDS

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue du relèvement des plafonds fixés pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, en raison de la hausse constante du coût de la vie.

(Travail. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 24-7-1963, p. 1799, 1800.)

VINS

**Mesures que compte prendre le Gouvernement pour l'organisation de la campagne viticole.*

(Agriculture. — M. Jean Périquier. — J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1620 et suiv.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement en matière viticole, notamment pour préparer l'entrée de la viticulture française dans le Marché commun.

(Agriculture. — M. André Pauzet. J. O. Débats du 10-7-1963, p. 1620 et suiv.)

Raisons des lenteurs de mise en application du décret n° 55-673 du 20 mai 1955, instituant la protection de la bouteille-flûte dite « à vin du Rhin ».

(Agriculture. — M. Michel Kauffmann, J. O. Débats du 9-10-1963, p. 2068.)

Mesures à prendre pour assurer le soutien des cours des vins blancs de consommation courante.

(Agriculture. — M. Marc Pauzet. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2181, 2182.)

Contestation de l'opportunité de la mesure de déblocage d'une certaine quantité de vins et politique en matière d'importation de vins étrangers.

(Agriculture. — M. Jean Périquier. J. O. Débats du 30-10-1963, p. 2182 et suiv.)

* Question orale avec débat.

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions orales ayant reçu une réponse au cours de l'année 1963.

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
		DATE	PAGES
B			
Jean BARDOL	Radiodiffusion-Télévision française	15- 5-63	1048-1049
	Impôts	26- 6-63	1424-1425
	Mineurs de fond.....	26- 6-63	1425-1426
	Enseignement technique	26- 6-63	1426-1427-1428
	Etudiants	24- 7-63	1801 et suiv.
	Construction	30-10-63	2184-2185
Daniel BENOIST	Collectivités locales	10- 7-63	1609-1610
	Enseignement	24- 7-63	1800-1801
	Congés	4-12-63	3043 et suiv.
Edouard BONNEFOUS	*Politique étrangère	22- 5-63	1080 et suiv.
	*Radiodiffusion-Télévision française	19- 6-63	1350 et suiv.
	*Coopération	6-11-63	2235 et suiv.
Jacques BORDENEUVE	Fonctionnaires	3- 7-63	1468-1469-1470
Raymond BOSSUS	Paris	24- 7-63	1805-1806
	Infirmes	30-10-63	2178-2179
	Fonctionnaires	30-10-63	2179 et suiv.
	Etablissements hospitaliers	18-12-63	3211 et suiv.
	Impôts	18-12-63	3214-3215
Marcel BREGEGERE	Construction	3- 7-63	1470-1471
	*Agriculture	10- 7-63	1620 et suiv.
Martial BROUSSE	Remembrement	10- 7-63	1607-1608-1609
C			
Roger CARCASSONNE	*Radiodiffusion-Télévision française	19- 6-63	1350 et suiv.
Adolphe CHAUVIN	*Collectivités locales	12- 6-63	1275 et suiv.
Bernard CHOCHOY	Constructions scolaires	26- 6-63	1428-1429
	Armée	3- 7-63	1467-1468
	Construction	3- 7-63	1471 et suiv.
	Coopération	3- 7-63	1477-1478
	Collectivités locales	4-12-63	3046
	Victimes de guerre.....	4-12-63	3046 et suiv.
Georges COGNIOT	*Enseignement	17- 7-63	1675 et suiv.
	*Enseignement	23-10-63	2120 et suiv.

* Question orale avec débat.

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
		DATE	PAGES
Yvon COUDE DU FORESTO.....	*Aménagement du territoire.....	29- 5-63	1118 et suiv.
Antoine COURRIERE	*Aménagement du territoire.....	29- 5-63	1118 et suiv.
	*Collectivités locales	12- 6-63	1275 et suiv.
Maurice COUTROT	*Collectivités locales	6-11-63	2235 et suiv.
D			
Marcel DAROU	Etudiants	24- 7-63	1801 et suiv.
Jean DEGUISE	*Agriculture	6-11-63	2264 et suiv.
Roger DELAGNES	Pollution des eaux.....	26- 6-63	1437-1438
	Ponts et chaussées.....	18-12-63	3210-3211
Renée DERVAUX	Industrie	8- 5-63	1008-1009
	*Radiodiffusion-télévision française	19- 6-63	1350 et suiv.
	Travail	10- 7-63	1610-1611
René DUBOIS	Justice	3- 7-63	1475-1476
Jacques DUCLOS	*Collectivités locales	12- 6-63	1275 et suiv.
	*Collectivités locales	6-11-63	2235 et suiv.
	Afrique du Sud.....	4-12-63	3041-3042
G			
Victor GOLVAN	Pêches maritimes	24- 7-63	1800
	Pollution atmosphérique	24- 7-63	1806-1807
Louis GROS	Maroc	26- 6-63	1432-1433
	Maroc	26- 6-63	1433-1434
	*Enseignement	17- 7-63	1675 et suiv.
Georges GUILLE	*Politique étrangère	22- 5-63	1080 et suiv.
	*Politique étrangère	16-10-63	2088 et suiv.
H			
Jacques HENRIET	Rapatriés	10- 7-63	1615-1616-1617
Emile HUGUES	Construction	3- 7-63	1474-1475
	Expropriation	3- 7-63	1476-1477
J			
Louis JUNG	Ponts et chaussées.....	26- 6-63	1435
	*Enseignement	23-10-63	2120 et suiv.
K			
Michel KAUFFMANN	Vins	9-10-63	2068
	Impôts	4-12-63	3045-3046
L			
Pierre de LA GONTRIE.....	*Collectivités locales	12- 6-63	1275 et suiv.
Georges LAMOUSSE	*Enseignement	17- 7-63	1675 et suiv.
M			
Pierre MARCILHACY	Collectivités locales	10- 7-63	1606-1607
	Emprunts	24- 7-63	1806
	Armement nucléaire	4-12-63	3041
	Etat civil	4-12-63	3042-3043
	Droit de grève.....	4-12-63	3043

* Question orale avec débat.

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
		DATE	PAGES
Georges MARIE-ANNE	Départements d'outre-mer	8- 5-63	1007-1008
	Départements d'outre-mer	8- 5-63	1007-1008
	Départements d'outre-mer	11-12-63	3102 et suiv.
	Départements d'outre-mer	11-12-63	3105-3106
André MERIC	Travail	17- 7-63	1674-1675
Pierre METAYER	Fonctionnaires	24- 7-63	1800
	Fonctionnaires	24- 7-63	1803
	*Enseignement	23-10-63	2120 et suiv.
Marcel MOLLE	Enseignement privé	30-10-63	2177-2178
N			
Louis NAMY	Armée	4- 7-63	1466-1467
	Armée	30-10-63	2176-2177
Jean NAYROU	Agriculture	15- 5-63	1052
	Enseignement agricole	26- 6-63	1429-1430
	Enseignement	26- 6-63	1430-1431-1432
	Anciens combattants	26- 6-63	1436-1437
	Fonctionnaires	26- 6-63	1438
	Fonctionnaires	10- 7-63	1607
	Sécurité sociale	10- 7-63	1611-1612
	Fonctionnaires	10- 7-63	1613-1614-1615
	Santé publique	10- 7-63	1618-1619
	Vieillards	24- 7-63	1799-1800
	Calamités agricoles	9-10-63	2068-2069
	Collectivités locales	11-12-63	3104
Charles NAVEAU	Agriculture	15- 5-63	1050-1051-1052
	Lait	24- 7-63	1803 et suiv.
	Impôts	11-12-63	3104-3105
P			
Marc PAUZET	*Vins	10- 7-63	1620 et suiv.
	Vins	30-10-63	2181-2182
Jean PERIDIER	*Vins	10- 7-63	1620 et suiv.
	Vins	30-10-63	2182 et suiv.
Auguste PINTON	Transports	26- 6-63	1334-1335
S			
Abel SEMPE	Agriculture	15- 5-63	1049-1050
	S. N. C. F.	26- 6-63	1435-1436
	Agriculture	10- 7-63	1617-1618
	*Agriculture	6-11-63	2264 et suiv.
T			
René TINANT	Ponts et chaussées	24- 7-63	1798-1799
V			
Camille VALLIN	Industrie	8- 5-63	1004 à 1007
	Armée	9-10-63	2069 et suiv.

* Question orale avec débat.